LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Alerte au Sudisme.

P.-L. RAVOIRE : Analyse et psychanalyse de l'administration du Maroc.

D. DUBARLE : Les chrétiens et l'opium des intellectuels.

J.-L. ARANGUREN : Le roman religieux en Espagne.

G. VIATTE : Les vêtements de l'empereur et la littérature religieuse.

M. SENDRAIL : Les guérisons inexpliquées.

LES SIGNES DU TEMPS

Détente psychologique à Genève.
Les chances des quatre Grands.
La guerre et la paix à Helsinki.
Vers la liquidation du « maccarthysme ».
L'Argentine entre Peron et l'avenir.
Le pacte de Bagdad s'étend vers l'Est.
La Démocratie chrétienne se garde à gauche.
Thorez, Mendès-France et la paupérisation.
Azimuts.
Le Figaro, journal comme il faut.

ARTS. LETTRES. THEATRE

DOCUMENT : Situation économique et sociale de l'Algérie.

REVUE MENSUELLE

AOUT-SEPT. 1955

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : Alerte au Sudisme..... 1
P.-L. RAVOIRE : Analyse et psychanalyse de l'administration du Maroc..... 6
D. DUBARLE : Les chrétiens et l'opium des intellectuels 22
J.-L. ARANGUREN : Le roman religieux en Espagne. 36
G. VIATTE : Les vêtements de l'empereur et la littérature religieuse..... 55
M. SENDRAIL : Les guérisons inexpliquées..... 60

LES SIGNES DU TEMPS

Détente psychologique à Genève (A. Frisch)..... 83
Les chances des quatre grands..... 85
La guerre et la paix à Helsinki (J. Nantet)..... 87
Vers la liquidation du « maccarthysme » (A. Viatte)..... 88
L'Argentine entre Peron et l'avenir (J. Geminiani)..... 92
Le pacte de Bagdad s'étend vers l'Est (P. Rondot)..... 95
La Démocratie chrétienne se garde à gauche (R. Nouat)..... 97
Thorez, Mendès-France et la paupérisation (E. Lisle)..... 100
Azimuts : L'Église et le monde (A.-Z. Serrand)..... 103

PORTRAIT

Le Figaro, journal comme il faut (É. Borne)..... 111

CHRONIQUES

Peut-on concevoir une esthétique de l'abstraction ? (R. Vrinat) 117
Roman, Essai, Poésie (M. Chavardès)..... 120
Révolution, dernière chance de la France, de M. Lauré (G. Desfaudés) 126
Sur le chantier social, d'Henri Rollet (J. Nantet)..... 128
Théâtre (H. Gouhier)..... 130

DOCUMENT

Situation économique et sociale de l'Algérie (R. Delavignette). 134

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — AOUT-SEPT. 1955

Alerte au Sudisme

Il faut revenir sur l'immense danger que représente l'entrecroisement au Maroc de deux terreurs, l'une rouge, l'autre blanche comme nous disions dans notre dernier éditorial. La situation depuis un mois s'est aggravée catastrophiquement si bien qu'il est plus urgent que jamais de faire entendre à nouveau les exigences de la conscience chrétienne et de la conscience française qui par bonheur conjuguent ici leurs impératifs.

Sur l'attentat du 14 juillet à Casablanca, la lumière n'est pas faite; les responsabilités en incombent par ordre de vraisemblance décroissante soit au terrorisme marocain, soit à une occulte troisième force attentive à brouiller à force de sang versé le jeu entre le Maroc et la France, soit, ce qui serait le plus abominable, à un contre-terrorisme blanc allant jusqu'à la provocation. Dans la journée du 15 juillet, la terreur blanche s'est montrée à visage découvert, brûlant les magasins marocains, pratiquant le lynchage des « ratons » comme

disent ces civilisés en leur exquis langage et poussant délibérément à l'épreuve de force entre les médinas et la ville européenne. A Casablanca, l'affreuse guerre des races est commencée.

Par-delà la frénésie des terreurs qui s'exaspèrent l'une par l'autre, il faut savoir lire les causes et reconnaître la malfaisance dans les colonies européennes d'un esprit qu'il faut bien appeler sudiste par analogie avec la mentalité qui fut à l'origine de la guerre américaine de Sécession. Tous les signes sont convergents : volonté moins de défendre des intérêts que de maintenir des privilèges et des prestiges de caste et de race supérieures en réduisant à l'état d'ombres complaisantes une immense population servile; ressentiments d'une véhémence croissante contre ce qu'on nomme l'incompréhension malveillante des concitoyens du Nord et de la capitale, « Yankees » ou « Frankaouis », tandis qu'on se proclame plus américain ou plus français que ces traîtres à la race blanche, à l'idée impériale ou à l'Occident : ne suffisait-il pas ces jours derniers de se dire français métropolitain pour susciter dans les rues européennes de Casablanca l'éclair du regard et l'agressivité des propos? entrée en scène enfin, comme aux débuts de la guerre de Sécession américaine, d'une jeunesse prompte aux coups durs et aux représailles, et à laquelle on a trop prêché à la maison la haine des politiciens combinards, le mépris de l'intellectualisme et du moralisme; les pères ont dépensé beaucoup d'éloquence comme il sied à leur âge : « Il n'y a qu'à se montrer viril, ils ne comprennent que la force »; aussi les fils ont-ils cassé quelques figures et écrasé quelques visages de Marocains jusqu'à ce que mort s'ensuive; les pères parlent, mais les fils tuent.

Le pire est cependant évitable parce que, soucieux du véritable honneur de la patrie et le plus souvent éclairés et soutenus par un christianisme authentique, un nombre croissant de Français du Maroc n'est pas incapable de contrarier efficacement cette mentalité sudiste. Mais le problème est fondamentalement un problème d'autorité : puisque les plus graves tendances centrifuges se manifestent au Maroc, il appartient à l'Etat républicain d'interrompre sans faiblesse les velléités de dissidence et de sécession. L'administration française au Maroc a été trop longtemps soumise à l'influence des prépondérants locaux et à la pression plus subtile et plus dangereusement pénétrante d'un climat sudiste ou présudiste. Le cerveau à Paris fonctionnait moins mal qu'on ne le dit; mais l'influx nerveux venu du centre ne pouvait mouvoir une main localement paralysée. La résidence générale elle-même prenait des mœurs d'indépendance, traitait avec désinvolture les instructions parisiennes, et il lui arrivait même de décider de la politique chérifienne de la France, comme en ce jour néfaste d'août 1953 où elle eut l'audace d'imposer à un gouvernement divisé et assailli par une grève inopportune la néfaste déposition du sultan. C'est tout ce passé d'abandon durant lequel la République oublia qu'elle était la République, c'est-à-dire l'Etat souverain, qu'il importe de redresser maintenant avec une intraitable fermeté, sinon l'amitié franco-marocaine est un rêve mort et de proche en proche l'Union française est destinée à s'abîmer dans un chaos sanglant.

Il est intolérable qu'à Casablanca le 15 juillet la police ait été du côté du désordre et qu'elle ait protégé l'émeute parce que ce jour-là le désordre et l'émeute étaient animés par le terrorisme blanc. Il est intolérable

que les manifestants de Casablanca aient déchiré le drapeau chérifien et hué le résident général Grandval parce qu'il représente la République et la volonté française de détente et de collaboration. Une fraction de la colonie européenne d'esprit sudiste et la part extrémiste du nationalisme marocain sont d'accord à travers la haine qu'ils se portent pour écarter la France de leur absurde et affreuse explication. La tactique est dépassée qui consisterait à se servir de l'une contre l'autre ; le moment est venu de les réduire l'un et l'autre pour laisser enfin en présence le Maroc authentique et la France véritable.

Les choses politiques sont ainsi faites que de l'extrémité de l'angoisse peut surgir l'imprévisible espérance qui dissout le destin. Entre les partis républicains un accord est en train de se faire sur la politique africaine de la France : la ratification à une forte majorité des accords franco-tunisiens en est un signe non médiocre. Un pas de plus reste à accomplir : que les partis cessent de chercher dans le passé de nos affaires africaines des pierres pour se lapider les uns les autres, accusant ceux-ci d'avoir capitulé devant les intérêts, ces autres d'avoir abdiqué devant les nationalismes. A de tels jeux, nos passions gagnent de puissantes satisfactions, mais la France et l'autorité de la République perdent tout. Si l'apaisement au dedans accélère ses timides progrès, les chances se trouveront accrues d'une détente en Afrique du Nord.

Deux raisons nous inclinent malgré les deuils et les hontes de ce juillet sanglant à maintenir un pari optimiste ; l'une est spirituelle, et c'est la volonté que manifeste une élite chrétienne en France et en Afrique d'entretenir avec l'Islam des rapports de fraternité reli-

gieuse et d'amitié humaine ; l'autre est plus proprement politique, et c'est le style de raison et d'autorité qui se montre dans le comportement des premiers responsables de la politique française à Rabat, Alger et Tunis : qu'après l'ère des proconsuls, flatteurs des puissances locales et dupés par le faux prestige d'une impossible politique personnelle, sonne enfin l'heure des représentants en mission qui comme en l'an III ne connaîtront d'autre loi que celle de l'Etat républicain, et ce qui paraît irréparablement perdu pourra être sauvé.

V. I.

ANALYSE ET PSYCHANALYSE DE L'ADMINISTRATION DU MAROC

Je ne bastis que pierres vives,
ce sont hommes.

MONTAIGNE.

Il est bon pour une meilleure compréhension des lignes qui suivent de donner une analyse sommaire de l'Administration du Maroc dont la complexité réelle découle du régime de Protectorat.

Il existe, en effet, une Administration qui est celle de l'État chérifien et en face d'elle une Administration de Contrôle.

L'Administration qui sert l'État chérifien comprend un certain nombre de Vizirats dont l'existence est liée à la structure islamique de la Société : les fonctionnaires de ces directions sont en général marocains : elle comprend aussi toutes les directions dites néo-chérifiennes qui sont les directions techniques que possède tout État moderne (finances, commerce, travaux publics, télécommunications, etc.). Les hauts fonctionnaires sont en général Français, en droit strict ils pourraient être Marocains.

En face de cet État chérifien, il y a l'Administration de Contrôle : à l'échelon national on trouve le résident

général, à l'échelon local les contrôleurs civils et les officiers des Affaires Indigènes. Ces fonctionnaires ne peuvent être que Français.

Il existe plusieurs approches pour aborder le problème marocain. On peut l'aborder en analysant le dialogue France-Maghreb, on peut l'aborder en analysant le dialogue France-Islam. On peut essayer de voir combien la crise marocaine est devenue, et deviendra de plus en plus un « cas » du Parlement français avec des majorités possibles et un nouveau partage des voix entre partisans de la « résistance » et partisan du « mouvement». On peut aussi à partir de la pensée de Lénine s'essayer à une explication marxiste de l'évolution marocaine, ou bien se limitant au seul Maroc on peut enfin faire des variations subtiles sur la querelle dynastique ou sur le « dahir berbère ».

Tout ceci, bien qu'essentiel, n'est pas dans notre propos. On peut en effet, sans oublier cette toile de fond et pour mieux pénétrer le sens du drame, s'attacher à analyser la psychologie de certains des protagonistes.

Il ne saurait être contesté que l'Administration joue au Maroc un rôle majeur. Peu de pays sont, à l'heure actuelle, gouvernés par une Administration; le Maroc appartient à cette minorité. Ce « gouvernement de fonctionnaires » a longtemps fait le bonheur de l'Empire fortuné : en est-il encore capable à l'heure où le Maroc, suivant avec du retard mais aussi avec une jeune vigueur le mouvement général, est au seuil de son ère politique?

Le problème a un aspect purement psychologique. Il s'agit de savoir comment agit et comment réagit une élite de hauts fonctionnaires dont, quoi qu'il arrive, on devra reconnaître qu'elle a bâti, en quarante ans,

l'infrastructure d'un pays qui est maintenant parmi les mieux équipés d'Afrique.

Cette élite, d'ailleurs, ne relève pas d'un même comportement psychologique. La diversité des origines, des tâches, des nationalités constituent autant de groupes qui se complètent ou s'opposent. L'origine des fonctionnaires, militaire ou civile, apparaît comme l'héritage d'une pacification pas si lointaine. La traditionnelle opposition entre les services et les échelons locaux de commandement prend dans le Maroc d'aujourd'hui un aspect particulier qui appelle des décisions promptes. Enfin la possibilité de faire appel à des fonctionnaires de nationalités différentes — française ou marocaine — pose le problème de l'accession des Marocains à la fonction publique.

Civils et militaires : héritage du passé

La guerre est une affaire trop sérieuse, reconnaît-on généralement, pour être confiée aux militaires. Au Maroc les militaires retournent l'argument et estiment que l'Administration est une affaire trop grave pour qu'elle soit confiée à des civils.

Il est de fait que les militaires ont joué et jouent encore un grand rôle dans l'Administration du Maroc. Du commandement d'un goum au commandement d'une annexe des Affaires Indigènes le passage se faisait, et se fait encore, d'un mouvement naturel (les officiers ne changent même pas de képi). Il faut relever, d'ailleurs, une correspondance secrète entre la conception même de l'organisation militaire et la conception que les populations montagnardes ont de la vie en com-

munauté. La rencontre entre les officiers français — souvent brillants — et les populations marocaines — toujours guerrières — a été sur le plan psychologique une rare réussite : la conduite particulièrement héroïque des unités marocaines au feu, la bonne marche administrative des secteurs contrôlés par les officiers des Affaires Indigènes sont pour la guerre et pour la paix des aspects, également heureux, de cette rencontre. Les militaires, de plus, ont su, et c'est tout à leur honneur, constituer une élite marocaine. Nombreux sont les officiers marocains — l'un d'entre eux est général — qui s'affirment comme d'authentiques réussites de ce qu'une très profonde amitié franco-marocaine peut susciter lorsque la fraternité du métier — en l'espèce celle très forte des armes — est plus puissante que la différence de race et de religion. Il n'est donc pas interdit de penser que dans un monde sans évolution économique brutale, qui serait resté au stade agricole, le Maroc aurait très bien pu vivre heureux dans un système entièrement militaire (n'est-ce pas d'ailleurs au fond le système du Maroc sous influence espagnole ?).

Mais cette administration par les militaires, brillante dans ses résultats, n'a pas tardé à trouver ses limites. Elles tiennent à la formation même des officiers et à l'évolution du pays.

Les fonctionnaires des Affaires Indigènes ne sont pas les seuls militaires à occuper des postes administratifs au Maroc. Les officiers par un phénomène naturel d'osmose renforcé par la nomination des généraux comme résidents, occupent des postes d'importance dans l'Administration du Maroc. Ces conquêtes sur le pouvoir civil n'ont pas toujours eu des conséquences heureuses : dans la mesure où l'Administration devient une techni-

que l'officier pèche par défaut de formation administrative. Il est quelque peu paradoxal de voir des postes importants, nécessitant une solide formation administrative et économique, occupés par des officiers alors que des élèves de l'École Nationale Administrative accomplissent un travail d'officier des Affaires Indigènes. Il y a là une mauvaise utilisation de compétences qui s'explique, au fond, assez mal. On peut passer sans grand effort du commandement d'un goum au commandement d'un cercle dans le Moyen Atlas; passer de la vie militaire à la direction de bureaux économiques constitue une carrière bizarre du point de vue purement administratif.

Les officiers, on ne peut le leur reprocher, n'ont pas été formés pour travailler dans des services. De plus la structure sociale pour laquelle leur action avait été conçue tend de plus en plus à disparaître. Il y a une indiscutable concordance entre le commandement de l'officier des Affaires Indigènes et la structure tribale; dès que les problèmes administratifs se différencient en problèmes politiques, économiques, sociaux le rapport de personne à personne qui constitue le fondement du dialogue entre l'officier des Affaires Indigènes et le caïd ne peut plus avoir d'efficacité. Quelle peut-être la réaction d'un officier devant un parti politique, un syndicat, une grève? Dès que les solutions administratives ne relèvent plus du « commandement », mais d'un compromis, il est préférable — ne serait-ce que pour la haute conception qu'on a de l'armée — que les officiers se retirent.

Ces quelques réflexions permettent l'amorce de conclusions en ce qui concerne le rôle des officiers dans la vie administrative nord-africaine.

Une quinzaine d'officiers des Affaires Indigènes, dont un général, ont quitté le Maroc pour reprendre en mains la situation dans l'Aurès. Tout ceux qui croient en la co-existence d'Européens et de Musulmans en Afrique du Nord ne peuvent que souhaiter la réussite de ces hommes. Il n'est peut-être pas mauvais de constater cependant la difficulté de leur tâche. S'il est judicieux, en effet, de dessaisir les militaires purement militaires d'une tâche aussi délicate que le retour à l'ordre public dans les massifs de l'Est algérien, il n'en reste pas moins que les officiers du général Parlange exercent leur action dans un contexte qui ressemble assez peu à celui de la pacification du Maroc. Sans parler même de la difficulté réelle d'articuler les rapports entre la sous-préfecture de Batna, occupée par un préfet, et le général Parlange il faut recconnaître d'un point de vue plus élevé que la pacification de l'Est algérien a une dimension singulière. Il y a, sans conteste, des tribus en *siba*[1], mais la *siba* diffère assez de celle d'Abd el Krim dans le Rif : elle prend sa source en effet dans la Ligue arabe, elle trouve des échos profonds dans toute l'Afrique du Nord, elle se renforce de toutes les déclarations des Nations du bloc afro-asiatique, elle prend enfin un caractère social de plus en plus accusé. Sont-ce les officiers des Affaires Indigènes qui peuvent mettre en place ces institutions démocratiques dont on pense qu'elle peuvent seules pallier la surenchère panarabe. Sont-ils d'esprit suffisamment neuf pour combattre l'insurgé tout en apportant les remèdes adéquats à la « sous-administration » et au « sous-développement ».

1. Le terme *siba* signifie révolte contre l'autorité centrale du Maghzen ou État.

Il ne reste plus qu'à l'espérer puisque l'Administration préfectorale a, dans ces secteurs, fait faillite.

Leur réussite dépend en dernier ressort de leurs personnalités. Et ce sera là la deuxième conclusion. L'armée d'Afrique doit de moins en moins administrer, mais elle peut toujours demeurer grande pourvoyeuse de personnalités. Dès que le besoin d'hommes se fait sentir, dès que le caractère technique d'une tâche s'efface devant la nécessité d'une action coordonnée et d'une ferme impulsion, l'armée d'Afrique est susceptible de fournir des proconsuls de grande classe. On peut approuver ou regretter la politique française en Tunisie depuis le mois de juillet 1954; on peut difficilement, en tout cas, refuser au général Boyer de la Tour des qualités que peu de proconsuls ont manifestées depuis la dernière guerre. Son action en Tunisie a été menée avec un sang-froid et une économie de moyens qui portent la marque des grands capitaines : d'un point de vue technique elle force l'admiration.

Technocrates et commandants : options d'aujourd'hui

Si Stendhal avait écrit *Le Rouge et le Noir* au début de la pacification du Maroc, ce n'est pas vers la tunique rouge du spahi qu'il aurait orienté Julien Sorel, mais bien plutôt vers la tunique noire du jeune polytechnicien, futur directeur des Travaux publics de l'Empire chérifien.

Dans peu de pays les Grands Commis des Services Techniques ont eu devant eux un champ d'action aussi vaste que celui que leur offrait le Maroc. Ingénieurs des Ponts et des Mines, agronomes, forestiers, archi-

tectes et urbanistes ont construit, avec un sens prophétique de l'avenir et une efficacité dans le présent qui leur font honneur, l'infrastructure d'un pays dont le moins qu'on en puisse dire est qu'elle constitue une réussite à l'échelle mondiale. Les techniciens ont vu grand, et, phénomène rare, ils n'ont pas vu trop grand. Ils ont su construire, pour un monde économique en pleine expansion libérale, les assises suffisantes à un développement continu. La législation sur le domaine public, sur le régime forestier, sur l'urbanisme sont des modèles du genre. Le Maroc du premier demi-siècle aurait séduit Saint-Simon.

Mais ce triomphe de la technique a dangereusement infléchi l'action de ces techniciens. Dès que leur activité n'a plus été coordonnée par des proconsuls hors série, le sens de la réussite technique a prévalu sur celui du Service public. L'excessive concentration des Services à Rabat, la méconnaissance des problèmes ruraux, l'idée d'un « Maroc utile » sont les conséquences fâcheuses d'une telle façon de penser.

Elles ne sont pas les seules. Les techniciens, on le sait, aspirent à des régimes « apolitiques » car ils estiment que leur indépendance à l'égard du pouvoir politique est la condition de leur efficacité. Ils sont heureux au Maroc où en fait ils sont des ministres, et des ministres sans parlement, ce qui est un gage de leur continuité. C'est dire combien ils sont, de manière plus ou moins consciente, hostiles à toute modification de l'état actuel. Ils sont hostiles à toute intervention trop appuyée du résident général — c'est la raison pour laquelle les résidents généraux militaires font en général leur bonheur [2], ils

2. M. Erik Labonne voyait plus souvent son directeur des Travaux publics que ne le voyait le général Juin.

sont *a fortiori* hostiles à toute mesure tendant à confier à des vizirs marocains un droit de regard sur les services techniques.

Audacieux lorsqu'ils sont maîtres de l'œuvre, volontiers conservateurs lorsqu'il s'agit de l'évolution politique, les technocrates du Maroc posent aujourd'hui le redoutable problème de la coordination de leur action. On ne peut plus se borner dans le Maroc d'aujourd'hui à l'administration des choses, il faut aussi gouverner des hommes.

On doit accorder en revanche aux Autorités de Contrôle qu'elles ont eu une vue plus humaine des réalités marocaines. Les contrôleurs civils responsables du contrôle des pachas et des caïds et de la coordination des différents services ont porté plus d'attention à l'équilibre des rapports humains.

Plus avertis que quiconque des réalités administratives, plus proches des Marocains que les fonctionnaires de direction fortement centralisés à Rabat, ils ont vu avec beaucoup plus de justesse, et, pourrait-on dire d'humanisme, les besoins des tribus qu'ils contrôlaient. Ils ont en général perdu la bataille des Services — peu de contrôleurs civils ont occupé de hauts postes dans les directions autres que les directions politiques — mais ils ont gagné quelques combats, celui des Secteurs de Modernisation du Paysannat, œuvre d'encadrement et de développement de l'agriculture autochtone, contre le Service tout puissant de l'agriculture, et sont en train de gagner celui de la petite hydraulique contre la grande hydraulique. Par leur action de tous les jours ils essaient de maintenir, alors que le gouvernement français hésite à donner des directives, un ordre public sans lequel il n'y a plus de vie collective possible. Aussi

bien pour eux la question n'est pas de savoir si leur action est adaptée aux nécessités locales, mais si leur action même est suffisamment définie par rapport à des objectifs supérieurs. Il y a chez eux une crise de conscience et cette crise de conscience se complique d'un conflit de génération.

L'action des contrôleurs civils n'est possible que s'il existe entre eux et la masse marocaine un accord profond. Aussi longtemps que cet accord a existé il ne se posait aucun problème. L'administration directe est peut-être née de cette communauté d'action et de pensée. Dès que le charme a été rompu — en août 1953 — on s'est retourné vers les textes, vers l'analyse du traité de Fez, vers la pensée de Lyautey pour critiquer de plus en plus l'action directe des contrôleurs civils. Eux-mêmes d'ailleurs perçoivent le caractère ambigu de leur situation : sollicités par les nécessités administratives de tous les jours, critiqués par leur Ministre (celui des Affaires marocaines et tunisiennes) ils ont besoin de voir leur mission plus clairement définie. Pour eux aussi il y a un problème marocain et pour eux encore la solution se trouve à Paris et non à Rabat.

Cette crise de conscience est d'ailleurs fort inégalement ressentie. Le recrutement des contrôleurs civils a varié dans le temps. Dans une première phase — celle de la pacification — on a fait appel à des fonctionnaires de tous ordres : interprètes, officiers, ingénieurs; par la suite le recrutement s'est opéré par un concours, de niveau élevé, organisé par le Quai d'Orsay. Enfin, depuis 1947, l'École Nationale d'Administration pourvoit le corps du Contrôle civil en jeunes contrôleurs. Ces différences de recrutement, jointes à la rapidité des évolutions historiques, expliquent l'existence de « sen-

sibilités administratives » différentes. Entre l'ancien commis-interprète des bureaux arabes, aujourd'hui Contrôleur civil de rang élevé, et le jeune universitaire de l'École Nationale d'Administration on conçoit qu'il y ait assez peu de points de rencontre. Ce corps a donc ses « jeunes turcs » : pour les anciens il n'y a que des problèmes de « politique indigène », pour les jeunes il y a des problèmes politiques. Les anciens ont, semble-t-il, beaucoup trop vécu dans la seule Afrique du Nord et on peut estimer qu'ils connaissent trop bien l'Afrique du Nord et que les Marocains de leurs tribus finissent chez eux par cacher l'Islam, le monde arabe, le nationalisme, les aspirations des peuples modernes. Les « jeunes » voient les problèmes sous un autre angle : la formation pour le concours d'entrée à l'École Nationale d'Administration les porte à envisager les problèmes sous leur aspect historique et en quelque sorte évolutif, à croire à la possibilité de solutions nouvelles; la formation qu'ils ont reçue à l'École — du niveau économique et administratif que l'on sait — leur confère les qualités administratives voulues pour servir dans de grandes unités administratives : en l'espèce à Rabat ou dans les Régions; ils souffrent de se voir cantonnés pour de longues années dans des tâches qui leur paraissent mineures et de constater que certains postes — en particulier économiques et administratifs — sont occupés par des fonctionnaires qui sont loin de posséder leurs capacités.

Techniciens et fonctionnaires du contrôle ont besoin à l'heure actuelle d'une définition nouvelle de leur action : action au sein de l'État chérifien, pour les fonctionnaires de contrôle qui doivent trouver une légi-

timation nouvelle pour mieux défendre les intérêts français.

Marocains et Européens : perspectives d'avenir

Où sont les Marocains dans l'Administration du Maroc ? Il va de soi qu'ils occupent toutes les fonctions de l'État marocain traditionnel — vizirats liés à la structure islamique de l'État, charges de pachas dans les villes et de caïds en tribus, les fonctions judiciaires de la justice marocaine. Aussi bien le problème de ces administrations n'est pas tant celui d'un recrutement selon la nationalité que du recrutement selon la compétence. Le passage est certes difficile de la charge plus ou moins héréditaire à la charge conférée selon la valeur intrinsèque de l'individu : cette étape — sur laquelle d'ailleurs les nationalistes sont fort discrets — nécessite une évolution sociale et une révolution psychologique, mais elle n'est pas dans notre propos.

La crise la plus aiguë et sans doute la plus difficile à résoudre, celle dont la solution, en tout cas, aura les plus vastes répercussions sur l'avenir du Maroc est celle que suscite l'arrivée des jeunes élites marocaines au seuil de la fonction publique néo-chérifienne. Qu'a-t-on fait jusqu'ici pour faciliter l'accès des jeunes Marocains à la fonction publique ? Quelles sont les conditions nécessaires à la promotion de futurs fonctionnaires marocains ?

Jusqu'ici, dans les grands services économiques et financiers et dans les grands services techniques, on voit peu de fonctionnaires marocains dans les postes supérieurs ou dans les postes qui donnent accès aux

emplois supérieurs. Il y a à cet état de fait des raisons valables : sans que les Services responsables de la fonction publique s'en soient toujours rendu compte, la pratique de la co-souveraineté tend à fermer la porte aux jeunes diplômés marocains : en effet, ceux-ci doivent, pour intégrer la fonction publique néo-chérifienne passer les concours métropolitains (École Nationale d'Administration pour les administrateurs civils, grandes écoles techniques pour les futurs ingénieurs), ce qui les met au départ dans une position de faiblesse par rapport aux étudiants français. L'École Marocaine d'Administration qui a été créée il y a quelques années, malgré son nom qui rappelle celui de l'École Nationale d'Administration, malgré la splendeur de ses locaux, n'est pour l'instant, mis à part le recrutement des magistrats, qu'une École formant les échelons supérieurs des cadres subalternes. Cela peut changer, et on ne peut que bien augurer de la nomination récente à la tête de l'École Marocaine d'Administration d'une nouveau directeur, mais cela ne changera que si un certain nombre de conditions sont réalisées.

Ces conditions ne sont pas d'ordre psychologique mais d'ordre politico-administratif. Le Français, au fond de lui-même et pris individuellement, ne connaît pas de préjugés raciaux. La collaboration très amicale qui existe entre les Français et les Marocains ne peut échapper à l'esprit objectif : les officiers marocains sont de ce côté-là garants d'une confiance réciproque et totale, ainsi que les quelques fonctionnaires marocains qui occupent des postes déjà importants dans l'Administration néo-chérifienne. Aussi bien l'accession des jeunes Marocains à la fonction publique ne bute-t-elle pas sur des préjugés de cet ordre. Là encore elle dépend

d'une nouvelle définition des rapports politiques entre la France et le Maroc : si on continue sur la voie de la co-souveraineté il est inutile d'essayer d'ouvrir les portes de la fonction publique aux Marocains, ce serait dangereux pour l'efficacité de l'action administrative dans la mesure où les Marocains voudraient servir d'otages, ce qui n'est pas sûr; si on s'oriente au contraire vers une solution de type tunisien, avec des étapes judicieusement prévues, on peut alors et alors seulement repenser et organiser l'accession des Marocains à la fonction publique. On peut accroître le rôle de l'École Marocaine d'Administration, au besoin en faire une antichambre pour l'École Nationale d'Administration, on peut essayer de former de grands commis. Une nouvelle mission incombe alors aux fonctionnaires français du Maroc. Il faut bien sûr renouveler leurs pensées et leurs méthodes mais pourquoi n'y arriverait-on pas ?

Ce n'est pas d'ailleurs par seul esprit de justice — encore que cela serait déjà suffisant — qu'on doit le faire, mais par souci d'assurer les intérêts des Français qui vivent en Afrique du Nord. Ce qui importe déjà en Tunisie, ce qui importera de plus en plus dans tous les pays autrefois colonisés, c'est la qualité du niveau administratif. On ne saurait oublier que les Français vivant outre-mer sont en droit d'exiger un maintien de la qualité administrative. Si les nationalismes rendent une Administration purement européenne impossible, il ne reste plus qu'à occidentaliser le nationalisme. Il y a là un pari dont on ne peut mésestimer les risques. Il dépend peut-être en partie de nous qu'un nationaliste fonctionnaire ne soit pas qu'un fonctionnaire nationaliste.

Cette rapide analyse de l'Administration du Maroc a débordé, par une pente presque fatale, sur des considérations politiques. Il ne semble plus qu'il y ait au Maroc de problèmes qui soient exclusivement techniques.

Il est probable que le voyage de M. Mendès-France en Tunisie au mois de juillet dernier aura des conséquences inéluctables sur le destin du Maroc. Le parallélisme des situations juridiques entre l'Est et l'Ouest du Maghreb est trop frappant pour qu'il puisse y avoir des « marchandages nord-africains ».

Il est possible d'en tirer un certain nombre de conclusions et surtout de tirer encore parti des atouts que nous avons entre les mains.

C'est un lieu commun que de parler d'une accélération de l'Histoire. Il est devenu presque impossible à la pensée politique et administrative française de tirer de cette constatation un certain nombre de principes d'action : tout se passe comme si Dien Bien Phu n'avait été qu'une défaite militaire. Les drames successifs de l'Union française — ces termes d'Union française étant pris dans leur sens le plus extensif — ne semblent pas provoquer de salutaires réflexions — et il semble bien que partout on dresse les mêmes décors pour une identique mise en scène. Si l'Algérie est un groupe de départements français, où sont nos Hoche ? Si on veut faire une politique d'États associés, où sont nos Mountbatten ?

Plus que jamais peut-être le destin de vastes communautés dépend de la vigueur de pensée et d'action de quelques hommes. Les hommes ne font peut-être pas toute leur histoire, mais il dépend certainement d'eux

que les mouvements historiques se fassent dans l'ordre ou dans le chaos.

C'est particulièrement vrai au Maroc. L'affirmation que tout est possible dans la confiance et dans l'estime constitue peut-être la véritable pensée de Lyautey dont le génie a consisté à appliquer cet axiome au pays le mieux fait pour le recevoir. La distance est vite franchie lorsqu'il s'agit de peuples, entre l'affection et la haine : il dépend encore du gouvernement français dans les jours qui viennent de prendre les décisions qui permettent aux fonctionnaires du Maroc d'éviter que cette distance soit franchie.

PIERRE-LOUIS RAVOIRE.

LES CHRÉTIENS ET L'OPIUM DES INTELLECTUELS

DANS la mesure où nos affaires humaines sont faites de pensées, la tournure qu'elles prennent en ce moment nous atteste que les inspirations organiques de ces dernières années sont en train de fléchir. Nous entrons dans un temps de révision des positions. Les événements qui s'annoncent seront liés en profondeur à ces réformes du jugement auxquelles individus, faiseurs d'opinion et peuples vont désormais se prêter.

Depuis plusieurs mois déjà l'on discerne dans l'*intelligentsia* française les signes de ce passage de la pensée à une autre phase. On n'envisagera pour l'instant guère qu'un seul de ces signes, le livre récemment publié par M. Raymond Aron. Intitulé : *L'Opium des Intellectuels,* il se voue à critiquer la fascination que le marxisme exerce sur tant de responsables de la pensée de notre pays. Ce n'est point cependant une coïncidence fortuite si la parution de cet ouvrage a eu lieu peu après celle des *Mandarins* de Mlle de Beauvoir, presque en même temps que celle des *Aventures de la Dialectique* de M. Merleau-Ponty et seulement quelques semaines avant la publication du volumineux cahier que *Les Temps modernes* ont consacré à la Gauche. Critiques et auto-critiques, compte rendus romancés et analyses philosophiques, déblaiements et efforts de fixation des acquis se sont donnés spontané-

ment comme rendez-vous pour cette période que marquent à l'extérieur l'amorce d'un déclin du maccarthysme aux Etats-Unis et l'inauguration d'un style délibérément plus détendu dans la politique internationale de la Russie. Synchronisme net, qui souligne les chances présentes d'assister à la redistribution des positions idéologiques.

Pourtant, nous ne nous proposerons point ici de spéculations générales concernant le sort des présentes positions. Nous nous bornerons à considérer un aspect assez limité des enjeux. S'en prenant à tout le complexe de l'emprise marxiste sur la pensée contemporaine, *L'Opium des Intellectuels* se trouve amené à traiter, discrètement mais explicitement, du cas des chrétiens plus ou moins profondément marqués par cette emprise, idéologiquement intéressés par la doctrine, pragmatiquement disponibles à la coopération. A la lumière du témoignage ainsi donné, c'est sur ce cas que nous voudrions revenir. Le livre de M. Aron adresse aux intellectuels chrétiens en tentation de « progressisme » de fort utiles questions. Mais peut-être, en retour, ce qui s'est passé en eux, et que fatalement l'auteur de *L'Opium des Intellectuels* ne peut observer que du dehors, permet-il d'adresser à celui-ci des questions également sérieuses et dont il importe d'amorcer une considération plus approfondie.

Une des principales matières à critique dans le marxisme est le caractère de religion sécularisée qu'a pris son système et ce qui en est résulté au sein du monde présent. Les ensembles politiques de l'univers marxite prennent un caractère de quasi-église. La pensée s'y organise en une quasi-foi, accompagnée de toutes les suites usuelles de l'appel à la foi : dogmatisme, exégèse, casuistique et mystique. Tout se passe comme si l'on avait affaire à un dérivé athée de la religion chrétienne et de son messianisme, l'athéisme ayant pour effet de convertir au seul avenir humain et

terrestre, de naturaliser intégralement la perspective que le messianisme chrétien oriente avant tout vers un avenir éternel de l'homme. Or ceci sauvegarde, accentue, peut-être même institue à nouveau une certaine dignité quasi sacrée, moins de l'homme que de son devoir terrestre. D'où le pouvoir que le marxisme a de mobiliser en sa faveur tant de ces énergies que la déception des siècles modernes à l'égard du surnaturel a écartées des voies de la croyance au Dieu à la fois transcendant et se révélant que prêche le christianisme. En mesure de procurer un assouvissement religieux sans engagement religieux, le marxisme est dès lors prédestiné à exercer sur nombre d'intellectuels devenus étrangers aux croyances chrétiennes, mais encore habités d'obscurs besoins d'adoration et de culte, la séduction d'une forme d'existence à leur mesure. Passablement de mépris transparaît au total dans la formule qui résume toute cette affaire et donne son titre à l'essai de M. Aron. L'intellectuel n'est à l'ordinaire qu'un demi-philosophe; athée, il ne l'est trop souvent que d'opinion, sans savoir réduire en lui la spontanéité que sa négation découronne. A cette gent demi-philosophique et inconsciemment demeurée dans une demi-naïveté humaine, le marxisme apportera justement la drogue dont il lui est besoin, tout comme Marx voyait la religion l'apporter au peuple.

Rien que de compréhensible en tout ceci lorsqu'il s'agit d'intellectuels ayant renoncé à voir dans la foi chrétienne une attitude de conscience humainement acceptable. Par contre, pour l'incroyant conscient comme l'est Raymond Aron, de ce à quoi la foi chrétienne prétend, il y a une sorte de scandale à voir que des croyants se laissent, eux aussi, influencer par le système marxiste, jusqu'à paraître se laisser profondément intégrer à son univers de pensée et d'action. La discrétion même avec laquelle l'ouvrage aborde le fait témoigne du scandale plus encore que ne le feraient de longues

analyses trop bien assurées d'avoir démonté le mécanisme psychologique de ce paradoxe. D'où l'intérêt qu'il y a à reprendre les principaux éléments de cet examen.

« On ne sait si les progressistes aspirent à une prospérité universelle qui, enfin, arracherait les hommes aux servitudes millénaires et les élèverait à la méditation de l'au-delà, ou si la société sans classes, plus que la cité de Dieu, n'est pas devenue l'objet de la foi[1]. » Il ne manquera pas, pensons-nous, de lecteurs catholiques pour apercevoir dans un tel texte et dans ceux qui le rejoignent, la formulation d'une alternative trop conforme à leurs vœux : ou Dieu ou la société sans classes. Faire d'une société humaine rigoureusement « classifiée » la manifestation et l'œuvre de la foi, quelle aubaine en effet pour certains! Il nous semble cependant que le propos des lignes que l'on vient de citer n'est point de prêter les mains aux tenants de quelque sainte hiérarchie sociale, mais de poser aux croyants la question même de leur foi. « Le chrétien ne peut jamais être un authentique communiste, pas plus que ce dernier ne saurait croire en Dieu et au Christ parce que la religion séculière, animée par un athéisme fondamental, professe que le destin de l'homme s'accomplit tout entier sur cette terre et dans la Cité. Le chrétien progressiste se dissimule à lui-même cette incompatibilité[2]. » En entrant dans les voies du marxisme, celui qui croit en Jésus-Christ peut-il éviter de laisser l'ambiguïté émousser sa foi ? Et, quoi qu'il en soit du point de vue intime de la conscience religieuse, dont l'auteur de *L'Opium des Intellectuels* ne se reconnaît point la faculté d'arbitrer, quelle légitimité humaine pourrait-elle être encore consentie à une foi ainsi devenue ambiguë ? « Qui ne croit pas en Dieu ne

1. P. 284.
2. P. 283.

se sent pas hostile aux religions de salut qui proclament des vérités éternelles[3]... » Par contre, « on ne peut pas ne pas se déclarer hostiles à la religion séculière[4] ».

Nous reviendrons tout à l'heure sur ce qu'esquissent de telles déclarations. Auparavant, il faut dire comment les analyses présentées par M. Aron tentent d'expliquer le mixte que le progressisme a fait exister.

« Le fait premier, à partir duquel on comprend l'attitude des chrétiens progressistes est le lien entre un grand nombre de prolétaires français et le parti communiste[5]. » Lien de fait qui a fait déboucher « ces hommes de cœur, ces chrétiens affamés de dévouement[6] au sein du mythe du prolétariat. Travaillés par ce mythe, aiguillonnés par le fait communiste, « ils ont parcouru les deux premières étapes de la voie qui mène de l'idéologie à la religion : vocation du prolétariat et incarnation de celui-ci dans le parti communiste, interprétation des faits du jour et de l'histoire globale selon le dogme[7] ». La générosité initiale du chrétien progressiste n'est pas contestée, bien au contraire. Seulement on la pense fourvoyée. Et deux questions accompagnent ce premier diagnostic.

La première est celle de la vulnérabilité intellectuelle dont il semble que le chrétien fasse preuve en cette affaire. « Accepter que le marxisme soit l'explication scientifique de la misère ouvrière, c'est confondre la physique d'Aristote avec celle d'Einstein ou *L'Origine des Espèces* avec la biologie moderne. Le marxisme des staliniens, celui que les chrétiens de gauche adoptent naïvement, attribue au régime, en tant que tel, la responsabilité de l'oppression et de la pauvreté. Il impute

3. Pp. 301-302.
4. P. 301.
5. P. 93.
6. P. 283.
7. *Ibid.*

au statut de propriété ou aux mécanismes du marché les maux dont souffre la classe ouvrière. Cette prétendue science n'est qu'une idéologie[8]. » Qu'y a-t-il au juste derrière cette naïveté génératrice des erreurs intellectuelles que M. Aron pense ainsi relever ? Faut-il conclure que quelque chose va se dégradant dans la formation du chrétien à la pensée, pour qu'une vision du monde estimée clairement contraire à l'enseignement de la foi chrétienne et d'autre part assez grossièrement simpliste puisse s'emparer de l'esprit non seulement de laïcs, mais de prêtres ? Cela n'est pas dit explicitement, mais on se demande si ce n'est point à cela que l'auteur de *L'Opium des Intellectuels* en viendrait si on lui demandait de se prononcer à fond sur le cas d'hommes « dont la clairvoyance, mais non la qualité spirituelle prête à contestation[9] ».

La seconde question serait celle des reprises de cléricalisme qui, jusque pour des chrétiens, tendent naturellement à se faire au sein de l'univers marxiste. « Ce qui séduit le chrétien, sans qu'il en prenne conscience, dans le milieu ouvrier et l'idéologie marxiste, ce sont les survivances, les échos d'une expérience religieuse[10]. » Mais ces survivances ne tardent pas à se transmuer, en vertu du système en déploiement d'un « cléricalisme séculier ». Or l'Eglise chrétienne et les hommes d'église ont été et demeurent largement sujets aux tentations cléricales. Il est arrivé à la foi chrétienne de prendre un visage totalitaire. « Le christianisme annonçait la bonne nouvelle aux esclaves aussi bien qu'aux rois, il enseignait l'égalité des âmes en dépit des hiérarchies sociales. L'Eglise n'en a pas moins légitimé les pouvoirs de fait, rassuré la bonne conscience des puissants. Parfois elle a voulu régner sur cette

8. P. 94.
9. P. 93.
10. P. 96.

terre[11]. » Contrebattu dans ses formes traditionnelles, le cléricalisme chrétien n'espérerait-il point, peut-être largement à son insu, trouver une nouvelle façon de s'accomplir en se coulant dans un système dont les perspectives lui offrent tant de possibles formes de remplacement ? Ici c'est le livre tout entier qui pose la question. Si les intellectuels athées qui se sont tournés vers le marxisme paraissent y avoir cherché une « religion de remplacement », que poursuivent au juste les intellectuels chrétiens qui ont subi l'emprise marxiste jusqu'à mêler leurs aspirations à la conversion du monde et leur espoir en l'avènement du prolétariat ?

Pareilles questions sont d'importance. Formulées du dehors, mais en suffisante connaissance de cause, elles rejoignent ce qui s'est réaffirmé du dedans au cours de la crise que le catholicisme français achève, semble-t-il, de traverser : à savoir l'incompatibilité radicale entre la foi chrétienne et l'obédience marxiste. Elles rejoignent et confirment ce point essentiel, mais peut-être avec des remarques dont nous ferons bien de tenir compte : une certaine indigence intellectuelle des formations religieuses devrait être surmontée ; une « reconversion à gauche » de ce qui a été tant de fois reproché au catholicisme dit « de droite » n'est plus désormais un risque chimérique. En faisant ces remarques, il ne s'agit point d'en appeler à un durcissement nouveau des principes traditionnels de la formation intellectuelle au sein de l'Eglise, ni de fournir une légitimation indirecte à des comportements encore trop souvent actuels chez les catholiques : ce serait, pensons-nous, accentuer encore davantage ce qui, aux yeux d'un bon nombre, rend séduisant l'inacceptable, fomenter dangereusement ce qui donne occasion à ce paradoxe étrange d'un « intégrisme de gauche » en train de se nouer face au classique

11. P. 300.

« intégrisme de droite ». Seulement, le refus de ces solutions, qui ne feraient que renforcer ce à quoi l'on veut remédier, ne laisse pas que de mettre à nu le sérieux de problèmes de fond sur lesquels la douloureuse crise de ces derniers temps devrait achever d'alerter l'ensemble des catholiques.

En développant pour notre propre compte ces dernières réflexions, nous nous laissons cependant entraîner plus loin que la critique de M. Aron n'a voulu aller. Il faut maintenant revenir à la présente affaire. Situé dans le contexte d'un débat idéologique dont les intellectuels chrétiens, ne sont pas les protagonistes les plus marquants, le cas de ces derniers, tout en bénéficiant des analyses portant sur la généralité du fait, peut aussi aider à éclairer l'ensemble de la discussion. De ce point de vue l'examen de conscience que *L'Opium des Intellectuels* est à même de provoquer semble devoir s'accompagner d'un certain nombre de réflexions dont, prenant au sérieux l'auteur de cet ouvrage, des chrétiens souhaitent à leur tour lui faire part.

Essai de critique, *L'Opium des Intellectuels* est, n'en déplaise à ceux qu'il irrite, un essai réussi. Il faut donner gain de cause à son auteur quand celui-ci montre qu'analysée de son point de vue — d'ailleurs parfaitement raisonnable et certainement trop négligé par beaucoup d'intellectuels de ces derniers temps — les idéologies dites « de gauche » s'avèrent recéler beaucoup de mythologie et passablement de mystification. A coup sûr se dire « de gauche » c'est aujourd'hui se réclamer d'une dénomination qu'un trop copieux apport du passé a faite irrémédiablement confuse, plus poétique que technique. A coup sûr encore « Prolétariat », « Révolution » (encore que tant que de réels écrasements humains, tant qu'une pratique de « réaction » subsistent ce mot est un terme authentique qu'il serait trop commode en vérité de laisser prescrire) sont devenus les symboles d'une chanson de geste idéologique bien plus qu'ils ne

sont restés les catégories d'une pragmatique européenne sérieuse. A coup sûr enfin l'histoire, la réelle et concrète histoire qui se laisse reconnaître à hauteur d'expérience et de raison humaines, n'est pas ce substitut séculier de la divinité qui a fasciné de son rêve tant d'âmes contemporaines. Toutes ces choses sont fort bien dites et c'est du reste, à y réfléchir, une certaine surprise (qui est aussi celle de M. Aron) de s'apercevoir qu'elles aient tant besoin d'être dites à notre époque, alors que l'évidence en apparaît de soi si naturelle, tant besoin d'être soutenues d'analyses et d'arguments, alors que la démonstration en apparaît quant au fond si triviale.

Seulement la réussite d'une critique de cette sorte suffit-elle à liquider la présente affaire ? Au terme de son ouvrage, M. Aron laisse entrevoir ce qu'il préconise : une fin de l'âge idéologique, un usage raisonnable du progrès technique en vue de constituer un monde humain présentement viable, où la liberté soit aussi universellement réelle que possible, quitte à se montrer passablement prosaïque. A ses yeux, c'est probablement l'homme en qui les passions de l'esprit se sont amorties qui est le mieux à même de bien user de l'histoire et d'engager heureusement l'action politique : « appelons de nos vœux la venue des sceptiques, s'ils doivent éteindre le fanatisme », conclut-il en fin de tout son livre. Ici le chrétien — solidairement sans doute de bien d'autres, mais nous nous bornerons à parler en son nom — ne laisse pas que d'éprouver quelque malaise, comme si la critique avait abouti à supprimer quelque chose de valable sous couleur d'en redresser les accomplissements déraisonnables.

Au fait tout dépend de l'appréciation que l'on a de la situation de l'homme en face de son propre devenir. Ce devenir est-il de soi insignifiant, de telle sorte que le devoir soit de s'accommoder au mieux de l'actuel ? Transcende-t-il, au contraire, l'insignifiance, de sorte

qu'il aie quelque aptitude à colorer le présent d'une attente ? La position chrétienne est à cet égard assez délicatement équilibrée. Elle est, certes, celle d'une « religion de l'éternel », invitant l'esprit à dépasser radicalement les horizons du devenir terrestre de l'homme. Mais, pour user d'une image empruntée à la géométrie, l'éternel ne saurait être envisagé comme une dimension d'être absolument perpendiculaire au temps dans lequel l'homme devient ; dimension aussi transcendante, aussi facultative, aussi indifférente finalement à l'égard de la substance de l'histoire que la dimension qui fait les solides l'est par rapport aux plans de l'espace euclidien. Le chrétien ne se contente point de viser à l'éternel à partir du temps, c'est-à-dire au total à part de celui-ci. Il lui faut aller à l'éternité comme par le ministère d'un temps chargé d'en porter les inchoations, d'un temps qui, le moment venu, soit en libère les enfantements, soit en ménage l'irruption dernière. Pour la conscience croyante l'histoire chrétienne est faite d'un réel commerce entre l'éternel et le temporel. L'éternité laisse son empreinte et sa trace dans une temporalité qu'elle habite et qu'elle imprègne, sans qu'il soit guère possible de tracer géométriquement des frontières à cette habitation et à cette imprégnation. Le Verbe s'est fait chair et nous avons tous reçu de sa plénitude. A proportion l'âme chrétienne se refuse à tenir le devenir de l'homme pour insignifiant. Ni nécessaire, ni définitivement hasardeuse, l'histoire du genre humain est providentielle. On le voit bien chaque fois que le christianisme s'essaie à la méditation théologique des durées de la race humaine.

Aussi bien, se figurer l'humainement raisonnable sous forme d'une distribution statistiquement équilibrée du bien-être, d'une harmonie « prosaïque » des agirs quotidiens, l'une et l'autre accompagnées d'une tolérance universellement bienveillante et détachée, laissant à chacun la faculté d'une actualité spirituelle ne

relevant que de lui seul et pratiquement indifférente à tous, c'est vraisemblablement continuer d'obéir à l'idéal des grands naturalistes du XVIIIe siècle. Mais c'est proposer une économie du temps et des affaires humaines dont un christianisme conséquent ne saurait pleinement prendre son parti. Sans doute, à réagir de la sorte, on risque de ranimer le principe d'une vieille querelle religieuse avec laquelle on sent M. Aron très soucieux, très loyalement soucieux d'en finir. N'est-ce point en effet formuler de nouveau la revendication d'un régime sacré des affaires humaines, compromettre le droit des réalités profanes à leur autonomie propre, sanctifier le vieux cléricalisme chrétien et laisser carrière ouverte au fanatisme ? Au fait, cette question elle-même nous aide à mieux préciser ce qu'il en est de la position chrétienne.

Elle ne prétend point trancher des rapports de l'éternel et du temporel, du sacré et du profane par une méthode de tout ou rien. Il y a commerce de l'éternel et du temporel, mais non installation de l'éternité dans le temps. Il y a, au sein des affaires humaines, une certaine complexion du sacré et du profane ; cette complexion est nécessaire à l'homme, si l'on veut voir l'éternel compter tant soit peu pour celui-ci, mais ses accomplissements demeurent passablement relatifs et sa nature est d'être imparfaitement stable. De ce que le sacré tient sous sa mouvance à ce que le profane revendique, les affaires humaines de chaque époque font apparaître de bien complexes dégradés qualitatifs. Seules les spécifications extrêmes prennent figure de contraires bien tranchés et il appartient au devenir des générations et des sociétés de déplacer plus ou moins la zone toujours incertaine où se fait le changement des attributions. Il faut certes qu'il y ait un noyau d'existence profane et consciente de son idéal d'autonomie, ne serait-ce que pour rappeler au chrétien que ce qu'il cherche ne coïncide point avec la substance de ce temps,

qu'il n'a point ici-bas de cité permanente. Il y a du reste dans l'homme et dans cet univers-ci de quoi constituer largement les structures légitimes d'une existence profane. Mais il faudra confier largement aux actions de l'histoire et aux traités des hommes entre eux l'arbitrage à faire entre ce qui sera existentiellement sacré et ce qui existera sous le régime de la profanité. On ne saurait trouver ici un système de définitions circonscrivant une fois pour toutes des réalités invariables. La recherche honnête de cet arbitrage au fur et à mesure de circonstances dont force est de constater qu'elles varient, est du reste l'un des aspects par où le devenir de l'homme ne peut plus être indifférent au chrétien et par où cette histoire temporelle, qu'à sa manière il concourt à modeler, ne cesse de s'efforcer vers quelque sens.

Il y a donc chance qu'en matière religieuse l'humanité n'en finisse jamais tout à fait avec un débat qui, à certains moments, peut tourner à la querelle et dans lequel il n'est point à suffisance de principes définitifs des usages raisonnables. A ceux qui voudraient concevoir les affaires spirituelles de l'homme comme si notre race pouvait être réduite à une pluralité de monades philosophiques, les chrétiens seront obligés de rappeler sans cesse l'urgence d'un certain consentement à voir l'éternel et le divin exercer quelque emprise sur la pâte temporelle. Aux chrétiens tentés de s'installer dans cette emprise et de préférer la manière d'autorité qui leur en vient à l'éternité dont ils prétendent prêcher l'appel, il n'est pas mauvais que des contradicteurs viennent rappeler qu'il n'y a point pour eux de possession durablement acquise dans les arrangements qu'ils prennent historiquement avec le monde. On entrevoit ainsi la part vraisemblablement inéluctable de polémique qui s'attache au destin humain d'un fait spirituel comme l'est le christianisme. Reste que l'on peut espérer donner à cette part de polémique un tout autre

visage que celui de la lutte violente entre un anticléricalisme systématique et un fanatisme totalitaire. Seulement il nous semble que la reconnaissance de l'inévitable complexion, ambigu si l'on préfère, de divin et de temporel que le christianisme introduit dans l'histoire peut y aider mieux que des discriminations raides, soucieuses de donner une logique à toutes choses et même au scepticisme.

Un chrétien poserait donc à M. Aron la question de savoir s'il peut accepter qu'une prédication religieuse de l'éternité veuille conférer du même coup, bien entendu de façon subalterne et relative, une signification humainement importante au devenir temporel du genre humain ? Cette signification, le chrétien, qui pour son compte y croit, ne dit point qu'il en possède tout le secret : « Il ne nous appartient point de connaître ni l'opportunité, ni l'heure... » Mais il croit cependant qu'il en est une, que le Père a posée en sa puissance, et qu'en Jésus-Christ il coopère à son avènement. Si le christianisme n'est pas religion séculière, il comporte néanmoins un certain effort séculier et, à ce niveau, l'acceptation d'une partie historique. Ceci peut-il être compatible avec le vœu qui semble sous-tendre tout l'ouvrage que nous analysons, d'en finir une bonne fois et radicalement avec toute invocation d'une fin de l'histoire ?

Nous avons voulu poser ces questions d'un point de vue seulement chrétien et en évitant de nous engager plus avant qu'au nom des pensées traditionnelles à l'esprit chrétien en de telles matières. Nous ne nous dissimulons pas cependant que désormais les réponses que l'on y fera sont susceptibles de prendre une portée s'étendant au-delà du cas propre au christianisme. M. Aron voit dans le chrétien progressiste un homme de l'éternel suborné par la religion séculière. Il n'a point complètement tort. Mais le chrétien progressiste a été aussi le chrétien qui a pris comme il a pu, mal nous en

conviendrons volontiers, le risque d'une partie temporelle qu'il lui semblait devoir engager. De ce point de vue, son équivoque n'a point été aussi grossière. Car, mais ici nous passons le dialogue à d'autres, ce que le christianisme a introduit dans la compréhension du devenir de l'homme paraît comporter certains harmoniques naturels dont la reconnaissance n'est, somme toute, point chose très ancienne en humanité. Une demande est ainsi faite à l'esprit humain, dont le marxisme a tiré parti et que trop rapidement, certes, mais sans s'y méprendre tout à fait, le christianisme du chrétien progressiste a cru pouvoir assimiler et satisfaire. Une fois dénoncées les idéologies que *L'Opium des Intellectuels* entend combattre, il resterait donc à montrer comment construire une politique humainement raisonnable qui accepte ce que la physique de la vie et de la culture ont fini par nous faire discerner. Comment mettre en place la réaction humaine à cette espèce de projet de sens laissé en suspens, dont ce que nous apprenons de l'univers et de la condition que nous y avons vient informer notre conscience ?

DOMINIQUE DUBARLE.

LE ROMAN RELIGIEUX EN ESPAGNE*

En diverses occasions j'ai exprimé mon étonnement en face de l'absence actuelle de roman religieux en Espagne. Notre pays continue à avoir une excellente école de poésie tournée vers Dieu — dont j'aimerais entretenir une autre fois les lecteurs français, — il compte en définitive quelques romanciers notables, on y publie chaque année un nombre régulier de romans. Pourtant, à l'heure même où d'autres pays qui ne sont pas plus catholiques que le nôtre — France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie — ont un roman religieux, il n'y en a pas chez nous.

I

J'en viens maintenant à la signification singulière de cette carence. Le roman est le genre littéraire dont la communication avec la vie est la plus directe. La méditation (philosophie, essai) rompt toujours ce contact, car sa seule méthode possible consiste à « s'abstraire » de la vie. La poésie « choisit » des instants privilégiés, ou plus exactement, « est » ces instants mêmes. Le théâtre

★ Cette étude est en partie empruntée, en partie complémentaire, au *Catolicismo, dia tras dia,* que José Luis L. Aranguren, témoin d'un aspect du catholicisme espagnol dont nous connaissons trop peu les efforts d'ouverture et les chances de jeunesse, vient de publier à Barcelone. (N.D.I R.)

est soumis à quantité de servitudes techniques et formelles et ne peut traduire directement ni la réalité intérieure, ni la « totalité » de la vie, il est vrai qu'en compensation il possède le don de présence, la force irrésistible d'une fiction issue de la réalité qui se déroule devant nos yeux. Mais cette réalité, à laquelle nous semblons assister, il nous la présente transformée en scènes; comme « illusion » il est certainement plus près de la vie que le roman, comme « réalité », non.

Non point qu'en disant cela nous tombions dans la conception du roman-document, ni que nous ayons l'ingénuité de penser qu'une œuvre littéraire puisse consister en la transcription immédiate d'un simple fragment de la durée. Il est impossible de démonter les filtrages, les élaborations, les interprétations qui, inexorablement, s'interposent entre cette durée et son expression littéraire. Mais, de toutes façons, il est évident que, pour celui qui veut s'introduire dans la réalité par le moyen de la littérature, le roman est, de tous les genres littéraires, celui qui l'installe le plus vite *in medias res*. De ce fait, comme voie d'accès à cette réalité, le roman tient évidemment le premier rôle. Naturellement le roman est aussi un genre littéraire, et comme tel il a son histoire particulière dont les rapports avec l'histoire de la vie sont des plus complexes tout en étant au surplus irréductibles à une simple transcription. Mais, ces réserves faites, la littérature, même en ce qu'elle a d'autonome et de soumis à des règles propres, forme partie intégrante de la vie et, existentiellement, est significative. La vie n'est jamais un « fait brut », quelque chose d'achevé qui, en soi, se dresse objectivement en face de nous. Vie et littérature sont inséparables.

Mais venons-en à notre sujet. Je disais en commen-

çant ma surprise en face de l'absence de romans religieux en Espagne. Et nous venons maintenant de voir que le roman est, précisément, le genre littéraire le plus proche de la vie, celui par l'intermédiaire duquel on accède le plus vite à la réalité. Que se passe-t-il alors ? Que signifie cette déconcertante lacune ? N'y aurait-il donc pas de fait religieux espagnol ? Répondre affirmativement à une telle question paraît, à tous égards, excessif. Les plus pessimistes pourront penser que notre vie religieuse est déficiente, conventionnelle, superficielle ou ce que l'on voudra, mais oseront-ils la nier en bloc ? En face de cette absence de romans religieux, il y a d'autres faits ayant autrement valeur de preuve : les églises pleines, les fréquentes manifestations de foi, et surtout le témoignage direct et sans équivoque de la foi religieuse telle qu'elle est vécue par beaucoup d'entre nous. Il faut avancer avec plus de précaution et se méfier des déductions exagérées. Et dans le fond n'avons-nous pas plutôt tranché trop hâtivement la « question de fait », celle de l'absence actuelle de roman religieux ? Car si nous prenons le mot « actuel » dans son sens le plus restreint, il est exact, en effet, qu'actuellement on n'écrit pas de romans religieux. Mais nous aurons l'occasion de voir, qu'à leur place, se sont manifestés des succédanés, c'est-à-dire des romans qui ont quelque chose à voir avec la religion. Et, en outre, à partir de quel critère séparerons-nous le présent du passé ? Où se termine l'un et où commence l'autre ? Car il est évident que le sentiment religieux d'un peuple se caractérise par sa permanence : il évolue ou se modifie beaucoup plus lentement que les autres manifestations de la vie spirituelle; le passé continue à le marquer avec une force inhabituelle ou plutôt ce que l'on peut d'un

point de vue différent qualifier sans erreur de « passé », continue, en matière religieuse à être considéré comme du « présent ». Ce qui veut dire que, dans la perspective qui est la nôtre, le présent doit être envisagé de façon plus large que de coutume afin qu'on puisse y faire entrer une partie au moins des éléments qui, normalement seraient laissés de côté comme relevant du passé.

Compte tenu de cette mise au point, et à l'intérieur de ce présent considéré dans son sens le plus large, on ne peut alors nier qu'existent en Espagne des romans religieux plus ou moins bons peut-être, mais que l'on ne doit pas dédaigner et qui sont de notre point de vue très significatifs. C'est d'eux que nous allons d'abord parler.

Il ne s'agit d'ailleurs en aucune façon de présenter au lecteur une analyse complète du roman religieux moderne. Nous voulons simplement choisir quelques œuvres particulièrement significatives qui, à notre avis, pouraient être *El Escandalo*[1] de Pedro Antonio de Alarcón, *Pequeñeces*[2] du P. Luis Coloma, S. J., les romans religieux de Benito Pérez Caldós[3] et *San*

1. Surtout connu en France par son court roman *El sombrero de Tres Picos* (Le Tricorne), qui servit de thème au célèbre ballet de Manuel de Falla, Pedro Antonio de Alarcón (1833-1891) après avoir milité dans le camp libéral et dirigé une feuille anticléricale revient à la foi et au conservatisme politique. Il publia alors plusieurs livres qui reflètent sa propre évolution et furent très discutés, en particulier *El Escandalo* (1875). Traduction française : *Le scandale,* Hachette, 1890 (N.d.t.).

2. Le P. Luis Coloma, jésuite (1851-1915), est l'auteur de nombreuses nouvelles et récits, son œuvre la plus célèbre, *Pequeneces* (1890) (traduction française : *Bagatelles,* Lemerre, 1893), peinture sans complaisance de la haute société madrilène aux alentours de 1870, provoqua des polémiques passionnés et eut un vif succès (N.d.t.).

3. Trop ignoré hors de son pays, Benito Pérez Galdós (1843-1920)

Manuel Bueno, martir, d'Unamuno. Il y a eu évidemment d'autres « romanciers catholiques » — José Maria Pereda, Ricardo León — et d'autres exemples de romans religieux, par exemple *La fe,* d'Armando Palacio Valdés, sans compter naturellement les romans purement « cléricaux » — souvent d'ailleurs très anticléricaux — dont le mobile est parfois purement esthétique (Gabriel Miró, etc.). L'étude d'aucun de ces ouvrages, y compris même les derniers d'entre eux, n'est superflue pour qui s'intéresse au roman religieux, mais nous devons nous cantonner ici aux aspects essentiels du sujet qui se dégagent à peu près tous des livres choisis. En ce qui concerne le présent, au sens strict du terme, il convient de distinguer entre celui qui a trouvé déjà son expression romanesque, c'est-à-dire celui que j'appellerai, empruntant un mot aux grammairiens, le « présent historique », et le présent qui n'est pas encore « dit ». Pour le premier de ces « présents », un seul livre nous suffira, outre l'avantage d'avoir été traduit en français il constitue à mon avis un témoignage extrêmement significatif, c'est *La vida nueva de Pedrito de Andía*[4], de Rafael Sanchez Mazas publié en 1951.

est incontestablement le plus grand romancier espagnol du siècle dernier. De son œuvre extrêmement abondante, on connaît surtout ici les *Épisodes Nationaux* qu'on a souvent rapprochés des romans patriotiques d'Erckmann-Chatrian. Mais Galdós a également écrit une série de grands romans tout ensemble réalistes et curieusement marqués de mysticisme qui évoquent à la fois Dickens et Tolstoï : *Fortunata y Jacinta* (1886-1887), *Miau* (1888), *Realidad* (1889), *Angel Guerra* (1890-1891), *Nazarin* (1895), *Misericordia* (1897) (N.d.t.).

4. D'origine basque, Rafaël Sanchez Mazas, né en 1894, poète et journaliste, longtemps correspondant de divers journaux en Italie, a publié *La Vida Nueva de Pedrito de Andia* en 1951 (traduction française : *Pedrito de Andia,* Plon, 1953). Il est membre de l'Académie espagnole (N.d.t.).

Quant à l'autre présent qui, pour être encore en gestation, ne nous en intéresse pas moins, au contraire, il nous faudra nous contenter d'en parler à partir de quelques indices conjecturaux.

II. — Les romans apologétiques

D'un point de vue historique bien entendu, mais aussi à partir d'une simple lecture sans esprit préconçu, on se rend compte que les romans précédemment cités de Alarcón et du P. Coloma, romans d'un caractère « ecclésiastique » (=clérical) accusé ont vu le jour pour réagir contre les progrès de l' « incroyance » et de l' « anticléricalisme » et non pas à partir d'une impulsion spontanée de caractère à la fois littéraire et religieuse. Ce sont des romans apologétiques, c'est-à-dire des romans antithétiques, qui sont sur la défensive, qui « font face ». Ils n'ont pas été écrits à la suite d'une « nécessité intérieure » impérieuse, mais en raison d'une « nécessité circonstancielle » de caractère social afin de prouver avec des faits que la vie, lorsqu'elle atteint sa gravité existentielle par l'intervention du malheur, du conflit, de la tragédie, « nécessite » la religion comme unique issue. Dans ces deux romans, et dans tous ceux du même type, celui qui, pour ainsi dire, « ouvre la porte » est toujours un prêtre, de préférence un jésuite, précisément parce que c'est sur la Compagnie de Jésus, plus que sur les autres prêtres, que s'acharnait l'anticléricalisme. Il y a un quart de siècle, tout critique littéraire qui se jugeait digne de ce nom traitait de haut aussi bien *El Escandalo* que *Pequeñeces*, qualifiés tous deux de « feuilletons » ou de romans à thèse, les deux accu-

sations les plus graves du point de vue de la littérature pure, que l'on puisse porter contre une œuvre littéraire. Je suis moi-même très loin de considérer l'un ou l'autre de ces deux livres comme littérairement bons, mais il me semble que leur étude a beaucoup plus d'intérêt, y compris d'intérêt esthétique, qu'on ne pourrait le croire à première vue. Il faut à leur propos, regarder de plus près, ce que signifie ces expressions « feuilleton » et « roman à thèse ». Commençons par la seconde.

Que se passe-t-il dans les romans dont la thèse est la conversion religieuse? L'auteur y dispose les événements de telle manière que son héros « n'ait d'autre remède » que la conversion, ou bien parce qu'elle est « l'unique solution » (*El Escandalo*) ou bien parce qu'elle est « l'unique refuge » (*Pequeñeces*). La vie ne s'écoule pas de façon libre et imprévisible, elle a été orientée à l'avance dans le but de prouver ce qu'il s'agissait de démontrer. Tout roman de ce genre, beaucoup plus qu'un récit authentique, est quelque chose comme la mise en scène des preuves de l'existence de Dieu. L'auteur, agissant en apologiste, se propose de convaincre l'incroyant ou l'homme éloigné de Dieu — héros ou lecteur — de le convaincre non pas avec la seule raison, comme ses collègues du séminaire, mais en partant de la vie elle-même. Mais, évidemment, pour qu'une telle méthode réussisse, il est indispensable de « diriger » la vie comme l'on conduit un raisonnement : chacun des épisodes du roman devra avoir un rôle analogue aux prémisses, et aux syllogismes dûment liés à l'intérieur d'un raisonnement complexe. Le romancier se transforme ainsi en ministre de la Providence, et, pourvu de la « science des effets et des causes », arrange le futur suivant les besoins de ses excellentes intentions;

de cette manière il « précède » le personnage qui semble se mettre à son pas. Le malheur est que, très vite, ce procédé qui consiste à se substituer à la Providence, entraîne la négation de la liberté. Et d'autre part, la Providence elle-même, gouverne-t-elle les hommes d'une manière aussi souveraine et aussi complète que de tels romans le laissent paraître ? Certainement non. Les événements, vu d'en bas, ce qui est le seul angle de vision possible pour un romancier, n'apparaissent pas toujours si uniquement prédéterminés *ad majorem Dei gloriam;* c'est sur ce point là que Voltaire lors de la fameuse controverse à propos du tremblement de terre de Lisbonne avait en partie raison, de même qu'ont raison les romanciers sceptiques, quand, aux romans de ce genre, ils opposent d'autres œuvres où les faits se disposent et s'ordonnent de manière beaucoup moins « apologétique ». Non, avec la seule raison humaine il n'est pas possible de « comprendre » la Providence. Un tramway déraille dans une descente et s'écrase contre un mur, de l'accident sortent sains et saufs des mécréants qui, peut-être, ne termineront leurs jours que bien des années après et dans une paix apparente, alors que succombent l'unique ouvrier catholique de l'usine, quelques braves femmes laissant des orphelins et plusieurs enfants innocents. N'est-ce pas ainsi que tant et tant de fois se cache ou se dissimule la Providence, qu'elle se « voile » au lieu de se découvrir ? Les desseins de Dieu sont mystérieux. Aussi une conception de l'Histoire comme celle d'Israël, avec un Dieu sans cesse présent, qui parle et qui commande, respecte pourtant infiniment mieux l'ambiguïté de la liberté humaine que le rationalisme religieux de l'époque moderne. Car, en définitive, il s'agit de deux manières complètement différentes de comprendre l'his-

toire et la vie, ou bien on leur donne un sens évident, décidé, fermé ou bien on ne leur attribue qu'une signification cachée, enveloppée d'obscurités, mais de ce fait ouverte et libre. (Il y a aussi une troisième conception qui ne nous concerne pas ici : l'histoire et la vie envisagées comme sans signification, comme absurdes.) Alarcón et le P. Coloma étaient deux rationalistes : la « vie » n'est pas une thèse, les « événements » ne sont pas réductibles à des « raisonnements ».

L'auteur d'un roman à thèse ne s'occupe guère que de celle-ci, il ne s'intéresse pas vraiment et profondément à la vie, et encore moins à celle de son héros, à celle de l'incroyant. Là est l'origine des deux autres défauts fréquents du roman religieux. La conversion se produit, aussi bien dans *El Escandalo* que dans *Pequeñeces* et dans d'autres romans analogues, à partir de la simple incroyance, ou plus fréquemment même à partir de la « dissipation », à partir du « divertissement » de la vie mondaine ou tout au plus à partir du ressentiment, mais jamais en partant d'une position authentique et radicale. Si l'on compare ces personnages superficiels et sans grandeur à l'officier de *La Puissance et la Gloire* qui, sous l'angle moral est incontestablement supérieur au prêtre, on comprendra ce que nous voulons dire. Dans de tels romans le catholicisme est rarement opposé à un adversaire digne de lui (comme il arrive par exemple dans *El Hombre nuevo*, de Ricardo León) ou, ce qui revient au même, il lutte dans une situation privilégiée.

Mais si les positions opposées à celles du catholicisme, pour moralement nobles qu'elles puissent être (et nul doute qu'elles ne le soient dans le cas d'un Camus par exemple), sont dépourvues de toute grandeur

dans les romans apologétiques que ne faut-il pas dire alors du péché lui-même ? Et il n'est pas nécessaire de recourir aux péchés les plus mesquins comme l'envie au sujet duquel notre augmentation serait trop facile. (Quel « romancier catholique » avant Mauriac, a montré à l'égard de l'envieux la compréhension, la charité d'un Unamuno ?) Nous pensons aux fautes contre le sixième commandement dont les aspects mauvais sont loin d'être les seuls évidents. Quand il arrive que « l'amour humain » et « l'amour divin » s'opposent ne décèle-t-on pas la bonté qui, même mêlée au péché, intervient toujours dans le premier ? Comme le disait déjà saint Thomas : « *Qui enim vult fornicari, quamvis sciat in universali fornicationem malum esse, tamen judicat sibi ut tunc bonum esse fornicationis actum et sub specie boni ipsum eligit. Nullus enim intendens ad malum operatur.* » Que l'on compare l'adultère stupide de Currita Albornoz, l'héroïne de *Pequeñeces* avec la passion, adultère également, et jusqu'à un certain point sordide, mais sous d'autres aspects grande et ardente, telle que la peint Greene dans *The End of the Affair.* Savons-nous même si Currita aimait véritablement son amant ? Mais l'amour, charnel ou total, doit être « exprimé » et non simplement « sous-entendu » dans le roman, sous peine de réduire les personnages vivants à de simples supports des vices et des vertus. Ceci étant, un prêtre peut-il aller jusque-là, et le P. Coloma le pouvait-il ? (Souvenons-nous que *Pequeñeces* où l'auteur n'est pourtant pas allé bien loin, souleva un beau scandale chez les « pieux » de l'époque). Un roman religieux authentique doit être le contraire d'un roman rose. Sur ce caractère essentiellement « périlleux » du roman religieux, personne n'a rien écrit de plus profond

que Julien Green. Selon lui le romancier doit devenir chacun de ses personnages, s'identifier à eux et de ce fait s'enfoncer par l'imagination dans leurs péchés. « La source du roman est impure », il n'y a pas de roman sans péché et probablement pour cela aucun saint n'a écrit ni n'écrira de roman.

Après avoir décrit les simplifications — infidélités à la vie réelle — et les falsifications qu'implique le simple fait d'entreprendre la mise en œuvre d'un roman à thèse, venons-en maintenant à l'aspect « feuilletonesque » de *El Escándalo* et de *Pequeñeces*.

Il y a tout d'abord un reproche que nous ne ferons pas à ces deux œuvres, celui de nous présenter des événements graves, en dehors de l'ordre quotidien de la vie, atroces, ou comme on a l'habitude de dire, « truculents ». En définitive, la grande découverte de Dostoïevsky, celle que le roman actuel a tellement exploitée, c'est l'appel aux « situations extrêmes » comme pierre de touche de l'existence. De ce point de vue en face des « romans de mœurs », du psychologisme ou du naturalisme, en face des romans qui constituent un « jeu » esthétique, *El Escándalo* et *Pequeñeces* mettent en œuvre la vie même et le destin éternel, ce sont ces paris-là qui s'y jouent. On doit inscrire ce fait à leur crédit. Mais il y a lieu immédiatement de formuler deux objections.

La première est liée à ce que nous avons dit précédemment. Ce qu'il y a de mauvais dans ces romans ce n'est pas leur truculence, c'est la recherche de l' « effet » qui s'y manifeste. Les situations catastrophiques ou désespérés y sont suscitées par l'auteur dans le but d'obtenir l' « effet » nécessaire à la bonne marche de la preuve, afin que se produisent le châtiment ou la

conversion prévus et décidés de longue main. Pour ma part, je serais tenté de caractériser les romans que nous analysons et d'autres très semblables, par l'expression « roman jésuite », et cela naturellement non pas parce que leurs auteurs sont des religieux de la Compagnie de Jésus ou des laïcs très liés à elle, mais pour une raison beaucoup plus profonde.

En effet, j'ai déjà eu l'occasion de montrer[5] le pathétisme caractéristique des *Exercices spirituels*, ordonnés vers la création d'émotions destinées à préparer l'orientation de la volonté vers la religion. Aussi peut-on dire que les *Exercices*, en raison de leur forme plastique, concrète, sensible, appelaient une application romanesque qui ne serait que le déroulement des péripéties effrayantes que les anciens directeurs de conscience aimaient à introduire comme illustrations aux *Exercices*. Nous disions tout à l'heure que les romans que nous commentions sont une mise en scène des preuves de l'existence de Dieu. En réalité, il est plus exact de dire qu'ils sont la mise en scène des *Exercices spirituels*. Naturellement cela est encore plus sensible pour d'autres romans appartenant à la même école, mais de moindre qualité littéraire, par exemple *Tom Playfair* du P. Francis Finn, S. J., livre qui a eu, en Espagne et ailleurs, un vaste public de jeunes. A qui connaît ce dernier ouvrage il suffira de rappeler les épisodes concernant le personnage du nom de Green. C'est un mauvais enfant, qui tourmente toujours ses camarades de collège, jusqu'au jour où la foudre manque de le tuer dans un bois, et cet avertissement divin le convertit. Peu de jours après, au cours d'un autre orage, il meurt

5. Dans *Catolicismo y Protestantismo como forma de existencia* Éd. Revista de Occidente, Madrid, 1952).

un premier vendredi du mois après avoir reçu la sainte communion.

La seconde objection quant à l'aspect « feuilletonesnesque » de *El Escándalo* et de *Pequeñeces* est la suivante : Est-ce que ces romans présentent vraiment des situations limites ? Non, pour plusieurs raisons : En premier lieu parce que ce n'est pas le fait en lui-même d'être dans ce monde-ci qui incite à un extrême désespoir; le désespoir qui s'y manifeste, plus limité, consiste dans la perspective de voir se fermer tout avenir social par suite du scandale et du déshonneur. En outre, les héros de ces livres, au lieu de se trouver dans une situation limite et de rencontrer Dieu à travers elle, réalisent de façon rationnelle — notamment dans *El Escándalo* — le problème dans lequel ils se trouvent engagés, le transposent en termes de raisonnement jusqu'à ce que la logique démontre que la seule solution possible est l'abandon à Dieu dont la volonté permettra alors que tout s'arrange. Et enfin ce ne sont pas des situations limites, parce qu'elles ne sont pas vécues du dedans, existentiellement : la situation est simplement racontée en tant que fait brut, mais, en tant que crise vécue entraînant une prise de conscience d'une déficience ontologique, la découverte de Dieu et la conversion, elle est purement escamotée, dans *Pequeñeces* elle se produit même « en dehors » du récit entre le roman proprement dit et l'épilogue.

Le lecteur me trouvera peut-être bien sévère pour deux romans écrits il y a déjà longtemps à une époque qui avait des lois esthétiques différentes des nôtres. C'est exact. Mais on doit tenir compte du fait que ces livres, pour éloignés qu'ils paraissent de nous, sont les derniers grands romans catholiques que l'on ait écrits

en Espagne. Le genre n'a pas fait un seul pas en avant depuis. Et d'ailleurs, en dépit du temps écoulé, ils continuent à refléter les caractéristiques d'un catholicisme conçu comme une forme de vie, qui est encore, pour une bonne part — nous le verrons tout à l'heure — celui que nous connaissons aujourd'hui. Qu'il suffise de signaler que les deux romans ont été, il y a peu d'années, portés avec grand succès à l'écran.

Il était donc nécessaire d'en faire la critique. Mais il convient d'ajouter que, malgré tous leurs défauts, Alarcón et le P. Coloma n'en ont pas moins écrit des romans religieux, chose que personne aujourd'hui ne paraît capable de faire. L'aspect exclusivement apologétique de ces livres se comprend en tenant compte des circonstances dans lesquelles ils prirent naissance. Alarcón, surtout, assuma une conception de la vie dans laquelle la religion prenait l'apparence d'un problème. Et il se proposa honorablement et un peu ingénument, de « résoudre le problème ». Comme s'il s'agissait d'un problème de pure raison, d'un problème mathématique.

III. — Galdós, romancier religieux

Galdós n'est pas seulement notre premier romancier, il est aussi, tout au moins par les possibilités qu'il a ouvertes et les germes féconds qu'il a semés, notre premier romancier religieux.

Mais d'abord laissons délibérément de côté ses romans anticléricaux. La polémique cléricalisme-anticléricalisme est extrêmement importante pour le phénomène religieux espagnol, qui oscille toujours entre les deux extrêmes. Galdós fut à la fois anticlérical et pro-

fondément ouvert aux préoccupations religieuses. Et un critique aussi peu suspect que Angel del Rio a pu parler à son sujet du « fond catholique que tout Espagnol recèle plus ou moins caché en lui ». Cette conception « problématique » des fins de l'existence et de la vérité religieuse contre lesquelles se dressait Alarcón est précisément celle de Galdós. Alarcón « résolvait le problème » de trop loin (tout au moins en tant que romancier). A l'opposé, Galdós s'y installe, s'attarde dans l'indécision et le doute : de là découle à la fois l'essence de sa personnalité comme écrivain religieux et son insuffisance la plus évidente. Il fut plus strictement « romancier » qu'Alarcón parce qu'il n'a rien essayé de prouver (je répète que je mets à part ses œuvres anticléricales); mais aussi moins « religieux » parce que, en définitive, il ne parvint pas à avoir la foi.

Galdós était un romancier de race, avec ce que cela implique de débordante capacité de compréhension et de sympathie pour la réalité tout entière, y compris naturellement la réalité religieuse. Mais, comme on devait s'y attendre, il s'intéresse plus au fait religieux spontané, libre et intérieur qu'à ses aspects ecclésiastiques et cléricaux. Et, à l'intérieur du clergé, c'est le prêtre séculier, mêlé au monde qui l'attire plus que le religieux qui en est séparé. De même qu'il place la piété « active » et « moderne », celle de la Léré de « *Angel Guerra* » ou de la Guillermina de *Fortunatá y Jacinta* avant la piété contemplative, parce que, dans la pire hypothèse (celle où la religion ne serait qu'une illusion) la première resterait toujours justifiée par son sens philanthropique et moral.

Le thème d'Alarcón et du P. Coloma était, nous l'avons vu, celui de la religion nécessaire à la vie. Celle-

ci, lorsque tout va bien, peut bien se passer de la première; mais tôt ou tard et toujours quand le malheur, la détresse, la crise et en dernier lieu, la mort, sont là, il faut forcément avoir recours à la religion. On est incroyant tant qu'on reste un être superficiel ou un pécheur. Lorsqu'on se voit irrésistiblement contraint de prendre son existence au sérieux, on « doit » se tourner vers la religion.

Pour Galdós les choses ne sont pas aussi simples. Car, à côté de l'idéal religieux de la « sainteté » s'offre celui de la perfection laïque », qui reste purement moral. Et, d'autre part, en quoi consiste la sainteté ? N'est-elle pas réductible à autre chose et ne peut-on pas l'expliquer de façon purement humaine ? Tels sont les deux thèmes essentiels de Galdós, romancier religieux. Nous allons les étudier tout à tour sommairement en commençant par le second et nous examinerons également un troisième thème, celui du « péché », qui, à peine effleuré par le grand romancier, apparaît lié aux précédents.

La grande question qui inquiète Galdós, celle que l'on sent posée tout au long de ses livres, est celle du caractère équivoque, ambigu, du phénomène religieux, de la mystique, de la sainteté. On pourrait la formuler brièvement ainsi : folie ou sainteté ?

D'abord il y a une religiosité qui n'est que « refuge », ou comme nous disons maintenant, « évasion » : par exemple celle de Jacinta. D'autres fois sous des apparences mystiques, cette religion n'est que fantaisie, mirage, transfert à un prétendu ordre « surnaturel » de sentiments d'amour humain non payés de retour, c'est le cas chez Halma ou chez Angel Guerra. Et lorsque la névrose est, elle aussi, présente, cette religio-

sité après avoir résisté à la critique psychologique, résistera-t-elle aussi à la critique psychiatrique ? Parfois, comme chez Mauricia, dans *Fortunata y Jacinta,* certainement non. Mais la névrose explique-t-elle toujours et partout la sainteté ? Souvenons-nous du petit Luisito Cadalso de *Miau,* souffreteux, en proie à des syncopes, et fervente créature de Dieu; souvenons-nous de tant d'autres héros de Galdós. Sont-ils des malades ou sont-ils des saints ? Galdós dans ses meilleurs moments n'est pas un romancier à thèse et de ce fait, il s'abstient de prendre parti, il respecte l'ambiguïté de l'existence. Nazarin, suivant les médecins est « atteint de mélancolie religieuse, forme de névrose épileptique », mais ensuite, par la sûreté de son jugement il semble démentir ce diagnostic scientifique. Ce qu'il y a de certain c'est que dans l'œuvre de Galdós se trouve posé — à travers sans doute les discussions de psychiatres français de l'époque — le problème dostoïewskien des relations entre la maladie (épilepsie) et le génie, en l'occurrence, la sainteté. Il se trouve posé de nouveau, en vérité, dépourvu de tout « génialisme » romantique (et je ne considère pas cela comme un défaut, au contraire) : quelques êtres, privés de toute grandeur humaine, malades, misérables, affaiblis par des tares héréditaires et par un genre de vie sordide, se haussent pourtant jusqu'à Dieu et vivent de lui et avec lui. N'est-ce pas là, précisément, le grand thème du roman religieux ? D'un côté l'humain, c'est-à-dire l'auteur aimant avec son génie de romancier et sa charité, ses créatures les plus disgraciées, de l'autre, le divin, c'est-à-dire la grâce de Dieu atteignant l'homme à travers la pauvreté et la maladie et, davantage même, se dissimulant dans l'ambiguïté d'une explication possible par la maladie pour

échapper à ceux qui ont été appelés, mais non pas élus.

Le second grand thème de Galdós est la présentation d'un idéal de la perfection morale en face de celui de la sainteté religieuse. C'est probablement Orozco, le mari de *Realidad* qui incarne le premier avec une noblesse portant nettement l'empreinte du stoïcisme. Que l'on se souvienne des phrases solennelles qu'il prononce à la fin du livre : « Comme les étoiles brillent! Que dirait cette immensité des mondes s'il arrivait qu'on leur raconte qu'ici, dans le nôtre, un vermisseau insignifiant appelé femme aime tel homme au lieu de tel autre! » Et plus loin, s'adressant à l'amant de sa femme qui vient de mourir : « Tu as eu des faiblesses, tu as commis des fautes énormes; mais l'étoile du bien resplendit dans ton âme. Tu fais partie des miens. Ta mort est un signe de grandeur morale. » Et pourtant de l'homme qui prononçait de telles paroles, sa femme disait : « Chez lui la vertu en est venue à être une manie, un tic. » C'est que, à l'égal des « mystiques », il était atteint d'un début de paralysie générale. L'équivoque se cache aussi bien au sein de la perfection morale que dans la sainteté. Ce n'est pas le lieu ici d'analyser complètement les idées de Galdós, mais on peut affirmer qu'Orozco ne figure pas, à mon avis, parmi les personnages préférés de l'auteur. Il est trop désincarné, inhumain et symbolique. Sa sympathie se porte avant tout vers les deux créations suprêmes, religieuses et non éthiques, qui sont sorties de sa plume : Nazarin [6], prêtre non conformiste, d'une sainteté mystique et canoniquement presque irrégulière et la Benina ou Nina de *Misericordia,* femme bohème et de vie irrégulière mais toute brûlante de charité qui peut terminer le roman en

6. Traduction française : *Nazarin,* O. Seluck, 1947.

question par cette exhortation : « Et maintenant va-t'en chez toi et ne pèche plus. »

Nous disions plus haut que le troisième thème, à peine esquissé par Galdós, est celui du « péché » considéré comme un poids qui afflige le pécheur, mais dont il ne peut se dégager tellement il fait corps avec lui. Augusta, l'héroïne de *Realidad,* assume ce déchirement : péché-passion et péché-souffrance. Certaines de ses phrases se placent tout à fait dans une telle perspective. Par exemple quand elle dit à son amant : « Bon, laisse-moi le péché tout entier et prends pour toi les scrupules. Ça ne me fait rien »... ou quand, se comparant à son mari, elle affirme : « Moi, c'est le péché qui me tourmente, lui, c'est la recherche de la perfection. » Mais, à la vérité, la passion du péché compte beaucoup plus pour elle que sa souffrance : c'est une héroïne « trop moderne » pour assumer le poids terrible de la faute.

Galdós n'est pas devenu le grand romancier religieux espagnol qu'il aurait pu être. Et cela non pas en raison de son anticléricalisme, des préjugés religieux de son époque ni de sa tendance à une religiosité libre (dont il se libère dans *Misericordia*) non pas même par son refus à employer le procédé de la situation-limite chère au roman jésuite (*Angel Guerra* se termine grâce à un artifice analogue), mais avant tout parce que ce grand romancier vécut dans le « doute » et ne parvint pas à s'en libérer. Alarcón et le P. Coloma crurent que le problème religieux pouvait être résolu « dans le roman », mais Galdós ne peut même pas le résoudre « dans la vie ». Alarcón et le P. Coloma avaient créé le « roman religieux apologétique », Galdós leur répliqua avec le « roman religieux problématique ».

JOSÉ-LUIS ARANGUREN.

LES VÊTEMENTS DE L'EMPEREUR ET LA LITTÉRATURE RELIGIEUSE

On connaît le conte d'Andersen : l'Empereur, pour éprouver la sincérité de ses courtisans, les persuade qu'il se présentera à eux revêtu d'un costume merveilleux, visible seulement aux yeux de ceux qui ne mentent jamais et, bien entendu, tous ceux qui l'entourent se confondent dans l'expression de leur admiration, jusqu'au moment où la voix d'un enfant se fait entendre : « Mais, l'Empereur est tout nu ! »

On a parlé beaucoup, outre-Manche, d'un livre dont le titre fait allusion à cette histoire et qui se donne expressément comme une attaque contre l'orthodoxie dogmatique[1].

Mieux vaudrait d'ailleurs parler d'une contre-attaque, car c'est bien pour répondre à une mise en accusation plus ou moins ouverte et franche de la science et de l'esprit scientifique que l'auteur, Kathleen Nott, connue jusqu'ici comme poétesse et romancière, s'en prend dans cet ouvrage à T. S. Eliot et, derrière lui, à tous ceux

1. Kathleen Nott, *The Emperor's Clothes*. An attack on the dogmatic orthodoxy of T. S. Eliot, Graham Greene, Dorothy Sayers, C. S. Lewis and others, London, Heinemann, 1953, 1 vol., 328 pp.

qu'elle appelle les « néo-scolastiques », parce que, partisans de l'orthodoxie, il reviennent à une attitude philosophique préscientifique et, ce faisant, veulent nous empêcher d'admettre la réalité telle qu'elle est.

Ce sont surtout des écrivains anglais et, à part Graham Greene, anglicans. Mais Maritain est mis en cause à plusieurs reprises. Il est fait allusion à Mauriac, et si Claudel, Bernanos ne sont pas mentionnés, ni aucun auteur allemand, il semble pourtant que le débat ait une portée très générale. Les tendances discutées ici sont, en effet, largement répandues dans toute cette littérature à thèmes religieux qui n'est pas une des caractéristiques les moins inattendues de notre siècle.

La discussion entre Kathleen Nott et Eliot se situe tout d'abord sur le plan professionnel, si j'ose dire : deux poètes confrontent les idées qu'ils se font de leur vocation. Eliot a dénoncé une « dissociation de la sensibilité poétique » que nous ne sommes pas parvenus à guérir depuis le XVIIe siècle, c'est-à-dire depuis que la science a mis son empreinte sur nous. Ne faut-il pas appeler Dieu à l'aide pour nous libérer de cette servitude et nous permettre de retrouver ainsi le sens des valeurs poétiques ?

Le but de cet article n'est pas d'exposer et de discuter l'esthétique, si riche d'aperçus nouveaux, de Kathleen Nott. Bornons-nous à ce qui nous conduit le plus directement aux problèmes posés à notre conscience religieuse.

Le processus qui donne naissance au poème, — et je pense qu'on pourrait dire cela de l'œuvre d'art en général, — est complémentaire de celui d'où procède la prose : les processus d'analyse, d'élucidation exhaustive des significations appartiennent à la prose et la poésie, en ce sens, résistent au développement normal du lan-

gage qui va de la synthèse à l'analyse. La poésie lutte pour se maintenir toujours *in the teeth of prose,* comme la vie lutte pour se maintenir sans cesse et se renouveler parmi tous les processus de la nature qui, de leur propre inertie, pourrait-on dire, tendent à la mort. D'où l'emploi de la métaphore en poésie ou, plus exactement, la nécessité d'inventer constamment de nouvelles métaphores.

Je crois que cela vaut, d'une façon tout à fait générale, pour l'invention en art et cette invention peut être rapprochée de l'invention scientifique de même qu'on peut comparer l'expérience poétique à l'expérience scientifique comme le fait Kathleen Nott. Ne faut-il pas lire, sans méconnaître l'irréductibilité des valeurs les unes aux autres, qu'il y a, dans la jouissance esthétique, quelque chose qui l'apparente à la jouissance que nous donne toute découverte ? Poésie et Science, loin de s'opposer, apparaissent en réalité comme les deux pôles d'un même circuit mental naturel. Au lieu de parler d'une coupure entre l'intelligence et la sensibilité, mieux vaudrait voir ici un conflit dialectique dont la résolution est féconde.

De fait, dans l'esprit de la Renaissance pour lequel plaide Kathleen Nott, science et art s'accordent parfaitement puisque la Renaissance est, à la fois et souvent chez les mêmes hommes, une époque de création artistique et de curiosité scientifique. La coupure qu'Eliot signale existe bien, sans doute, à partir du XVIIe siècle. Mais peut-être, à ce propos, faudrait-il préciser le contraste qui existe, à certains égards, entre le XVIIe siècle et la Renaissance.

Ceux que Kathleen Nott appelle les « néo-scolastiques » répudient à la fois, dit-elle, le rationalisme, le libéralisme et l'humanisme.

Si l'on entend par « rationalisme » cette conception selon laquelle on considère comme l'idéal de la pensée un système purement déductif, prenant son point d'appui sur des abstractions, sur des généralisations insuffisamment fondées dans l'expérience et qui n'a cure de se soumettre à chaque instant à son contrôle, il est bien clair qu'on peut parler d'une faillite de la raison car l'histoire de la science nous montre combien cet idéal est chimérique.

Il a pourtant obsédé bien des penseurs jusqu'à l'aube de notre siècle. Delbos l'a rendu responsable de l'idéalisme et, de fait, de Leibniz jusqu'à Taine, on rêve, sous une forme ou sous une autre, à « une formule unique, définition génératrice, d'où sortira, par un système de déductions progressives, la multitude ordonnée des autres faits ».

Cet idéal de la science, héritage lointain de la décadence scolastique n'a pu séduire ces esprits que par suite d'une confusion sur le rôle du raisonnement et de la certitude mathématiques dans la connaissance de la nature. Mais ajoutons que, lorsque Kathleen Nott prend parti pour ce qu'avec Eddington elle appelle la conception hypothético-observationnelle de la science, elle est beaucoup plus proche qu'elle ne l'imagine de la théorie de la connaissance à laquelle se réfèrent les modernes disciples d'Aristote, à commencer par M. Maritain.

Il faut y insister, parce que si, par cette controverse, elle peut prétendre plus justement qu'Eliot faire la paix entre l'intelligence et la sensibilité, la science et l'art, elle risque, par ses partis pris positivistes de ne pas voir les conséquences d'une autre coupure, celle précisément qui est due à la décadence de la scolastique à la fin du moyen âge : coupure entre, d'une part, la science et l'art et, d'autre part, la métaphysique.

Pour être justes, reconnaissons que la science, dès sa naissance, a dû s'insurger, non pas tant contre la métaphysique, car la métaphysique, en réalité, a déblayé le terrain qu'elle aura à cultiver, que contre cette scolastique décadente, encombrée de son formalisme pédant, paralysée par la querelle du nominalisme, tentant, comme tous les pouvoirs vidés de leur substance réelle, de sauver ses positions par l'argument d'autorité.

Et c'est sur ce point-là surtout qu'il faudrait pousser l'attaque dans le même sens que Kathleen Nott. Il est bien vrai que si ceux qu'elle vise proclament facilement la faillite de la science, c'est qu'ils ont une impatience de certitude qui ne pourrait se satisfaire que de cette conception rationaliste de la science et qui donc ne saurait qu'être déçue par la science réelle. De là à espérer trouver plus de satisfaction dans la métaphysique, — dans une conception tout aussi chimérique de la métaphysique, — il n'y a qu'un pas. Ce fut déjà la tentation de Parménide.

Précisons toutefois que, si l'on dit que l'univers de la science est un univers de probabilité, cela ne signifie pas que chaque découverte ne nous fasse pas faire un progrès dans la certitude.

Pour prendre un exemple banal, je suis sûr que, dans quelques heures, il fera nuit, que dans quelques mois, ce sera l'hiver. C'est là un genre de certitude que les hommes ont toujours eue. Ils ont organisé le rythme de leur existence et de leurs travaux depuis la préhistoire sur ces sortes de certitudes et elles n'ont jamais été démenties. Ce que la science apporte en l'occurrence, c'est l'explication de ces faits et il faut bien reconnaître que cette explication nous apparaît comme certaine et que personne ne s'avisera sérieusement de la contester. Mais remarquons aussi qu'avec l'explication, la certi-

tude s'est modifiée. Notre confiance en la régularité des phénomènes a maintenant une « raison » qu'elle n'avait pas avant. En même temps, nous connaissons les conditions dont dépend cette régularité et, par le fait même, nous pouvons envisager une certaine probabilité, si minime soit-elle, pour que ces conditions puissent être modifiées. La certitude de l'homme moderne, bien informé de ces conditions, est ainsi très différente de la certitude du « primitif ». L'homme moderne sait, sans aucun doute, que la régularité des phénomènes est due à tels et tels faits : là-dessus sa certitude est absolue. Mais, par contre, en rigueur de logique, on peut dire que sa science est probabiliste en ce qui concerne la répétition constante du phénomène.

Il est clair qu'il y a un progrès réel dans la connaissance quand on passe de la certitude naïve du « primitif » à l'appréciation exacte de cette « certitude pratique » qui est bien, en rigueur de termes, une probabilité.

Nous nous rendons compte par là d'une des différences les plus fondamentales entre l'esprit scientifique moderne et l'esprit préscientifique : nous sommes aujourd'hui beaucoup plus exigeants qu'on ne l'était autrefois à l'égard de la certitude et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes mis à préciser et à évaluer avec exactitude cette probabilité jadis laissée en pâture aux sceptiques.

Il faut tout de même admettre qu'il y a, dans le temps et dans l'histoire, quelque chose d'irréversible. S'imaginer, comme certains des auteurs que vise Kathleen Nott, que l'ère scientifique est près de toucher à sa fin et qu'aux yeux des générations futures ce ne sera qu'une parenthèse dans l'histoire de la pensée humaine, c'est manquer totalement du sens de l'efficacité du tra-

vail humain. Et si c'est aussi une illusion de croire avec les positivistes que la métaphysique ne saurait avoir aucun avenir, il faut bien admettre qu'elle ne renaîtra pas par un retour en arrière, mais au contraire par un effort de pensée qui bénéficierait aussi de tout l'acquis du travail scientifique. Celui-ci a, petit à petit, au cours des siècles, créé pour son usage une nouvelle logique, qui peut tout d'abord sembler bien spéciale au profane (tel des auteurs visés par Kathleen Nott a l'impression que le savant cherche à fuir dans ses formules), mais qui en réalité tend de plus en plus à devenir la logique familière à l'homme moderne, tant l'esprit scientifique empreint de plus en plus profondément la vie de chacun de nous. L'instrument logique d'une nouvelle métaphysique, pour satisfaire aux exigences d'un esprit moderne, devrait différer de celui de la métaphysique ancienne autant que les mathématiques utilisées par la physique actuelle diffèrent des calculs de Kepler et de Galilée.

Il n'est certes pas question de confondre le plan de la recherche scientifique et de la création artistique et celui de la spéculation métaphysique où se rejoignent l'Être et les Valeurs. Mais remarquons toutefois à ce propos que, de même qu'à la Renaissance, il n'y avait pas cette coupure de notre sensibilité que dénonce Eliot dans le monde moderne, il n'y avait pas non plus chez les Grecs cette coupure entre l'esprit métaphysique et l'esprit scientifique qui est à l'origine de l'attitude d'esprit que Kathleen Nott qualifie de « théorie des deux vérités ». Cette expression rappelle curieusement d'antiques hérésies médiévales. A vrai dire, il y a, maintenant comme alors, chez ceux qu'elles tentent, une sorte de dissociation entre la foi et la bonne foi, un fidéisme plus ou moins latent. L'Église catholique l'a toujours rejeté

expressément lorsqu'il s'est présenté à elle sous forme de doctrines aisément qualifiables. Par contre, on le trouve constamment sous-jacent aux dogmatiques protestantes et ces réticences que nous constatons si fréquemment autour de nous avec Kathleen Nott devant l'effort humain vers la vérité n'impliquent-elles pas, de la part des croyants, une sorte de fidéisme inexprimé ? On croirait que cet effort leur fait peur, qu'ils y voient une sorte de concurrence déloyale, une entreprise sacrilège pour s'emparer du secret de Dieu. Et certes il est bien vrai que les découvertes nouvelles détruisent la quiétude dans laquelle nous pouvions nous endormir et produisent des crises dans nos mentalités où, concrètement, l'authentique voisine avec le frelaté. Mais comment la foi pourrait-elle ne pas se réjouir des purifications que nous impose tout progrès dans la vérité, d'où qu'elle vienne, comment la foi redouterait-elle l'esprit critique puisque, comme la science, elle voit dans la crédulité et le préjugé, véhicules d'erreurs ses principaux ennemis ? La foi, comme la science, suppose un esprit d'accueil et non de refus.

Ainsi, à celui qui prétend prendre la défense de la foi, il faudra demander tout d'abord ce qu'est effectivement la foi pour lui, à quoi elle lui sert, car peut-être n'a-t-elle guère d'autre rôle que de justifier à ses yeux, en les parant de prétextes de haute moralité, les tendances les plus inavouables.

Nous voyons poindre ici les prétentions des psychanalystes [2]. Il est évidemment bien délicat de les mobiliser pour la critique des hérésies. Pourtant, il est facile de mettre en lumière le lien souterrain qui unit les refus

2. Kathleen Nott semble confondre Freud et Pinel et s'imagine qu'au temps où le fondateur de la psychanalyse faisait ses études à la Salpêtrière, on y enchaînait encore les malades.

du fidéisme aux vieilles tendances anti-humanistes contre lesquelles, au cours de son histoire, l'Église a eu à prendre position si souvent. Kathleen Nott y voit surtout un héritage du judaïsme et elle oppose l'ancien et le nouveau Testament d'une manière qui paraîtra quelque peu superficielle à un historien des doctrines. Elle ne fait aucune allusion, par contre, aux courants pessimistes du monde hellénistique, déjà en germe dans les traditions orphiques qui ont inspiré Platon et qui annoncent le dualisme simpliste des manichéens, des cathares du moyen âge et des puritains modernes. Il est significatif que ceux qui se sont révoltés avec le plus d'âpreté contre une religion qu'ils considèrent comme inspirée par un pessimisme malfaisant, qu'il s'agisse d'un Rousseau, d'un Nietzsche ou d'un André Gide, ont été élevés dans le protestantisme qui leur a donné la notion de péché qu'ils répudient.

Et sans doute peut-on dire comme Kathleen Nott qu'identifier purement et simplement puritanisme et protestantisme, protestantisme et individualisme, individualisme et esprit scientifique, c'est « télescoper l'histoire », il n'en reste pas moins vrai que les tendances qui donnent naissance aux hérésies manichéennes et puritaines, si elles peuvent aussi se manifester dans le comportement des catholiques, seront tout de même, en définitive, contenus quelque peu chez eux par une discipline de pensée qui les empêchera de rationaliser leurs tendances et de les durcir en une doctrine explicite.

Kathleen Nott remarque que les auteurs anglicans qu'elle étudie, bien que le Credo de l'Église d'Angleterre soit extrêmement flexible et les professions de foi très vagues, se rencontrent tous sur l'unique question de la notion de péché et de la chute originelle. Sans doute diront-ils volontiers anti-puritains et cette prise de

position contribue à leur donner l'audience de notr temps, caractérisé par une réaction généralisée contre l puritanisme, mais, psychologiquement, on peut êtr imprégné du puritanisme alors même qu'on désavou hautement l'esprit de secte du puritanisme historiqu De même que, tout en se targuant de la plus strict orthodoxie catholique, on peut, pratiquement, fair preuve d'un pharisaïsme très semblable à celui que l Christ a répudié et rester perplexe en apprenant que dans les pays de majorité protestante, le catholique pass souvent, aux yeux du peuple, par contraste, comme u bon vivant, indulgent à certaines faiblesses humaine contre lesquelles se déchaîne tout particulièrement l puritain : « Quant aux catholiques... je les ai toujour jugés trop tolérants, buveurs et fumeurs, ce qui le empêche d'être des Américains types », fait dire l'homme de la rue Sinclair Lewis[3]. Le « bon catho lique » de chez nous qui trouverait cette boutade stupid et ne comprendrait pas la vérité qu'elle exprime prou verait par là que son catholicisme est sans doute moin authentique qu'il ne le pense.

A l'arrière-plan de toutes les controverses actuelle sur la religion, nous trouvons toujours, en définitive le même problème, bien qu'il ne soit pas souvent exprim si brutalement : il s'agit de savoir si la religion est u bien pour l'homme ou si elle est nuisible. Alors que le uns y voient la seule chance de salut au seuil d'une è atomique où la puissance donnée à l'homme par l science ne leur paraît pas contenue par des convictior morales suffisamment solides, les autres mettent e avant des faits indubitables d'où ils concluent qu'on n

3. Dans *The Man who knew Coolidge* (cité d'après la tradu tion française 1931, *Un Américain parle*, p. 62).

saurait préparer un plus bel avenir pour l'humanité qu'en se débarrassant de toute croyance religieuse.

Sur le principe, sans doute, tous les hommes sont d'accord, même ceux que vise Kathleen Nott : contrairement au slogan de l'indifférentisme libéral, toutes les religions ne sont pas toujours bonnes. Il y a eu de tous temps et dans tous les pays des superstitions abominables. Nous pensons maintenant qu'elles ne font qu'exprimer symboliquement des tendances qui, sous couvert, peuvent se satisfaire impunément, si destructrices soient-elles. Il ne faut pas oublier cela quand on veut prendre la défense de « *la* » religion contre l'incrédulité, sans quoi l'on n'évitera pas les plus fâcheux malentendus et aussi, d'ailleurs, parce qu'il importe que les incrédules en arrivent à se demander s'ils ne sont pas eux-mêmes beaucoup moins indemnes qu'ils ne le pensent de toute réaction superstitieuse.

Nous sommes aussi tous d'accord, d'autre part, pour répudier une religion qui serait malfaisante : « Il faut juger l'arbre à ses fruits », dit l'Évangile. En ce sens, l'humanisme a raison.

Si l'Église est si vigilante en présence de l'hérésie, si elle met tant d'insistance à réclamer sur certains points une stricte discipline intellectuelle, ce n'est certes pas dans l'intention de favoriser ceux qui, par paresse d'esprit ou par pusillanimité se refuseraient à l'effort de recherche, c'est parce qu'elle se rend compte des crimes qu'on peut commettre au nom de la morale et de la religion. Peut-on lui donner tort quand on n'ignore pas totalement son histoire ?

Le livre de Kathleen Nott nous met une fois de plus en présence des équivoques qui peuvent se glisser sous les notions de péché et de corruption de la nature humaine et qui sont, il me semble, une des raisons les

plus profondes de la désaffection d'un grand nombre à l'égard du christianisme.

Il ne s'agit pas, nous dit notre auteur, d'être dupe de « l'illusion pélagienne » de Rousseau. Pourtant il lui arrive ailleurs de trahir les sympathies qu'elle a pour Pélage, ne serait-ce déjà que par la façon dont elle salue en lui un compatriote préoccupé de « *self-help* ». Mais je ne pense pas qu'elle ait une juste idée de la portée du débat, pas plus qu'Eliot d'ailleurs quand il ridiculise un optimisme facile en évoquant les réclames du sel Kruschen.

En réalité, dans l'enseignement de l'Église catholique, le dogme du péché originel est avant tout la contrepartie du dogme de l'universelle rédemption. Il n'y a rien là de commun avec ces complexes de culpabilité que nourrissent les hérésies puritaines et dont la psychiatrie nous montre aujourd'hui les ressorts profonds. Cette fausse morale qui, chez beaucoup, chasse la vraie, tout prêtre peut en voir journellement les effets chez ces pénitents qui viennent à lui pour tenter de se débarrasser, par un geste superstitieux, d'une crainte irrationnelle, mais qui paraissent d'autant plus inaccessibles à la contrition véritable demandée par le sacrement.

Le Christ insiste, dans l'Évangile, en nous enseignant que l'adhésion à sa doctrine suppose un effort pour surmonter les réactions émotives par lesquelles, dès l'enfance, nous sommes portés à répartir les êtres en deux catégories irréductibles : les « bons » et les « méchants ». La doctrine du péché originel, loin d'aller dans le sens de ce manichéisme éternel, s'y oppose radicalement. Pour elle, il n'y a plus devant Dieu qu'une humanité en quête de salut, qui découvre, au plus profond d'elle-même, le combat du péché et de la grâce.

Quand nous proclamons notre croyance au péché ori-

ginel et notre besoin de rédemption, Kathleen Nott, c'est précisément pour nous ranger à vos côtés dans la lutte que vous menez pour l'humanisme.

Nous croyons au progrès, car quel serait sans cela le sens de l'histoire du christianisme et le sens de notre propre histoire personnelle, quel serait le sens de la parabole du grain de sénevé ? Nous croyons au travail humain, car que signifierait sans cela la parabole des talents et la description du jugement dernier dans l'Évangile selon saint Matthieu qui nous dit que nous serons jugés sur ce que nous aurons fait pour les autres ? Nous croyons à tout cela, comme vous, pour les mêmes raisons que vous, mais aussi parce que nous avons relu la Genèse à la lumière de l'Évangile. Nous savons que si l'homme se trouve aux prises avec une nature hostile, il a la vocation de la dompter, de l'humaniser, de construire un nouveau paradis « à la sueur de son front ». Mais nous voyons aussi que ces efforts sont trop souvent réduits à néant par l'acharnement que l'humanité met à se déchirer, par les guerres et les haines, par les oppressions et les révoltes. Tantôt nous sommes transportés d'enthousiasme par les réalisations d'une intelligence géniale, tantôt nous sommes frappés de stupeur par l'absurdité des superstitions et des idéologies qui précipitent une humanité aveugle au désastre. Optimistes, pessimistes, les uns et les autres nous empêchent de regarder la vérité toute nue, la réalité d'un monde que l'homme peut sauver et que l'homme peut ruiner, que l'homme, en définitive, sauvera, parce que Dieu s'est fait homme afin de conduire lui-même le combat de l'humanité pour sa rédemption.

GÉRARD VIATTE.

LES GUÉRISONS INEXPLIQUÉES[1]

Sur une stèle de Babylonie que les érudits datent de la période hammurabienne et que conserve le Louvre, on voit un malade répandre une libation devant le dieu solaire Shamash. Un bas-relief votif découvert au pied de l'Acropole d'Athènes montre un groupe de fidèles qui viennent offrir un taureau en sacrifice à Esculape et à sa fille Hygie. Partout, dans l'art des époques archaïques, le malade apparaît en posture de suppliant, les mains levées vers les divinités dispensatrices de vie, Apis ou Imhotep, en Égypte, Ishtar ou Gula, chez les Akkadiens, les jumeaux Açvins, dans l'Inde védique. Partout de la souffrance est née la prière. Partout à l'appel de l'espérance humaine des cieux se sont ouverts; des moribonds dressés sur leur couche ont senti une certitude de salut descendre dans leurs entrailles condamnées et ils ont rendu grâces. Partout la guérison a été conçue comme un acte surnaturel qui répond à un acte de foi.

Dans le pouvoir de guérir ne doit-on pas en effet discerner un des attributs essentiels de l'autorité divine?

1. Fragments inédits d'une conférence prononcée à Lyon le 11 avril 1953, à la session annuelle du *Groupe Lyonnais d'études médicales, philosophiques et biologiques* (session consacrée à *Médecine et Merveilleux*, sous la présidence du professeur Lhermitte).

Nul bien qui d'elle ne procède. Nul mal en revanche qui ne l'outrage ou ne l'afflige. Que le tourment et la dégradation du corps soient le salaire d'une faute ou le témoignage d'une malveillance, c'est une pensée si naturelle à l'homme qu'on la voit sans cesse ressurgir, jusque dans les civilisations les plus évoluées, et qu'on se défend mal de la tenir pour vraie.

Du même coup nous avons peine à concevoir qu'un geste par lequel il nous est permis d'éluder la souffrance et de différer la mort ne soit pas un geste sacré. Chez les peuples primitifs le médecin a toujours été révéré comme un médiateur entre le patient et les puissances bénéfiques ou comme un protecteur contre les forces ennemies. La pratique médicale y a toujours consisté dans une suite d'exorcismes et d'opérations thaumaturgiques. Toujours les parvis des sanctuaires ont accueilli l'affluence de ceux qui venaient y exposer la chair douloureuse dont ils imploraient le soulagement. Aux origines donc, pas de maladie qui ne fût péché ou possession, pas de guérison qui ne fût miracle.

Un jour cependant parut un homme qui, pour procurer le salut, imagina de se passer des dieux. Il fit de l'aptitude à guérir une faculté immanente à la nature vivante. Il inclut le pouvoir curateur dans le corps lui-même, le désigna comme une propriété de sa substance. Ce corps misérable et précaire, sujet au mal, en même temps qu'il avait reçu le don de vie, avait reçu celui de défendre sa vie. Le médecin ne se reconnut désormais d'autre rôle que de favoriser l'exercice de ce don naturel, en se manifestant au temps marqué par la nature et en empruntant le secours de produits issus eux-mêmes de la nature, celui des herbes et des pierres.

Ce fut un événement sans équivalent dans l'histoire

de notre art, le plus grand certes de tous ceux qui ont signalé son évolution. Il ne date pas d'hier, comme le supposeraient les naïfs, au gré desquels l'homme n'aurait appris à comprendre le monde et à se le soumettre que depuis deux ou trois générations et qui voudraient faire commencer la médecine avec Pasteur et Claude Bernard, sinon avec Kendall et Fleming. Cet événement date du Ve siècle avant notre ère et il eut pour théâtre un îlot des Sporades méridionales. Étonnante subversion et qui s'accomplit dans ces climats prédestinés où la lumière et l'intelligence paraissent l'une l'autre s'engendrer, au bord de cette mer qu'on pourrait croire faite pour servir de berceau à des naissances d'Anadyomènes. C'est là, sur une pure roche cernée par les écumes de l'Égée, que l'homme pour la première fois regarda son corps à la clarté de sa raison.

Dès lors le miracle qui passait pour le mode habituel, sinon constant, de cure favorable, devint l'exception et les enseignements de l'école de Cos allèrent jusqu'à en proscrire le concept des démonstrations de la médecine authentique. Dans le traité hippocratique *des Airs, des Eaux, des Lieux,* nous lisons : « Chaque maladie a une cause naturelle et sans cause naturelle aucune ne se produit [2]. » A la causalité lointaine des âges prélogiques, dérobée au delà des apparences, dans les cryptes interdites du monde sensible, s'est substituée une causalité immédiate et directement intelligible. Un fait connaissable ne saurait dériver que d'un autre fait connaissable, sinon connu. La guérison, comme la mort, a perdu ses attaches avec le mystère; toutes deux ont pris rang de phénomènes, insérés dans la trame des déter-

2. Ἕκαστον δέ ἔχει φύσιν τῶν τοιουτέων, καὶ οὐδὲν ἄνευ φύσιος γίγνεται. *Des Airs, des Eaux, des Lieux,* 22.

minations universelles, engagés dans l'épaisseur de la nécessité. En elles ne s'expriment plus des intentions, libres, versatiles parfois, et dont une prière insistante peut à l'occasion fléchir les décrets; en elles se traduit la résultante d'opérations physiques, que seule a licence de modifier la raison humaine, informée par l'expérience et armée par la science des rapports naturels.

A vrai dire, la raison humaine ne saurait oublier qu'elle est à soi-même un mystère. Elle n'a pas le droit de détourner ses regards de ce miracle permanent qu'est sa propre existence, ni de cet autre miracle que manifeste à chaque instant autour d'elle le spectacle d'un univers objectif et distinct et qu'elle détient cependant l'étrange pouvoir de comprendre et d'expliquer. La parfaite adéquation de l'intelligence avec les choses, le fait que la matière obéit à des lois qui sont celles mêmes de notre esprit et répond docilement aux sommations de notre volonté, apparaissent, pour qui veut bien réfléchir, comme des prodiges auxquels l'accoutumance seule nous permet de refuser ou de mesurer notre étonnement. Rien ne prouve au demeurant que ces prodiges ne trouveront pas leur terme. Les progrès mêmes de la science, ses investigations dans les infrastructures de l'atome par exemple, nous laissent pressentir qu'au delà de la zone du connaissable s'étendent d'autres mondes où les lois physiques cessent d'être applicables et où les rapports de la cause à l'effet échappent non seulement au contrôle de nos sens, mais à celui de notre entendement. L'univers intelligible n'est sans doute que l'un des univers possibles et le réel déborde infiniment le rationnel.

En conséquence, quelle raison se sentirait suffisamment assurée d'elle-même pour nier qu'on pût guérir

contre la raison ? qui oserait édicter qu'un appel de malheureux ne rencontrera jamais derrière l'écran des apparences une miséricorde pour lui répondre ? Entre la pensée créatrice et la créature, entre une puissance d'amour et une supplication personnelle, pourquoi ne s'établirait-il pas quelquefois une relation directe, une manière de court-circuit par lequel serait abolie la longue succession d'actes déterminés qui d'ordinaire unissent la cause suprême aux événements de notre chair ?

Ainsi formulées néanmoins, de telles questions courraient risque de demeurer à jamais en suspens, de telles propositions se révéleraient à la fois irréfutables et indémontrables et nous n'instituerions qu'un débat illusoire aux yeux de ceux que la nature ou l'éducation ont frustrés du sens du mystère. Un médecin est invité par sa pratique même à s'ouvrir vers le problème considéré d'autres accès. Son lot est de voir, autour de lui, beaucoup mourir, mais aussi beaucoup guérir, qu'il s'attribue le mérite de la guérison ou en juge avec davantage d'humilité. Or, parmi ces guérisons, il s'en trouve plus d'une qui déconcerte sa science et que sa raison même n'avoue pas. Ce sont ces *guérisons inexpliquées* qui appellent notre examen. C'est ce résidu de l'enquête rationnelle sur lequel il nous appartient de nous interroger [3].

3. Dans le texte complet de cet exposé nous montrons ici par quelques exemples qu'il y a lieu de réserver la part de prétendues « guérisons inexpliquées », où l'analyse ne découvre qu'erreur de diagnostic ou d'interprétation. Nous tentons de préciser, d'autre part, selon quelle mesure on peut attendre de la médecine une définition des maux incurables. Sont examinés enfin les cas de guérisons de maux réputés incurables, ainsi que les cas où la guérison de maux spontanément curables s'accomplit suivant des modalités anormales (réparations instantanées, dissociations entre la reconstitution anatomique et la restauration fonctionnelle).

On ne saurait, nous semble-t-il, considérer les guérisons inexpliquées indépendamment des circonstances qui les entourent et souvent leur prêtent un sens nouveau. Certaines, à vrai dire, se produisent de façon fortuite et rigoureusement inconditionnelle : l'enquête scientifique ne peut qu'enregistrer leur incidence, comme un témoignage de ses limites. Lorsqu'il est donné à un observateur d'assister à un phénomène qu'il ne comprend pas, les règles de la méthode l'invitent à prendre scrupuleusement note du déroulement des faits, en réservant son jugement. Les archives de la connaissance sont ainsi pleines de documents inutilisables, comme le littoral des mers se couvre d'informes épaves, sans cesse reprises et rejetées et pareillement répudiées de la terre et des eaux.

Mais le propre de beaucoup de ces guérisons inexpliquées, c'est précisément de ne pas se manifester comme fortuites, c'est précisément de répondre à une attente, c'est précisément de poser, en face de nous et de notre angoisse, *un signe*. Entre les inintelligibles débris que son pied écrase sur le sable du rivage, le promeneur distingue soudain, venu des abîmes, un objet que sa raison serait tentée d'exclure, mais qui porte en lui la plus étrange ressemblance, puisque, procédant de l'obscur caprice de l'eau mouvante, il ressemble à une pensée.

Considérations indignes d'une science authentique, dira-t-on. Est-ce donc méthode digne d'une science authentique que celle qui s'interdit d'examiner un phénomène dans sa totalité, refuse de s'interroger sur ses conditions et l'isole du contexte psychologique dans lequel il s'insère naturellement ? Nombre de guérisons inexpli-

quées revendiquent un caractère commun : elles sont *demandées* et se produisent au moment même où elles sont demandées. Elles supposent un appel. Elles se présentent comme des *réponses*. An nom de quelle science nous dénierait-on le droit de les étudier en tant que telles ?

Qui dit miracle ne dit pas seulement prodige. Le propre du miracle, c'est d'inclure le prodige, le phénomène biologique de la guérison indue, dans un événement d'une autre nature, un événement spirituel qui confère à la régénération du corps la valeur d'un signe [4]. Un être marqué pour la dégradation et la mort se sent soudain transformé en objet de grâce et de dilection. Dans le bouleversement de sa chair délivrée il éprouve la certitude d'une présence et d'un amour, le même amour qui créa les mondes et qui, en lui et pour lui seul, ressuscite brièvement l'élan créateur originel. Le paralytique qui jette ses béquilles et se lève et marche n'est plus alors simplement un infirme admis à redevenir valide; il est un homme qui fait au plus intime de son existence organique l'expérience du divin. Il est un témoin. Il témoigne par sa force et sa santé recouvrées, comme le martyr témoigne par l'effusion du sang.

Ainsi, le miracle, s'il relève, en tant que *prodige,* de l'observation scientifique, en tant que *témoignage* n'appartient plus à l'ordre de la raison, mais à l'ordre de la connaissance mystique. C'est pourquoi il apparaît comme un signe de contradiction et toujours rencontrera des incrédules.

Sur la réalité même du prodige, nous pouvons nous

4. « Ce qui fait la singularité du miracle, c'est qu'il s'insère toujours dans un contexte religieux. Sans une ébauche de prière, il n'y a point de miracle » (J. Lhermitte).

flatter de forcer la conviction des incrédules. De fait, rares deviennent les négateurs, ceux qui n'aperçoivent dans le miracle que fraude et duperie, ceux qui tiennent les guérisons anormales pour illusoires, soit qu'ils contestent l'organicité du mal qu'ils assimilent à une simple névrose, soit qu'ils récusent le fait même de la guérison. Il nous est permis aujourd'hui d'affirmer, à la lumière d'une expérience objective, que l'on peut voir de loin en loin guérir des maladies que les règles de l'enquête scientifique invitaient à dénoncer comme incurables. Il nous est permis d'autre part d'administrer la preuve que, plus d'une fois, ces guérisons se sont opérées selon les modes inhabituels, si par exemple elles ont obéi à un rythme anormalement rapide. Au surplus, nous ne nous évaderons pas du domaine des observations vérifiables en remarquant que ces guérisons insolites ne se produisent pas au hasard, mais qu'on enregistre leur surprenante multiplication dans des lieux et des circonstances déterminés, aux abords de telle grotte pyrénéenne ou sur le tombeau de tel personnage révéré et aux heures où se pratiquent des exercices de caractère religieux.

Mais les incrédules ne se sentiront aucunement contraints de dépasser les termes de cette démonstration, pour conclure du prodige au témoignage, du phénomène errant à la preuve de l'initiative divine. Les faits déconcertants qui leur sont soumis, manifesteront à leurs yeux l'action de facteurs internes, encore inconnus : « La foi guérit », disait Charcot; de fortes représentations mentales peuvent imposer une déviation aux mouvements de la vie organique, disent les adeptes de la psychosomatique. Que leur répondre ?... Tout au plus pourrions-nous observer que, de tant de malades exaltés

par la même foi qui guérit et rassemblés dans la même supplication frénétique, il en est seulement quelques-uns qui bénéficient de l'énigmatique faveur curatrice. La foi n'est donc pas raison suffisante pour guérir, et que penser des cas où guérissent des esprits forts et où c'est la guérison qui anticipe la foi et la suscite ?

A vrai dire, nos incrédules, en portant les guérisons inexpliquées au crédit des forces inconnues, font eux-mêmes à leur insu acte de dévotion au mystère; ils dressent dans leur pensée des autels aux dieux ignorés. Mais nous ne saurions les convaincre par raison démonstrative, s'il leur agrée de croire que des idoles parées de vocables scientifiques valent mieux qu'un dieu vivant.

Il n'est rien par quoi notre jugement se sente plus décontenancé, que de voir évoluer côte à côte, dans la même société et sous des apparences identiques, deux espèces humaines que l'on croirait irréductiblement différentes l'une de l'autre, les hommes pour qui Dieu est un besoin et les hommes pour qui Dieu est un scandale.

A ceux-ci la science ouvre un véritable lieu d'asile. Ils ont peur du surnaturel comme d'un inconfort. La science leur offre le refuge d'un monde clos, rassurant, mesuré, étiqueté, où il fait bon attendre sans remords, sans effroi, sans aventure, cette heure de la cendre qu'elle a mission de garantir. La science représente le meilleur contrat d'assurance contre les risques de la vie éternelle.

Ce problème de la démonstration scientifique du surnaturel appelle peut-être, pour terminer, des réflexions plus précises.

La science se propose la connaissance des phéno-

mènes naturels et de leurs rapports. Elle vise à établir la dépendance de chacun d'eux à l'égard d'antécédents nécessaires, dont il procède selon des lois constantes. Déclarer dès l'abord d'un phénomène qu'il ne relève pas des catégories naturelles et qu'il échappe à toute détermination, c'est le retrancher de l'appartenance scientifique, c'est en interdire ou, tout au moins, en déconseiller l'examen au savant.

Sans doute la science définit-elle ce phénomène par le fait même qu'elle l'exclut; elle le définit comme une exception à l'ordre dont elle formule les règles. Si la science pouvait passer pour achevée, l'acte de rejeter un phénomène de ses cadres suffirait à doter celui-ci d'un caractère préternaturel. Mais qui oserait contester que la science est encore en devenir? Viendra-t-il un jour où les savants pourront se flatter d'avoir fourni un dénombrement complet de tous les faits naturels? Il leur faudrait dominer la nature entière pour acquérir le droit d'affirmer qu'un fait ne ressortit pas à la nature.

Rien ne garantit donc que l'exception d'aujourd'hui ne prendra pas place demain dans un nouvel ordre dont les lois restent à découvrir. « Ce qu'on appelle actuellement exception, dit Claude Bernard, est simplement un phénomène dont une ou plusieurs conditions sont encore inconnues. » Un incrédule trouvera donc toujours de bonnes raisons pour refuser son assentiment au miracle et, même en avouant le prodige, récuser le témoignage.

Mais, si les essais de démonstration scientifique du surnaturel éveillent d'invincibles défiances chez les incrédules, ils ne laissent pas de répugner aussi à nombre de croyants. Espérer de phénomènes sensibles et contingents une connaissance plus exacte des vérités éternelles,

atteste une foi abusive dans la science elle-même. Les prétendues lois biologiques en particulier ne comportent pas un degré de certitude suffisant pour que les infractions à ces lois puissent être tenues en toute rigueur pour inconciliables avec les possibilités de la nature. Une « loi » n'exprime rien d'autre que l'effort provisoire tenté par l'esprit humain pour s'incorporer les données d'une expérience sans cesse révocable. Il ne convient pas que l'acquiescement à un message qui dépasse les conditions présentes de notre vie, soit condamné à dépendre de la matérialité de phénomènes, ni de leur interprétation, toujours muable au gré des alternatives de notre science [5].

Au surplus, autant qu'il nous est permis d'en juger, les intentions providentielles paraissent proscrire le dessein de dégager des faits présumés surnaturels une leçon d'évidence. La reconnaissance de leur caractère surnaturel suppose, non point une obligation assignée à la raison, et valable pour l'unanimité des raisons, mais une libre adhésion des âmes, voire une grâce que chacun doit mériter et qui ne saurait donc être le partage de tous.

Un Dieu sensible à tous ne serait plus un Dieu. C'est en un Dieu caché que nous plaçons notre foi et, pour se révéler de loin en loin, il n'en demeure pas moins caché. Car il ne se révèle pas à notre raison, mais à une part de nous-mêmes qui le conçoit sans le comprendre. Peut-

5. « Un croyant pénétré du sens évangélique pourrait être scandalisé s'il voyait, dans les lieux de pèlerinage qu'il révère et où il va prier, la figure symbolique de la Science, armée de tous ses appareils, se raidissant dans une attitude critique et ne s'avouant vaincue que lorsque les témoignages les plus objectifs, les plus indiscutables, lui auront été livrés par une technique parfaite et après une analyse qui se veut impitoyable » (J. Lhermitte).

on imaginer que le premier venu rencontre Dieu par hasard sur sa route, comme on trébuche sur un caillou ? Qui le rencontre, toujours était attendu.

Un acte miraculeux déterminé est fait pour répondre à un appel déterminé. Il s'adresse à une seule créature. Il est le terme d'un seul désir. Il porte la preuve d'une élection, d'une adoption. Il ne se sépare pas du colloque entre une infinie charité et une imploration personnelle.

Certes, les médecins n'ont point à s'interdire d'appliquer leur étude aux faits miraculeux, ne fût-ce que pour enrichir leurs propres tentatives d'expérience du divin et celles des âmes de bonne foi. Mais ce serait un leurre de leur part que de s'évertuer à déduire de cette étude les vérités notoires et publiques, dont nul n'aurait licence de douter.

Les révélations suprêmes ne concluront jamais une enquête conduite par les seules voies de la raison. Elles s'expriment par nécessité en termes obscurs. Elles sont le prix de la nuit. La clarté dont s'illumine, au bout de cette nuit, le mystérieux royaume, est encore ténèbres aux yeux qui ne savent voir que dans la lumière de l'évidence.

Rappelons-nous l'avertissement évangélique (Mat., 13, 13) : « Je leur parle en paraboles, pour qu'en voyant, ils ne voient pas et qu'en entendant, ils n'entendent ni ne comprennent. « Le langage des miracles est semblable à celui des paraboles.

A ceux qui le suivaient en foule, autour de la mer de Tibériade, dans l'attente de ses miracles, le Christ, un jour, déclara : « Vous me cherchez, non parce que vous avez vu des miracles, mais parce que vous avez été rassasiés. » (Joh., 6, 25.) Quand un corps de malade est

admis au bienfait d'une guérison miraculeuse, ce qui surtout importe, ce n'est pas ce corps libéré du mal, ce n'est même pas qu'autour de lui des intelligences soient convaincues, ni des curiosités satisfaites, c'est que des âmes soient transformées et plus rassasiées de Dieu que ne l'étaient les foules galiléennes par la multiplication des poissons et des pains.

La conception scientifique de la guérison néglige un élément essentiel; elle omet de s'informer des préparations et des retentissements psychologiques de cette guérison; elle ne s'avise pas que, dans certaines conjonctures, la subversion et la délivrance des corps se bornent à figurer, comme des signes, et à dénoncer, comme des preuves, une autre subversion et une autre délivrance, celles des âmes. Par là se justifie ce que le miracle pourrait avoir d'offensant au regard de la raison. Quand les incrédules refusent d'admettre qu'une souveraine intelligence se prête, pour complaire à l'une de ses créatures, au jeu puéril de déranger l'équilibre des lois dont elle-même institua la permanence et la généralité, ils méconnaissent que, dans l'économie secrète de l'univers, le salut d'une seule âme l'emporte peut-être infiniment sur le respect d'une loi naturelle.

Si le miracle est toujours, entre les hommes, sujet de noise et de scandale, c'est qu'en effet par lui se renouvelle un insoluble conflit, celui des justes et des compatissants.

Le premier mouvement de beaucoup postule un monde physique régi par l'idée de justice. Qu'attendaient du soleil les Anciens, sinon déjà qu'il fût juste? « Si le soleil s'écartait de sa route, les Erinnyes le rappelleraient à l'ordre », disait Héraclite d'Ephèse. Le grain qui germe au retour de la saison, la mer soumise à la loi

du solstice, l'alternance inévitable des biens et des maux, la cadence des heures et la marche des âges, comme les immuables figures que posent au bord du ciel le Compas, le Sextant ou la Balance, tout répétait au sage le grand précepte de justice, qui fait qu'un être ne saurait persister dans la plénitude de son être sans consentir aux commandements de la Nécessité.

Mais il est un autre commandement et qui surpasse encore celui de la justice; ce commandement, la révélation chrétienne en est venue insinuer l'exigence au cœur de la création, le commandement de l'amour. Nous faisons désormais un mérite au soleil de parfois s'écarter de sa route, de savoir être injuste, pour condescendre à l'appel d'une douleur humaine. Nous découvrons que, dans nos corps eux-mêmes, la grâce peut triompher de la nécessité. Par le miracle, l'esprit de charité se substitue à l'esprit de justice dans les ressorts de la nature.

Aura-t-il un terme, ce débat de la justice et de la charité, ce débat qui nous divise irréductiblement et qui porte, on le comprend maintenant, sur une physique aussi bien que sur une morale? Toujours il se trouvera des hommes qui opteront pour l'univers-machine et toujours des hommes qui opteront pour l'univers-pensée, les uns qui, derrière les phénomènes, se plairont à discerner des rouages, et les autres, des intentions.

Mais qui croit à l'univers-pensée, n'a pas besoin de rencontres exceptionnelles pour sentir quelqu'un à ses côtés, quelqu'un qui l'épie, qui l'écoute, qui le conforte, qui l'attend, le compagnon et l'ami, de tous les jours et du jour éternel. Pour celui-là chaque minute devient merveille, chacune apporte avec elle son miracle. Chaque fois qu'un bourgeon se déploie, chaque fois

qu'un rayon filtre entre les nuages, chaque fois qu'un enfant jette sur les choses son premier regard, chaque fois qu'un signe de beauté est tracé sur une muraille ou inclus dans la trame d'un poème, chaque fois c'est Dieu qui descend sur la terre, et au plus secret de nous-mêmes, une promesse qui s'accomplit. Je doute qu'il y ait quelque part une raison assez sûre de sa vérité pour bannir du monde l'espérance et nous interdire d'entendre à travers l'espace le chant de la divine merci.

MARCEL SENDRAIL.

Les Signes du temps

Détente psychologique à Genève

Indépendamment des résultats concrets, on peut considérer la conférence des quatre Grands de Genève comme un succès, sans qu'il soit justifié de cacher la réalité des oppositions fondamentales entre l'Est et l'Ouest derrière un optimisme béat chargé d'illusions. Ce succès de la rencontre réside dans une nette amélioration psychologique du climat international. Les Etats sont jusqu'à nouvel ordre capables de constater leurs divergences sans continuellement mettre en doute leur bonne foi réciproque et sans se reprocher des visées agressives susceptibles de déclencher des hostilités par des réactions de peur ou des imprudences préventives. La détente modèle 1955 n'a peut-être pas rapproché le monde de l'harmonie, de la coexistence ou d'une paix véritable, mais elle semble avoir éloigné très sensiblement le danger de guerre jusqu'au prochain tournant des événements, dont le déroulement reste malheureusement imprévisible.

Néanmoins, un long chemin sépare encore la solution des problèmes litigieux de la détente psychologique, qui n'est, au fond, pas plus que la disposition réciproque d'admettre comme hypothèse de travail que l'adversaire d'hier — qui pourrait devenir le partenaire de demain — n'est pas nécessairement de mauvaise foi.

Avec beaucoup de clarté, le maréchal Boulganine a d'ailleurs déclaré qu'il faudra faire travailler le temps pour faciliter les accords sur les points les plus controversés et les plus essentiels, dont, en premier lieu, l'unité allemande. A cet égard, la délégation soviétique a fait preuve à Genève d'un plus grand réalisme qu'une partie de la presse occidentale qui a jugé bon de laisser croire à ses lecteurs que des décisions sensationnelles pourraient à la fin de cette première rencontre des quatre chefs de gouvernement inonder l'humanité d'une nouvelle aurore de la paix.

A travers la cordialité des discussions, qui avait son origine beaucoup plus dans les cerveaux que dans les cœurs, les oppositions de thèses se sont manifestées avec une netteté impressionnante. Pour le moment, l'Union Soviétique n'a pas la moindre intention de consentir à l'unification de l'Allemagne sans le départ des troupes américaines de l'Europe. Pour elle, l'unité de l'Allemagne est la consécration de la coexistence et non pas son point de départ. Afin que cette consécration soit concevable, il faut que sa sécurité soit assurée selon ses idées, à la fois par le démantèlement du système occidental de défense et par un désarmement avec neutralisation de la bombe atomique. Du côté occidental, personne ne songe à payer un tel prix pour l'unité allemande et la coexistence. L'Organisation du Pacte Atlantique avec son prolongement, c'est-à-dire l'Union de l'Europe Occidentale, instrument du réarmement allemand, est considéré par lui comme intouchable. L'art de la diplomatie consistera désormais à consolider la paix entre ces deux thèses opposées en cherchant des aménagements partiels susceptibles de renforcer la confiance en la bonne volonté réciproque et de convaincre les hommes de la possibilité d'une paix véritable.

ALFRED FRISCH.

Les chances des quatre Grands

La conférence de Genève tient du Tour de France et du Festival de Cannes. Il y a des vedettes et des sourires. On travaille pour l'homme de la rue à qui on a promis la venue du père Noël. Les laboratoires de la télévision genevoise préparent soixante émissions par jour. Les Moscovites pourront voir comment leurs hommes d'Etat roulent en voiture découverte et se font acclamer par le bon peuple de Genève. Mais peut-être risquent-ils de se demander pourquoi ils ne font pas de même à Moscou ?

Le centre d'intérêt est évidemment la délégation soviétique et sa composition. Pour la première fois depuis le commencement de l'ère Khrouchtchev, le camarade Mikoïan n'est pas du voyage. En revanche, il y a le maréchal Joukov, presque un revenant. Molotov, vieux cheval de bataille, est flanqué de Gromyko, spécialiste du *niet*. Mais le porte-parole de ce collectif diplomatique est le maréchal Boulganine. Khrouchtchev, théoriquement le maître du groupe, est contrairement à son habitude d'une discrétion exemplaire, du moins en public. Il n'en est sans doute pas de même dans les réunions que tient ce collectif, car toutes les tendances du parti s'y affrontent. Khrouchtchev est partisan d'un jdanovisme nouvelle manière. Il croit que l'Occident ne résistera pas à la longue à une offensive du sourire détendu et du neutralisme. (Sur un autre plan, il s'entend à user d'autres moyens comme vient de le montrer récemment le congrès militaire pan-allemand réuni à Berlin-Est et où, sous la présidence du maréchal Paulus, des généraux S.S. et des chevaliers de la Croix de fer ont eu la vedette en réclamant la collaboration avec les Russes.) Des succès extérieurs lui sont néces-

saires pour rendre au parti toute son importance. Il partage l'avis des maréchaux *dynamiques* Vassilievski et Koniev qui, loin de craindre la guerre, estiment que toutes les chances seront du côté soviétique le jour où l'Amérique aura abandonné l'Europe. De là au mois de mai dernier le congrès des écrivains *militaires* et certains articles fort guerriers publiés ces temps-ci dans la *Pravda* et les *Izvestia*. Le maréchal Joukov n'est pas loin de considérer pareille politique comme une aventure dangereuse. Il a conscience des difficultés intérieures de l'U.R.S.S. et notamment de la gravité que revêt la crise agricole. Il sait également que le parti est devenu assez parasitaire et que c'est de l'armée que la nouvelle bourgeoisie attend secrètement la réalisation de ses espoirs qui sont la sécurité personnelle, des échanges avec l'étranger en vue d'une évolution normale de l'économie, la paix. Malenkov et Mikoïan s'identifient également de plus en plus avec la nouvelle bourgeoisie, comme Béria a d'ailleurs essayé de le faire en accordant une amnistie et la promesse d'une réforme du code pénal. Mais le parti n'entend pas mourir de sa belle mort, il essaie avec Khrouchtchev de surmonter la crise que la mort de Staline a rendu aiguë. Voilà pourquoi il lui importe au plus haut point de remporter à Genève une victoire diplomatique comparable à celle qu'il a enregistrée l'année dernière dans la même ville.

En ce deuxième jour de la conférence, il n'est pas facile de prévoir si la victoire luira cette fois-ci. Eisenhower, en s'adressant directement à Joukov, a montré qu'il n'ignore pas le rapport des forces au sommet soviétique. Et Boulganine, en avouant franchement qu'il préfère ne pas discuter des élections allemandes et de la réunification parce qu'il mise sur le facteur temps en cette matière, s'est prononcé pour le *statu quo* européen afin de faciliter le cas échéant un rapprochement russo-américain ou tout au moins la

transformation de la conférence des quatre Grands en celle des deux Grands. Les Américains sauront-ils éviter ce piège ? Et les Occidentaux comprendront-ils que c'est en restant fermes qu'ils travailleront pour la paix ? Un jour on verra que c'est en cédant l'année dernière à Genève que les Occidentaux ont facilité la chute de Malenkov. S'ils savent cette fois-ci maintenir leurs revendications essentielles, ils ouvriront la voie, à Moscou, à des hommes qui ont une plus saine vision de la situation des forces dans le monde et avec qui il sera beaucoup plus facile de se mettre d'accord sur une coexistence vraie.

JEAN ROUNAULT.

La guerre et la paix à Helsinki

La vérité oblige à dire que, du haut de l'estrade présidentielle, les assises mondiales de la paix d'Helsinki (en juillet dernier) semblaient plutôt une réunion des peuples asiatiques, océaniens et africains, à laquelle on aurait invité de surcroît quelques représentants de l'Europe. Dans le lointain, les taches sombres l'emportaient : Chinois, Indochinois, Hindous, Arabes, Noirs, dessinaient un monde bariolé, pittoresque, prodigieusement vivant, remuant et, dans un sens abusivement élargi du mot, oriental. Somme toute, le monde qui a faim, qui manque de capitaux, d'hôpitaux, de routes, de techniciens, qui (dans le jargon d'aujourd'hui) est insuffisamment développé, ce très vieux monde qui se réveille était là pour exprimer ses besoins, ses aspirations à une vie nationale rénovée et, subsidiairement, ses intentions pacifiques.

Cet autre monde, on l'apercevait de son dedans et non pas au cours des représentations qu'il donne de lui-même comme dans telle assemblée des Nations Unies, par exemple face au monde des riches américano-européens. Vue saisissante,

pour qui la contemple la première fois, de tous ceux qui ne peuvent se payer le luxe de la liberté individuelle, ou tout au moins hésitent à la maintenir ou à la placer au premier rang de leurs préoccupations et qui s'ébattent entre eux, dans la seule présence de celui qui semble bien être leur inspirateur, leur guide, leur chef, le Russe soviétique. Ainsi, dans cet au-delà, l'U.R.S.S. joue un rôle éminemment classique. Elle est l'Européen, le Blanc, le porte-respect des valeurs traditionnelles de la raison, des acquisitions définitives de la civilisation, des Grecs, des Latins, de Newton, de Kant (de Karl Marx), de la raison d'État, de ses multiples et atroces déviations (mais, elles aussi, classiques : on en a vu d'autres au temps de Louis XI) face à la magie coloniale.

Paradoxe, dira-t-on ? Voire, si l'on veut bien songer à la Chine démocratique et populaire qui, elle aussi, est là. Le Russe est écouté, sa force est reconnue, ce qu'il apporte est estimé en Orient; mais le Chinois, quelle acclamation d'amour l'accueille à la tribune! Celui-là en est vraiment, des nôtres, pense chacun, sans l'opposer encore, bien sûr, à son camarade moscovite. Et le souvenir viendrait, au spectateur de Sirius, du fameux péril jaune dont on parlait tant à la belle époque, aux alentours de 1900. Souvenir trop facile ou prématuré, peut-être, puisque ce Chinois semble principalement préoccupé (comme finalement toute l'assemblée) du problème allemand!

JACQUES NANTET.

Vers la liquidation du « maccarthysme »

Le maccarthysme est une phobie. Les États-Unis se sont crus à la veille d'être envahis; ils ont vu partout une cinquième colonne. Pour les empêcher de s'engourdir en suivant leur pente naturelle, la propagande a volontiers exagéré le péril; des exercices spectaculaires de défense passive, encore aujourd'hui, entretiennent autant que possible un climat d'insécurité. Mais

la suspicion généralisée, excellent atout pour les démagogues, sape par la base le sang-froid et l'unité morale nécessaires à une action virile. Beaucoup d'Américains le reconnaissaient. De plus en plus nettement le président Eisenhower s'éloignait des extrémistes. Trois sénateurs seulement ont voté avec M. McCarthy, lorsqu'à propos de la conférence des Quatre il a tenté de faire obstacle à sa politique extérieure. Et dans le même temps, toute une série de verdicts rendaient justice aux victimes des tracasseries policières.

Cela a commencé par la démission de M. McLeod. Ce haut fonctionnaire, chargé de faciliter l'entrée des réfugiés européens, a jugé sa tâche paralysée par les exigences de l'immigration, et l'a quittée avec fracas : il s'agit d'obtenir que les intentions du législateur soient respectées, et qu'un filtrage arbitraire ne réduise pas à quelques dizaines les bénéficiaires des visas spéciaux qui avaient été prévus par milliers. Dès à présent on annonce une simplification des formalités pour les visas ordinaires.

L'esprit primitif des mesures de sécurité a paru aussi gravement altéré dans le cas des « associations subversives ». Cette notion remonte à la guerre. Le ministère de la Justice avait dressé une liste de groupements totalitaires dont les adhérents devaient être exclus des postes intéressant la défense nationale; il l'a complétée à plusieurs reprises en insistant sur le totalitarisme rouge. Il est arrivé ce qui devait arriver : la simple appartenance, fût-elle passée, à ces groupements, a suffi pour se voir classer parmi les suspects et bannir d'une administration officielle quelconque ou même de l'industrie privée. Un sous-comité du Sénat vient de s'en émouvoir. Affirmant que le public se méprend sur la nature et l'objet de la lutte, il demande qu'on les précise dans chaque cas, afin de permettre une estimation intelligente des risques, et recommande qu'on ne puisse rejeter un candidat sans l'entendre : cela

semble élémentaire; mais jusqu'ici cette faculté de se justifier contre des accusations souvent anonymes et ignorées n'était accordée que dans le cas d'une révocation.

Même communiste, doit-on se voir interdire le voyage à l'étranger? Le Département d'État en jugeait ainsi. Au droit de refouler les étrangers indésirables faisait pendant celui de refuser un passeport au citoyen dont les déplacements semblaient contraires à l'intérêt national. Le caractère abusif de ce pouvoir discrétionnaire est apparu au grand jour dans l'affaire d'Otto Nathan, exécuteur testamentaire d'Einstein, qui, en raison de très anciennes amitiés d'extrême-gauche, se voyait empêché de se rendre à Berne pour un Congrès scientifique. La Cour d'Appel des États-Unis a donné tort à l'autorité compétente, qui s'est inclinée. Mais la même Cour d'Appel est allée plus loin dans l'affaire Schachtman. Il s'agit d'un trotskyste avéré, président d'une Ligue socialiste indépendante. Depuis six ans il demande à le faire effacer de la liste prohibée, et n'obtient même pas audience; depuis trois ans et demi il sollicite vainement un passeport. Statuant au fond, la Cour d'Appel unanime a décrété que le droit au voyage est un droit naturel, dont nul ne peut se voir privé arbitrairement, et qu'une liste établie pour vérifier le loyalisme des fonctionnaires, insuffisante d'ailleurs à en décider seule, ne peut valoir pour empêcher quelqu'un de se rendre outre-mer.

Il n'en fallait pas tant pour s'attirer des ennuis. Les chasseurs de sorcières imputaient à crime une erreur d'appréciation sinon même une prophétie exacte mais déplaisante. Les spécialistes de l'Asie ont été traités en responsables de l'effondrement de Tchiang-Kaï-Chek, pour peu qu'ils aient tablé d'avance sur cet effondrement ou parlé des communistes chinois sans hostilité. Le plus connu d'entre eux, M. Owen Lattimore, s'est vu inculper de parjure pour avoir démenti sous serment

qu'il fût un sympathisant des causes communistes : une telle inculpation de parjure a souvent permis de frapper des hommes autrement impossibles à convaincre d'actes délictueux. Mais qu'est-ce qu'un « sympathisant des causes communistes »? Un magistrat, le juge Youngdahl, soutenu par la Cour d'appel, a jugé à bon droit que l'accusation manquait de clarté; il a écarté de même, en janvier dernier, un nouveau texte incriminant M. Lattimore d'avoir « suivi la ligne communiste et promu des intérêts communistes ». Le procès reposait sur d'autres faits encore, plus précis à ce qu'il semblait : avoir su que tel ou tel collaborateur était communiste; ils comptaient si peu cependant à côté de l'accusation générale que le gouvernement, débouté sur cette dernière, a renoncé aux poursuites.

Parallèlement, un diplomate de carrière, M. John Stewart Service, renvoyé en 1951 par M. Acheson — le maccarthysme n'a pas attendu l'avènement des républicains — après des attaques de M. McCarthy et malgré six enquêtes favorables sur son loyalisme, a obtenu des tribunaux que toute indication péjorative fût effacée de son dossier. Il n'est pas réintégré automatiquement dans les cadres, le Département d'État ayant en cette matière des pouvoirs souverains; mais il a une satisfaction morale, espère obtenir gain de cause ultérieurement, et les motifs de son renvoi sont annulés. De son côté, le Département de l'agriculture fait amende honorable à M. Ladéjinsky, autre victime des mêmes méthodes.

Certes l'atmosphère n'a pu changer instantanément. Au Sénat, l'ancien comité McCarthy, présidé maintenant par un démocrate, poursuit ses enquêtes sur les infiltrations communistes : il vient d'entendre un correspondant de radio, M. Winston M. Burdett, qui déclare avoir été jadis un espion rouge, et met en cause plusieurs journalistes; nul au surplus ne conteste qu'il y ait des agents ou des intrigues révolutionnaires, et que

l'État ait le droit de se protéger. Mais désormais on se montre beaucoup plus prudent avant de conclure. Et M. Grutzner, rédacteur au *New-York Times,* qu'a nommé M. Burdett et qui admet un communisme sentimental de jeunesse, s'étant vu reprocher deux dépêches envoyées de Corée et nuisibles, disait-on, à la sécurité nationale, le président du Comité sénatorial et le chef de presse des forces aériennes se sont empressés de reconnaître, informations prises, qu'elles n'avaient rien que d'inoffensif.

Une ère s'éloigne vraiment. Le jour semble prochain où les délateurs cesseront d'être crus sur parole, les soupçons non prouvés de briser les carrières, les opinions hétérodoxes de passer pour des trahisons. En tout cela le maccarthysme ramait à contre-courant de la tradition américaine. Mais c'est l'indépendance de la magistrature qui l'a sauvée. « Il y a des juges à Berlin », disait-on jadis : contre les phobies meurtrières et mensongères, nous savons désormais qu'il y a des juges à Washington.

AUGUSTE VIATTE.

L'Argentine entre Peron et l'avenir

La révolte du 16 juin ne fut point un complot clérical. Si les officiers de marine antipéronistes choisirent le lendemain de l'expulsion de Mgr Tato et de Mgr Novoa, et presque le moment même de l'excommunication proclamée par l'autorité catholique, pour déclencher le soulèvement contre le régime Peron, c'est que le paroxysme du conflit entre l'Eglise et le gouvernement leur sembla la condition favorable pour réaliser une opération, dont ni le dessein ni la prépa-

ration ne dataient de la veille. D'autant plus que dans un pays à liberté d'expression restreinte, le climat de *Kulturkampf* avait fait des manifestations du culte l'occasion d'exprimer au grand jour une opposition politique.

Les autorités religieuses argentines n'ont point toujours été anti-péronistes. Le régime a envers elles de sérieuses dettes de reconnaissance. Il est vrai que les faveurs initiales prodiguées à l'Église étaient faites pour inciter le clergé à s'accommoder d'un règne propice. Peron semblait disposé à consolider la situation légale du catholicisme comme religion d'État. L'instruction religieuse redevenait obligatoire, les écoles libres obtenaient subventions, droits et libertés.

Concessions accordées à un catholicisme apparemment peu dangereux, dont le degré de vitalité religieuse semble plus apte à calmer qu'à exalter. Jusqu'au jour où, face aux efforts « de réaliser l'unification morale, intellectuelle et physique du peuple selon les principes de la doctrine péroniste », l'Église apparaît comme l'obstacle le plus consistant à l'emprise totalitaire sur la jeunesse.

L'université s'agite. On s'efforcera de la mettre au pas. La Fédération Universitaire Argentine, foyer de l'opposition des étudiants en majorité hostiles au régime, est dissoute. Le corps professoral est épuré, et n'y gagne pas en valeur scientifique.

Peut-être plus grave encore est l'inquiétude gouvernementale devant la fondation d'une J.O.C., qui met en question la mainmise du péronisme sur les jeunes travailleurs, et manifeste les possibilités d'avenir d'une opposition ouvrière à un régime fondé sur l'appui du syndicalisme des travailleurs, centralisé par la C.G.T.

C'est, en effet, incontestablement dans le domaine des réalisations sociales que réside l'authentique mérite de l'expérience péroniste. Au-delà des accomplissements spectaculaires de la *Fondation Eva Peron,* le régime

péroniste a accordé aux ouvriers des améliorations multiples et réelles — qu'il s'agisse d'augmentations des salaires, de la réduction de la durée du travail, de la réglementation du licenciement, des conditions du logement, ou des assurances sociales. On a pu dire que la transformation sociale imposée par Peron donne à l'Argentine dans ce domaine « une avance de cinquante ans » sur les autres pays de l'Amérique latine. Et que cette méthode en vaut d'autres pour l'emporter sur le communisme.

Il est vrai que le mouvement des revenus réels ne confirme pas intégralement la hausse des revenus nominaux. Pays essentiellement agricole, l'Argentine est extrêmement sensible aux désastres atmosphériques qui, telles les sécheresses exceptionnelles de 1951 à 1953, bouleversent foncièrement sa vie économique. De surcroît, les travailleurs argentins, qui viennent de recevoir des avantages inespérés, non pas comme récompense d'une dure conquête, mais comme dons du démagogue paternaliste, semblent peu portés à concevoir que, à la longue, la distribution de tranches réellement toujours plus larges requiert la production de gâteaux toujours plus grands. Quoi qu'il en soit, les chances de prospérité et de croissance économique de l'Argentine ne semblent nullement compromises. Et les tendances inflationnistes sont loin d'atteindre l'ampleur catastrophique d'un écroulement du pouvoir d'achat et de la confiance des masses.

L'opposition au régime est multiple et divisée. Elle groupe dans son unité confuse des catholiques et des radicaux anticléricaux, des socialistes et des conservateurs. Si elle s'accorde pour préférer *la liberté* à la dictature présente, elle ne s'étend point dès qu'il s'agit de l'ordre à venir. Mais la commune aspiration vers une pratique plus démocratique de la « démocratie sociale » est une force qui compte, et avec laquelle le personnel gouvernemental se voit obligé de compter.

Comme au Proche ou au Moyen-Orient, en Amérique du Sud l'armée ne fait pas seulement de la politique : elle joue un rôle de suppléance, qui dans l'état actuel de la conscience civique des citoyens est loin d'être toujours néfaste. Il ne semble pas que l'armée argentine soit sur le point de se démettre ni de se soumettre. Il ne semble pas que pour autant l'avenir argentin soit bouché, et que le dépassement du péronisme soit condamné à n'être qu'une retombée.

JEAN GEMINIANI.

Le pacte de Bagdad s'étend vers l'Est

L'adhésion du Pakistan au pacte turco-anglo-iraquien, annoncée le 1er juillet par M. Mohamed Ali, ne constitue certes pas une surprise. Le réveil de l'esprit d'entreprise turc et la continuité d'une patiente action britannique, ces deux facteurs que nous évoquions ici même en avril et en mai, se sont harmonieusement conjugués pour assurer cette nouvelle étape de la réalisation des plans défensifs américains.

L'élan turc a donc triomphé des longues hésitations du Pakistan, qui naguère encore semblait préférer que son accession au pacte vînt couronner et compléter celle des États de la ligue arabe. Mais ces États, on le sait, sont demeurés obstinément réticents. L'adhésion pakistanaise, qui permet au pacte, désormais quadripartite, de constituer « un Conseil permanent au niveau ministériel », ne saurait faire oublier les échecs que cette « politique de défense » vient d'encourir au Levant.

La Turquie a cependant multiplié, auprès des pays arabes, des efforts qui ont souvent été jusqu'à la pression; mais ce fut en vain. Si divisée qu'ait paru, à certains moments, l'opinion syrienne, les gouvernements composites qui se sont succédés à Damas sont demeurés fermes; l'assassinat du colonel Melki, symbole de l'opposition militaire et nationale

aux projets iraquiens de « Grande Syrie », a d'autant mieux soulevé l'indignation publique qu'il a pu sans invraisemblance être imputé aux agents d'une puissance étrangère. Plus vulnérable peut-être, par son double attachement aux contacts occidentaux et à une union arabe sans exclusive, le Liban n'a pas moins résisté aux avances turques; la visite du président Bayar a suscité dans sa capitale des remous caractéristiques.

C'est que, selon l'excellent commentaire d'un quotidien de Beyrouth, « la rentrée du Turc sur la scène proche-orientale, en 1955, coïncide avec une nouvelle dispersion arabe... En surgissant ainsi au milieu d'un groupe de peuples aigris par de multiples échecs en Palestine, souffrant d'un complexe d'infériorité sur le plan du progrès technique et matériel, la Turquie nouvelle, auréolée d'une réputation de force et de dynamisme, ne pouvait que ranimer les souvenirs les plus pénibles... Avec une étonnante maladresse, au lieu de préparer ce retour dans le monde arabe par quelque geste positif d'amitié, la diplomatie turque a paru vouloir se substituer, non sans une certaine brutalité, à l'Occident avec lequel les États arabes poursuivaient, depuis 1948, un dialogue sans issue... On fera l'économie de beaucoup de crises en apportant [aux peuples arabes]... une association où ils ne risqueraient pas le tête-à-tête avec le Turc » (*L'Orient*, 6 mai et 16 juin 1955).

En se retournant du Levant vers le Moyen Orient, la coalition turco-iraquienne échappait à pareilles susceptibilités. Le Pakistan est musulman, mais non arabe; c'est aux Turcs de l'Asie Centrale, et en dernier lieu à l'épopée de Baber, qu'il doit son islamisation; le drame palestinien est pour lui lointain; en revanche, le Pamir et l'Asie russe sont tout proches, et l'Afghanistan n'offre nullement la sécurité d'un État-tampon.

Il faut en effet le remarquer : en annonçant son adhésion au pacte, le Premier Ministre du Pakistan a souligné l'échec des récentes tentatives de médiation entre Karatchi et Kaboul, opérées précisément par la Turquie, l'Iraq, l'Égypte et en dernier lieu par l'Arabie séoudite; il a même annoncé qu'il pourrait être amené à prendre « des décisions fermes... pour venger l'honneur du pays ». Il ne s'agit pas seulement, en effet, de l'insulte qu'aurait subie, le 30 mars, le drapeau

de l'Ambassade pakistanaise à Kaboul, mais du conflit aigu, ouvert dès la naissance du Pakistan, pour la souveraineté sur les tribus pathanes de la « Frontière du Nord-Ouest ».

Le gouvernement de Kaboul, qui fait du Pathanistan ou Pouchtounistan une « question d'Alsace-Lorraine », a vu son isolement accru par l'hostilité pakistanaise; depuis 1953, presque fatalement, il tend à composer avec son puissant voisin soviétique; les États-Unis lui en tiennent rigueur, et la Grande-Bretagne a toujours soutenu contre lui le parti du Pakistan, membre du Commonwealth. L'extension vers le Moyen-Orient du pacte turco-iraquien précise donc, plutôt qu'il ne l'allège, une situation locale déjà tendue; l'ambitieuse formule de cet instrument diplomatique ne semble pas plus devoir lui permettre d'atténuer le conflit du Pathanistan qu'il n'a pu aider, dans le Levant, à la solution du problème palestinien. Une fois de plus, les prévisions de la Défense Occidentale conçues en fonction de l'opposition Est-Ouest et transposées en Orient, ont quelque peine à s'ajuster aux nécessités particulières issues des conflits locaux.

PIERRE RONDOT.

La Démocratie chrétienne se garde à gauche

Le ministère Scelba n'est pas tombé, il s'est désintégré. Par habitude, il se maintenait, reculant chaque semaine l'issue douloureuse tout en se livrant à de pénibles polémiques avec le Quirinal. L'appel du président Gronchi au professeur de droit Antonio Segni a été un choix heureux qu'aucun démocrate sincère ne contestera; la situation parlementaire italienne ne permet malheureusement pas d'affirmer que M. Segni réussira beaucoup mieux que son prédécesseur, même si plusieurs souhaitent vraiment qu'un nouveau cours soit enfin donné à la politique italienne après dix-huit mois de quasi immobilisme.

La formule du quadripartisme permet seule depuis des années une relative stabilité et, sur ce point, le nouveau ministère ressemble étrangement au précédent, même sans

la participation des républicains qui accordent cependant le soutien.

Pietro Nenni ironise sur le « nouveau tri-quadripartisme » dont les contradictions devraient mûrir et éclater sous la pression de son parti. Nenni aurait été favorable, semble-t-il, à une autre formule un instant ébauchée : celle d'un tripartisme orienté à gauche, c'est-à-dire d'un ministère qui aurait rejeté la collaboration du petit parti libéral; solution que les syndicalistes démocrates chrétiens préconisaient à la suite des difficultés rencontrées au cours des tractations entre groupes de la majorité.

Les quatorze députés du parti héritier de la tradition giolittienne, le parti libéral italien, tiennent en main le sort de tous les ministères; ce redoutable privilège est dû à la laïcité de leurs principes non moins qu'à l'orthodoxie de leur doctrine économique. Certes, ce parti a bien sa propre gauche, lui aussi, mais il représente de moins en moins la fraction de la bourgeoisie consciente des droits et des devoirs de l'État pour s'identifier, chaque jour un peu plus, avec les supporters des grandes associations des industriels et des agrariens. En Sicile, lors des récentes élections régionales, son programme a été ouvertement celui de la contre-réforme agraire. Le secrétaire actuel du parti, M. Malagodi, ne mâche guère ses mots et ne cache pas ses sympathies; il symbolise les puissances avec lesquelles un démocrate chrétien soucieux de l'unité de son parti doit traiter puisque ces mêmes puissances ont aussi quelques hommes liges au sein du grand rassemblement électoral des forces catholiques.

M. Segni a donc traité avec M. Malagodi. Il a tenté de sauver et de prolonger « sa » réforme agraire (on sait que cette grande entreprise l'honore) en tâchant de reprendre en faveur des métayers et des fermiers ce que le « compromis Scelba » avait lâché et en désignant à l'agriculture le jeune Colombo, espoir des réformateurs démocrates chrétiens du Midi. Par ailleurs, M. Segni n'a pu être aussi ferme sur le problème pétrolifère et sur la question capitale de la réorganisation de l'I.R.I. (Institut pour la Reconstruction Industrielle).

Le choix des hommes composant l'équipe ministérielle a été évidemment guidé par les inévitables considérations de partis, il reste que certaines désignations heureuses peu-

vent contribuer à une détente morale nécessaire. La composition laborieuse de ce ministère prouve tout le caractère, en bonne part théorique, des discussions sur la clarification politique nécessaire et les ouvertures indispensables. Les puissances sont présentes au parlement et ne peuvent permettre une clarification. Elles n'ont pas présentement besoin d'une ouverture sur la droite comme en 1921 et 1922, puisque l'appui du parti libéral et aussi leur présence, même dosée, dans le premier parti italien ne permettent pas l'ouverture sur la gauche. La situation peut demeurer telle jusqu'au jour où le climat social aura changé dans les entreprises et les administrations grâce à un retournement syndical qui s'opère avec précision et qui inquiète les observateurs sociaux les plus modérés. Alors, on pourra peut-être risquer une ouverture vers... la droite au moment favorable.

Cependant que cette manœuvre se déroule avec une évidente clarté, Nenni, devenu le subtil tentateur, inquiète toujours. Aussi, pour renforcer cette fameuse unité d'un parti divisé, le secrétariat général de la Démocratie Chrétienne prend des mesures d'autorité contre... sa propre gauche qui représente, elle, les intérêts d'une fraction des travailleurs. Les foudres du parti s'abattent sur les malheureux qui ne respectent pas assez l'inévitable et universel « centrisme » démocrate chrétien.

Soumettez-vous ou démettez-vous, tel est le mot d'ordre impératif qui vient d'atteindre les dirigeants et militants des deux périodiques : *Prospettive* et *Forze Sociali.* Les premiers ont quelques représentants au conseil national élu au congrès de Naples et appartiennent au mouvement jeune dit de *La Base;* quant aux autres, ils représentent la tendance syndicaliste Pastore. De suite, les inculpés ont réagi par un rappel des indulgences témoignées à l'égard des « notables » du parti en des circonstances assez récentes. Deux poids et deux mesures, constate amèrement M. Pastore.

Voilà sans doute une méthode d'organisation démocratique qui ne va pas contribuer à faciliter l'œuvre d'apaisement du nouveau président du Conseil même si cette méthode est de plus en plus considérée comme « bonne » par les politiciens d'Italie et... d'ailleurs!

René Nouat.

Thorez, Mendès-France, et la paupérisation

Dans le numéro de mars des *Cahiers du Communisme,* Maurice Thorez faisait un long et sévère diagnostic de la situation économique de la France, qui visait à démontrer la « paupérisation relative et absolue du prolétariat » (*op. cit.*, p. 269). Ce texte fut suivi d'un certain nombre d'études sur le même sujet dans la presse communiste, cependant que le thème en était repris à la C.G.T., notamment au cours de son congrès de juin. Entre temps Mendè-France avait répondu à Thorez dans un très court article de l'*Express* du 21 mai. Il y contestait la « loi de la paupérisation », qui est « démentie par les faits » dans de nombreux pays, notamment l'Angleterre. Si brève que fût la note de P.M.F., Jeannette Vermeersch et Thorez y répondirent cependant, la première dès le 22 mai, lors des Journées d'Études marxistes sur la productivité, le second dans les *Cahiers du Communisme* de juillet-août, où il étend son analyse de la paupérisation aux pays étrangers cités par Mendès-France. Nous ne traiterons ici que des arguments concernant la paupérisation en France. Les trois pages où Thorez essaie de démontrer que le phénomène existe aussi en Angleterre (*C. du C.* juill.-août 1955, pp. 804-806) dénotent une telle ignorance de la situation britannique qu'elles ne méritent aucun commentaire; grâce à son ami Bevan, P.M.F. est manifestement mieux informé des réalités anglaises.

Thorez fonde sa thèse sur trois observations :

1) « ... Sur la base 100 en 1929, l'indice de la production industrielle s'est établi pour la France à 113 en 1953. Cet indice est beaucoup plus bas que celui des autres pays capitalistes. » (*C. du C.*, mars 1955, p. 260).

2) « La part du salaire dans le revenu national est tombée de 45 % avant la guerre à 30 % en 1952 » (*op. cit.*, p. 270).

3) « Dans la France d'aujourd'hui, les salaires horaires ont, en général, un pouvoir d'achat inférieur de moitié environ à ce qu'il était avant la guerre... » (*op. cit.*, p. 270).

Sur le premier point le diagnostic de Thorez rejoint celui d'un Mendès-France ou d'un Sauvy. La France a pris un retard considérable sur les autres pays capitalistes, son revenu national n'ayant presque pas augmenté par rapport à 1929.

Sur les deuxième et troisième points, en revanche, on peut prouver à peu près n'importe quoi à condition de bien choisir ses données et ses définitions. Selon l'Institut National de la Statistique la part des salaires directs dans le revenu national (rémunération des administrateurs de sociétés non comprise) se serait élevée à 48 % en 1938 et 43 % en 1954; par contre, la part des revenus salariaux (salaires directs plus prestations sociales) serait passée de 51 % à 55 %. Thorez ne justifie pas ses propres chiffres. On peut cependant supposer qu'il a adopté une définition des salariés plus étroite que celle de l'Institut National de la Statistique, en excluant par exemple les cadres; ou encore qu'il a considéré le revenu national comme sous-estimé — et donc la part des salariés surestimée — en vertu du fait que l'évaluation des revenus non salariaux repose essentiellement sur des données fiscales. Mais surtout Thorez a négligé, semble-t-il, les prestations sociales, ce qui est peu légitime lorsqu'on prétend étudier les conditions de vie ouvrière.

Son analyse du pouvoir d'achat des salaires individuels directs repose également sur des données soigneusement triées : il considère une seule année d'avant-guerre — 1938 — la plus favorable possible quant au pouvoir d'achat des salaires horaires; par contre il néglige l'effet déprimant, sur le niveau de vie, du chô-

mage beaucoup plus répandu pendant les années trente; il choisit de préférence les catégories d'ouvriers dont les salaires ont le moins augmenté, ceux de la région parisienne; enfin pour tenir compte de l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat des salaires, il utilise un coefficient de hausse des prix qui n'est sans doute pas plus mal calculé que ceux de l'Institut National de la Statistique, mais qui, comme par hasard, est plus fort.

Il est évident que Thorez noircit à dessein le tableau; mais il faut reconnaître que la situation est loin d'être satisfaisante dans un pays où on redistribue un revenu national stagnant depuis trente ans. Et si Thorez ne parvient pas à nous convaincre qu'il y a paupérisation, précisément parce qu'il a trop « cuisiné » ses chiffres, nous savons cependant que de très nombreuses catégories de personnes sont dans la misère, appauvries. Sinon, il n'y aurait pas eu d'abbé Pierre.

Aussi bien, Mendès-France ne contestait-il pas dans son article de l'*Express,* qu'il y eût paupérisation en France. La controverse commence, entre lui et Thorez, lorsqu'on passe du plan de l'observation à celui de l'interprétation. Thorez affirme que l'appauvrissement de la classe ouvrière est dû à la concentration des entreprises qui permet la « surexploitation » du prolétariat. Mendès l'attribue au contraire à un « conservatisme et un immobilisme impardonnables » (l'*Express,* 21 mai, p. 3).

L'explication de Thorez est la traditionnelle interprétation marxiste, plaquée ici sur le cas français, comme elle l'est ailleurs sur le cas patagon. L'explication de Mendès, beaucoup plus empirique, énonce simplement qu'il est impossible pour la collectivité d'être prospère lorsque certains de ses membres refusent de s'adapter à l'évolution de la demande et des techniques, à plus forte raison lorsque, sous le chantage des poujades et autres betteraviers, il font subventionner ou protéger leurs activités désuètes et inutiles.

Les deux explications sont cependant normatives, en ce qu'elles impliquent toutes deux une révolution : pour Thorez, la révolution de 89, pour P.M.F. celle de 88.

EDMOND LISLE.

AZIMUTS

L'Eglise et le monde.

Puisque le temps presse, prenons pour entrer dans ce vaste sujet, le premier chemin qui se présente. C'est un sentier mais qui mène vite à une voie romaine. Il s'agit (dans le *Bulletin de Littérature ecclésiastique* de Toulouse, avril-juin 1955, pp. 72-99) de l'article où L. Capéran expose alertement les relations fort vicissitudinales, vers 1883, entre Rome et la France. Rome c'était Léon XIII, qui regardait notre pays comme la « colonne de l'Eglise » ; conviction parfois étrangère à son entourage, où rigoristes et conciliateurs marquaient successivement des points. La France, alors menacée par la Triple Alliance, avait à sa tête Jules Ferry, désireux d'instaurer un régime sans Dieu, ni roi, et pour qui la laïcité était le « pilier d'airain de la République ». La direction des cultes était aux mains d'un juriste féru des droits régaliens. Pour quelques Lavigerie, il y avait plusieurs Isoard ; le gouvernement les jugeait quelque peu excités, mais Rome, mieux que Paris, en supportait la pétulance, qui lui donnait matière à intervenir auprès de l'épiscopat pour négocier avec le gouvernement. Petite histoire, sans doute, avec tous ses charmes, que ces avances et reculs de pions sur l'échiquier diplomatique. Mais pour la grande histoire elle n'en a pas moins sa valeur, pour autant qu'y jouent des

stratégies serrées, des intérêts importants, dans la mesure aussi où il est permis aux contingences historiques d'éclairer la rédaction et la publication d'un document solennel comme l'Encyclique *Nobilissima Gallorum Gens* du 8 février 1884.

Si l'air n'est guère plus pur, la route est plus large et les horizons plus découverts, où nous emmènent les discussions actuelles des catholiques allemands sur le thème « le christianisme à l'aurore de l'ère atomique ». Voilà un sujet d'avenir ; déjà il a permis de ressortir et de regonfler d'un gaz nouveau si l'on peut dire, les vieux *chevals* de bataille, de trait et de Troie, qui portent les noms typologiques et séduisants d'Optimisme, de Pessimisme, de Conservatisme, de Progressisme, d'Occidentalisme, d'Individualisme, de Communautarisme. Et de piaffer et de hennir, et de ruer et de courir, dans les revues et sur les ondes. On n'entend parler à la ronde que du P. Clément Brockmöller. De son livre, qui a connu cinq éditions en deux ans, vous trouverez un compte rendu accessible et autorisé dans la sympathique revue *Documents,* d'Offenburg (N° 6-7 juillet 1955, pp. 899-901). Dans ses *Frankfurter Hefte* (juillet 1955, pp. 463-469) Walter Dirks, partenaire d'une récente controverse radiophonique sur le sujet, envoie au P. Brockmöller une lettre ouverte où il explique sa position. Avec beaucoup de nuances, il plaide en gros pour le livre, attaqué dans le réquisitoire que *Wort und Wahrheit* a publié en avril, à l'adresse de tous les « défaitistes et utopistes dans les rangs catholiques » tentés « d'émigrer de l'Europe ». Dirks s'est trouvé mal à l'aise de voir exprimer là, mais fondues en balles, mais agressives, les divergences que lui voulait insérer dans un contexte compréhensif. Bref le procureur de *Wort und Wahrheit* a une tournure d'esprit propositionnelle ; l'avocat de *Frankfurter Hefte* l'a paragraphique : vous voyez l'énorme différence.

Je voudrais ici rapporter quelques extraits de Dirks.

Les points en litige ne paraissent devoir intéresser davantage mon estimé lecteur que les lignes d'accord : il y a là matière à réflexion, du moins tant que n'aura pas éclaté le plein jour atomique dont l'aurore aux doigts d'uranium est déjà si riche en rayons.

Dirks d'abord regarde comme une erreur de diagnostic l'idée que le catholicisme allemand possède un mouvement clandestin de résistance à l'Occident. Brockmöller doit être jugé comme exprimant sa propre pensée, non comme donnant une articulation à des tendances suffossives (c'est-à-dire de sapeurs). Un cerveau qui pense un peu autrement qu'on ne le désire, on doit se garder de le grandir, par crainte ou rancune, en « Front » au sens tactique. Les mérites du livre, Dirks les résume ensuite : le souci de desserrer, dans la conscience chrétienne, ses liaisons avec les cultures historiques, d'aiguiser chez elle la faculté de discerner ce qui est chrétien, de sorte que la chrétienté soit rendue alerte, ouverte, pour les tâches futures, débarrassée de ses impédiments ; secondement, le livre tient constamment en éveil le sens social ; troisièmement il provoque et permet la discussion avec le marxisme.

Sans doute quelques phrases sonnent révolutionnaire, utopique ou défaitiste : les extrait-on du contexte, comme le font certains adversaires, en fait-on arbitrairement le noyau du livre, alors les protestations de loyauté apparaissent de simples précautions oratoires. Mais une lecture sérieuse y verra, avec plus d'exactitude, des vérités tantôt un peu hardies, tantôt un peu montées. Bref, plutôt qu'un livre radical, c'est un livre modéré avec çà et là quelques radicalismes.

Tous par contre ont reconnu le souci pastoral qui anime la pensée :

Vous avez compris qu'il ne suffit pas de « haïr l'erreur et d'aimer l'errant », mais que l'amour pour l'errant, s'il veut être autre chose qu'une sommaire bienveillance mis-

sionnaire, cherche accès aussi à l'erreur en tant qu'elle est *son* erreur, pour la comprendre en tant que *son* erreur; il se peut alors qu'il y décèle des éléments de vérité, ou du moins du discutable, de l'ouvert, du questionnable, dont la formule « haïr l'erreur » exclusivement utilisée interdirait la découverte. Que ce qui demeure alors d'erreur doive être « haï », que l'amour doive à autrui la vérité entière, et que pour la charité ce soit rendre mauvais service que de dire oui à l'erreur par gentillesse, votre livre l'a suffisamment montré. Vous essayez dans votre discussion avec les socialisme et communisme de penser avec l'intelligence de l'amour et dans la vérité, au lieu de penser comme un homme qui se bat sur le Front ,et sur ce point vous avez raison contre tous les « penseurs de Front ». — Nous vous avons représenté... que votre livre ne pose pas le cas d'une possible attaque par l'armée bolchevique, et vous avez à cela répondu qu'une quelconque attaque de cette sorte appellerait une riposte de nous, non comme chrétiens, mais comme Occidentaux, en ajoutant que le prêtre et pasteur d'âmes, chargé d'une autre mission, devrait être dispensé de participer à la lutte. Vous ne refuserez pas non plus que l'attaque polémique intellectuelle peut rendre légitime la dépense au même plan. Mais vous avez réclamé, et vous en avez le meilleur droit, que la quête de la vérité, que la pensée dans son rôle spécifique, que la rencontre humano-missionnaire ne soient pas déformées dans et par la situation « frontale ». Saint Thomas ne s'est pas laissé détourner par la menace musulmane de chercher la vérité dans les livres arabes, et saint François a rendu visite au Sultan. (Bien sûr, de leur temps, d'autres penseurs chrétiens ont été séduits par les erreurs arabes) (pp. 465-466).

En ce qui concerne spécialement le marxisme, Brockmöller et Dirks s'en rapportent tous les deux à l'exposé remarquable du jésuite G. Vetter. Mais ici Dirks demande à son correspondant si Occident et bolchevisme ont entre eux une dépendance essentielle.

Cependant que je laisse de côté la profonde communauté de faute qui nous lie avec le bolchevisme sur la route occidentale, à travers l'Histoire, j'aimerais comprendre sobre-

ment cette dépendance comme une solidarité objective. Le monde n'est pas devenu trop petit pour un côte-à-côte de styles de vie très divers; le monde, ni non plus l'Europe, ni l'Allemagne... Et cette structure mondiale qui, comme structure positive aura pour tâche d'empêcher la décharge catastrophique des pôles contraires, possède, dans les communications mondiales, dans l'obligation d'assurer le développement normal des peuples sous-évolués, et surtout dans l'exploitation ordonnée des possibilités productrices de la fission atomique, possède donc de solides éléments de communauté. Mais de cela s'ensuit seulement de vouloir la coopération et de chercher en vue de cette coopération à s'accorder et donc à se comprendre mutuellement. Il ne s'ensuit nullement qu'on doive considérer comme déjà donnée je ne sais quelle unité au-delà de celle de tout ce qui porte visage humain — ou qu'on doive attendre en toute sécurité pareille unité. Il n'y a pas au préalable un (secret) accord, mais, hautement réelle, une mutuelle dépendance. Cette dépendance mutuelle donne à chacune des Puissances mondiales la tentation de dominer l'autre, et de faire ainsi de sa propre forme de vie, celle en qui et pour qui doit se concrétiser cette solidarité mondiale; contre cette tentation, la meilleure sauvegarde est de reconnaître la solidarité des différends, de l'amener à la conscience, d'en faire le point de départ d'une solidarité subjective, de la vertu de solidarité, pour, de là et en dépit de ces différences, en venir à une œuvre commune délimitée.

... Il s'agit là d'un défi, pour parler comme Toynbee, dont on ne peut encore prévoir si et comment nous pourrons le relever, si nous pourrons trouver une issue entre des dangers mortels... J'ai presque l'impression que vous voyez cette issue un peu trop facile. (J'aimerais vous conseiller de ne pas vous fier à la justesse de vues vraisemblables sur les projets divins, ni à la preuve d'un progrès immanent dans le Bien, ni aux « peuples biologiquement plus sains ».) Je ne vous regarde pas pour autant comme un utopiste, dont le redoutable optimisme manierait à son gré l'histoire même, mais pour une nature irénique... et cette vôtre nature est de plus soutenue de ce vouloir missionnaire fondamentalement illimité, à qui toute condamnation définitive de l'errant apparaît trahison contre le Saint-Esprit.

Le lecteur voudra bien m'excuser ici de poursuivre une typographie un peu fatigante. Mais résumer des variations sur un thème aussi délicat serait dangereux. La ronde vaut seize double-croches, mais l'effet mélodique n'est pas précisément le même.

Vous avez raison de croire le Saint-Esprit capable de convertir la Russie, et de souhaiter que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour lui faciliter la tâche, et surtout que nous écartions tous les obstacles que nous aurions pu mettre sur la voie et dont le moindre n'est pas un occidentalisme figé et provincial. Mais il souffle où il veut, et nul ne sait si l'heure est venue, si nous ne devons pas traverser une plus redoutable ténèbre avant que lui, dans l'Histoire ou à la fin de l'Histoire, règle le cas Bolchevisme...

De surcroît, je vois comme fin de l'action non une civilisation de communauté, mais une communauté culturelle et politique limitée...

Ce qui peut surgir comme civilisation ou communauté quand les groupes humains actuellement ennemis auront reconnu leur solidarité et à partir d'elle ouvreront techniquement et politiquement, on ne peut le savoir... On n'avait pas à postuler Mozart d'avance... Nous pouvons vouloir et réclamer une organisation mondiale, mais non une culture mondiale. Viendra-t-elle et, si oui, comment ? nul ne le peut savoir (pp. 467-468).

Ce qu'en pareille situation on peut réclamer de nous Occidentaux, c'est exactement ce que vous réclamez, si je saisis bien : en premier lieu, d'être prêts au colloque et à la collaboration avec les non-occidentaux sur la base d'une égalité reconnue; en second lieu, d'être prêts à sacrifier ce qui s'opposerait à des mesures communes nécessaires... Rien de moins : bien des choses occidentales n'appartiennent nullement à l'Unique Nécessaire qui, lui, ne peut être sacrifié. Rien de plus : il serait insensé de vouloir faire table rase pour construire de nouveau une culture mondiale... Pour moi, en tout cas, je ne voudrais pas laisser tomber la moindre chose de ce qui, transmis par nos Pères ou vécu par moi, m'est devenu cher et valable, sauf si l'amour du Christ, si la nécessité de la collaboration, si la situation l'exigent.

Bien sûr, seule la disponibilité à en sacrifier beaucoup d'éléments si les circonstances l'exigent, justifie cette fidélité au précaire, à notre « temporaire »...

Nous ne devons, ni dans ce qui survient de menaçant, vouloir discerner trop rapidement la dernière phase avant la catastrophe salutaire (la Fin du monde), phase qui serait le royaume de l'Antéchrist, ni, dans ce que nous nous proposons de faire, voir trop immédiatement la préfiguration du Royaume de Dieu... (p. 469)

Ces annotations en marge d'un grand livre passionné me paraissent utiles, et justes ces réticences qui veulent respecter l'équilibre généreux de l'auteur, et belles ces critiques qui préfèrent soulever des questions plutôt qu'asséner des reproches. Est-il utile de les prolonger, ou du moins d'utiliser sur ce que j'en ai pris l'aiguille après les ciseaux ? Si je cultivais le jardin des racines grecques à la manière de saint Isidore le Laboureur, — mais je crains que cette allusion ne soit pas intelligible à tous mes estimés lecteurs, — je dirais que le danger qui menace la pensée sociale d'un certain nombre de chrétiens est celui du télescopage, en donnant pour origine à ce mot composé non pas la vision de ce qui est loin (télé), mais la vision de la fin (télos). Qu'il s'agisse de la fin de l'Histoire ou de la Fin ultime de l'activité de chaque personne morale, individuelle ou collective, un appétit incoercible d'unité, parfois sensible aux plus hautes places, comme on l'a vu au XIVe siècle, emboutit tout l'humain et tout le divin, subjectif et objectif, dans des mécanismes qui satisfont de tous points la logique, le cœur, l'œil et la religion de l'ingénieur, et qui pourtant ne marchent pas ; ou alors, si on la pousse, la machine éclate, mettant à mal non seulement des notions et des calculs, mais l'inventeur et ses manœuvres. Il y a des façons de mettre le divin sur l'humain, ou l'humain sous le divin — ce peuvent être des comportements très différents — dont le résultat quelque théologique que soit l'étiquette,

incarnateur ou assompteur, dont s'affuble l'opérateur, quelle que soit la matière à laquelle il fait l'honneur de s'intéresser, dont le résultat, dis-je en respirant et soupirant, est pour le moins fâcheux.

Et cependant, à trop séparer soit les réalités humaines des divines, soit les spécialistes de la création de ceux de la rédemption, le résultat est aussi vain ou aussi dangereux.

A ce débat entre unité et dualité, aussi vieux que le christianisme, j'aurais aimé verser l'article du P. Wulf, dans la revue jésuite allemande *Geist und Leben* (1955, cahier 2, pp. 117-133). Il est intitulé « Le chrétien et la figure du monde actuel ». Fort bien construit et divisé, étudiant le monde comme sécularisé, puis comme technicisé, cherchant à montrer sous chacune de ses perspectives les dangers et les avantages pour la foi, c'est une précieuse contribution à la spiritualité du laïcat, car l'auteur garde le regard clair devant des formules plus éblouissantes qu'éclairantes, telles que « christianisation du monde ». Mais cette pièce est un peu longue pour mes moyens. Je me tais donc.

Puisse mon silence inciter quelque lecteur, féru d'histoire universelle et d'encyclopédie, à critiquer, en y consacrant les volumes nécessaires, certaines inflations notionnelles qui rendent hommage aux plus précieuses réalités chrétiennes, mais pour les démonétiser.

A.-Z. Serrand.

PORTRAIT

APOLOGIE POUR LE *FIGARO*, *JOURNAL COMME IL FAUT*

★ *Avec cette image de Figaro, nous inaugurons une série de portraits dont le modèle, librement interprété suivant la fantaisie de l'artiste, sera chaque fois un de nos quotidiens, hebdomadaires ou revues, de façon à constituer une galerie de la presse française contemporaine. On n'y trouvera aucune sorte de révélations sur les dessous de la presse : nous n'avons pas, comme le* Crapouillot, *signé un pacte avec Melmoth; aussi sommes-nous tristement ignorants des conjurations ploutocratiques, des machiavélismes cachés, des dictatures sournoises de l'argent qui, selon les esprits supérieurement informés, seraient la vérité de la presse, surtout lorsqu'elle tend au gigantisme. De la presse nous ne voulons connaître que ce qui chaque jour, chaque semaine ou chaque mois est offert à la vive attention ou à la morne incuriosité du lecteur. Comme le peintre qui a l'honnêteté de travailler sur l'apparence, nous interrogeons seulement des visages, c'est-à-dire à la fois l'indiscutable et le plus énigmatique. Dans les choses humaines les secrets sont toujours en pleine lumière et il y a dans l'apparence plus de vérité qu'on ne dit. Notre méthode, toute de naïveté, nous expose à être dupes, mais elle est honnête, ajustée à la médiocrité de notre savoir et de notre pouvoir et on ne nous fera jamais dire que l'honnêteté et la simplicité sont de mauvais calculs. Ce peu de précautions préliminaires suffit. A tout seigneur, tout honneur. Voici, pour commencer, l'apparence de* Figaro.

PLUS *que centenaire, un demi-million d'exemplaires chaque matin,* Figaro *est l'un des rares colosses de la presse française. Le lire est un signe de culture et de*

promotion sociale. Aussi, dans la région parisienne, règne-t-il sur les trains de banlieue et les transports en commun entre huit heures et neuf heures du matin, après la dispersion dans les usines et les ateliers d'une première vague qui, plus fruste, ne peut dépasser le niveau de Franc-Tireur, *de l'*Équipe *ou de l'*Humanité. Figaro, *titre d'impertinence et de liberté dans sa première origine pourrait passer pour une satire révolutionnaire de ce « Carnet Mondain » qui occupe ici à la deuxième page la très importante place de l'horoscope quotidien dans des feuilles plus populaires. Mais un symbole, comme un songe chez les classiques s'interprète « en un contraire sens ».* Figaro *est bien protégé contre le mauvais esprit d'un impossible Beaumarchais moderne et on y défend sans faiblesse entre autres vérités socialement utiles, le sain principe de la hiérarchie des rémunérations, si bien que* Figaro *est le journal comme il faut des cadres de la nation, ces cadres qui se trouvent par une heureuse chance de notre époque à la fois satisfaits et éclairés et qui, comme aime à l'expliquer M. Louis-Gabriel Robinet (lequel n'est pas un personnage de Labiche, mais le véritable rédacteur en chef de* Figaro), *font la stabilité et la force de la patrie.*

La politique de Figaro *est sans mystère. Elle continue ce libéralisme conservateur qui est une longue tradition française et qui a toujours été haï et méprisé par les ultras de la droite pure. Il serait dommage que* Figaro *soit toute la France, mais comment imaginer la France sans* Figaro ? *Correctement replié à Lyon après l'armistice de 1940,* Figaro *s'est correctement sabordé en novembre 1942 au moment de l'occupation de la zone libre par les Allemands, et il a correctement reparu à Paris en 1944 aussitôt la libération de la capitale. Il est donc dans l'ordre que* Figaro *et M. Pierre Brisson soient les bêtes noires de* Rivarol *et d'*Aspects de la France. *Le libéralisme conservateur a pour rôle de freiner intelligemment le mouvement et il est toujours du côté du*

régime, pourvu que celui-ci soit constitutionnel; Figaro *vérifie cette constante : le propre du libéralisme conservateur en France est de traiter le bonapartisme comme un souvenir peut-être glorieux, mais classé, dépassé et en aucune manière exemplaire et si* Figaro *a été si défiant pour le Rassemblement du Peuple français, au point d'être l'une des forces qui ont provoqué son échec, c'est que le libéralisme conservateur dont la tradition est de redouter jusqu'à l'ombre du pouvoir personnel, ne pouvait manquer de voir dans le dernier avatar du gaullisme une sorte de bonapartisme dilué.*

Figaro *ne peut donc pas passer sans injustice pour une feuille rétrograde. Sans doute les chroniques de Guermantes, beau pseudonyme évocateur des mondanités proustiennes, découvrent-elle une poésie aux années 1900, à l'Europe des grands ducs et de la reine Victoria et tel académicien s'essouffle-t-il trop souvent dans des polémiques anachroniques contre la bureaucratie du monde moderne en essayant assez vainement de se persuader qu'un numéro d'inscription à la Sécurité Sociale ressemble à un attentat contre la personne humaine. L'amour des chères vieilles choses n'est représenté à* Figaro *que par ce peu de dévotions au passé. Car si on est à* Figaro *délibérément conservateur, on y donne guère dans l'esprit réactionnaire, dont on estime peu soit le grand style nostalgique ou imprécatoire — la prose de M. Louis-Gabriel Robinet ne rappelle guère le verbe bernanosien, — soit les violences rageuses et malsonnantes — en abordant aux rives de* Figaro, *Thierry-Maulnier a dit un adieu sans retour au fanatisme de l'*Action Française.

Le bon ton et le bon goût seraient à Figaro *un art quotidien, s'il n'y avait le péril communiste. Alors la mesure se perd, et le colosse aillleurs distingué prend des mœurs de molosse; on cède à un anticommunisme dont la qualité n'atteint pas au niveau des campagnes de M. Jean-Paul David et on publie en guise de révé-*

lations sur la vie secrète du parti, des articles qui paraissent démarqués d'un rapport de police pour ministre de l'intérieur. Mais l'encanaillement épisodique n'est peut-être à Figaro *qu'un raffinement esthétique, une manière de varier les styles, un moyen d'éviter cette uniformité dans la tenue qui est si fatigante dans le* Monde. *Dis-moi à qui tu ne veux pas ressembler et je comprendrai mieux l'art singulier de ton langage et de ta conduite. Connaître* Figaro *c'est savoir qu'il s'applique à se bien distinguer du* Monde.

Parce que Figaro *a rompu avec l'extrémisme de droite, et particulièrement avec le nationalisme, il lui a été donné de n'être pas sans ouverture du côté d'une ou deux espérances politiques majeures. Défendant le projet d'armée européenne selon d'abord la logique de la politique atlantique,* Figaro *s'est montré raisonnablement européen et il a résisté à tout un parti intellectuel décidé à faire échouer l'Europe. Sur les problèmes d'Afrique du Nord,* Figaro *soutient des thèses de conciliation et contredit non sans courage le racisme avoué ou larvé qui dévaste trop de milieux africains-français. Aussi lorsque des sudistes cyniquement esclavagistes manifestent à Casablanca, ils ne se contentent pas d'assommer les Marocains rencontrés par hasard, ce serait besogne trop uniquement matérielle, ils livrent plus spirituellement aux mêmes flammes* Figaro *et le* Monde *réconciliés ainsi dans l'honneur d'un autodafé commun.*

Si Figaro *ne porte pas de bout en bout comme le* Monde *la marque d'une même et exigeante pensée, son orientation et son esprit ne sont pas incertains et se trouvent assez exactement définis par Thierry-Maulnier et Raymond Aron qui venus l'un de l'extrême-droite, l'autre de la gauche, se rencontrent à l'heure de midi au centre-droit. Thierry-Maulnier, homme de l'essai et du théâtre, genres particulièrement prisés dans la maison, représente excellemment l'intellectuel-type de* Figaro, *son essence réalisée. Raymond Aron qui déploie un im-*

mense talent à expliquer par raisons irréfutables que les choses ne peuvent être autrement qu'elles ne sont, montre que Figaro *n'est pas incapable de faire un pacte avec l'intelligence et de tolérer, dans son libéralisme, un écrivain dont le style sinon les idées rappellent la meilleure manière du* Monde.

L'éloignement de François Mauriac a ôté l'imprévisible et la contradiction, la poésie et l'âme de la première page de Figaro. *Le journal, ayant brisé pendant l'ère Mendès-France avec son habitude de soutenir tous les gouvernements, aurait-il refusé sa liberté d'expression à M. Mauriac, ou celui-ci a-t-il voulu punir* Figaro *de son manque de ferveur mendésiste? Comment débrouiller d'en bas et de loin ces histoires de seigneurs?*

Il faut bien arrêter la présentation de la troupe de Figaro, *car elle s'étire indéfiniment et on y devine des sociétaires et des pensionnaires, des utilités et des figurants qu'il n'est pas commode de mettre à leur place hiérarchique. Certains paraissent avoir été engagés en vue d'un effet de contraste; ainsi M. Pierre Gaxotte, qui descend de Jacques Bainville et ne croit pas à grand'chose et M. Jean Guéhenno, qui descend de Michelet et donne facilement son cœur à tout ce qui est vibrant; et au surplus l'un représente une audace vers la droite, l'autre une audace vers la gauche qui en s'annulant soulignent mieux la fermeté de la ligne politique générale tenue par le journal.*

L'apparence de Figaro *est donc celle d'un beau et bon théâtre à succès. L'affiche y est tout particulièrement soignée. Le foyer y est très bien fréquenté. Le public est nombreux, très flatté d'être là. On y joue pendant les entr'actes à de petits jeux intelligents, comme par exemple un concours d'erreurs et les ouvreuses distribuent des « Vedettes » aux gagnants. Les acteurs doivent y avoir plus d'esprit qu'ailleurs et MM. Daninos, Ravon et Sennep cultivent à merveille le sourire par des traits, par des images qui glissent*

sans appuyer et se gardent d'entamer profondément les injustices et les abus — un sourire à égale distance du rire qui déborde d'un excès de détente et de l'indignation qui explose par trop de tension, un sourire qui lui aussi est juste-milieu selon la tradition humaine et politique dont Figaro *atteste la permanence.*

Quoi d'étonnant alors que règne sur Figaro *un homme qui a fait son noviciat dans la critique théâtrale, n'est pas incapable de littérature d'imagination, a l'habitude des planches et de toutes les coulisses, même celles de la politique, qui est un modéré de combat ami de cette sagesse conservatrice, bien commun des indépendants et des radicaux, qui a la mine sérieuse d'un administrateur de Comédie-Française et la figure un peu triste qui convient à un entrepreneur d'amusements publics ? Et comment ne pas admirer que* Figaro, *journal comme il faut, ait en M. Pierre Brisson le directeur qu'il lui faut ?*

ÉTIENNE BORNE.

Chroniques

ARTS

Peut-on concevoir une esthétique de l'abstraction?

« Abstrait », « Abstraction », ces mots couramment employés aujourd'hui à propos d'art n'ont pas toujours un sens très précis pour ceux-là même qui en usent avec le plus d'autorité. Ils s'appliquent cependant à une réalité vivante, celle d'un art florissant qui entend rompre avec l'utilisation des formes de la nature prises comme telles. Qu'il y ait là un fait nouveau digne d'être étudié scientifiquement ne fait aucun doute; depuis trop longtemps le public a été inondé et berné par une vide logomachie, il est temps qu'un travail sérieux sur la question lui soit présenté. Ce travail attendu, M. Charles-Pierre Bru l'a publié récemment [1]; il mérite une attention particulière.

Nous ne tenterons pas de résumer la teneur de ce livre; parce qu'il est d'une extrême densité, abordant des questions qui à leur tour demanderaient le développement d'autres livres; également parce qu'il est de minutieuse analyse et qu'on ne saurait le schématiser sans le fausser; enfin parce qu'on peut ne pas être d'accord sur bien des points de détail, ce qui entraînerait de longues discussions. Nous tenterons simplement de faire réfléchir sur la valeur du sujet lui-même en réorganisant une partie de la matière de l'ouvrage.

M. Bru restreint ses considérations à la peinture, avec sagesse, car la précision de ses analyses ne saurait s'accommoder d'une imprécision de sujet; toutefois de nombreuses remarques, des résultats partiels dans le déroulement de son étude sont susceptibles d'être étendus immédiatement à la sculpture ou à d'autres arts. C'est dans cette perspective que nous voulons nous placer, à savoir si l'abstraction peut constituer un sujet à part dans une étude esthétique, ou si elle n'a le droit que de s'intégrer dans une étude d'ensemble des arts. L'auteur propose une théorie de l'évolution des arts depuis les origines jusqu'à nos jours; de dépassement en dépassement la figuration atteint son maximum

1. Charles-Pierre Bru, *Esthétique de l'abstraction,* Presses Universitaires de France.

de perfection, puis s'efface pour laisser place à d'autres préoccupations; en somme, il est clair que ce qui est fondamental, ce n'est pas le comment mais le pourquoi de l'abstraction; mais alors on ne peut séparer ce champ nouveau du domaine traditionnel de l'art; les moyens en sont identiques, les préoccupations plastiques également — là cependant nous sommes en avance sur notre propos, car parler de préoccupations plastiques c'est à moitié résoudre le problème. Il est évident que, selon la valeur de l'artiste, l'œuvre figurative et l'œuvre abstraite peuvent avoir plus ou moins de valeur; à ce point, nous différons totalement d'opinion avec l'auteur qui à notre sens déraille dans sa conclusion, estimant la peinture figurative dépassée et la peinture abstraite en impasse. C'est qu'à un certain moment de son discours il n'a pas vu que plusieurs voies s'ouvraient devant lui et qu'il était alors nécessaire de vivifier la dialectique rigoureuse par quelque référence à l'humain. Au point de départ, il convient certes de se montrer strict; mais dans la parthénogénèse de la dialectique s'accentue le caractère artificiel, inhumain, qui a été une base de départ nécessaire; considérer l'abstraction en soi, comme un tout, comme un être qui peut être isolé, c'est tomber dans le défaut de l'analyse *in vitro* qui tue forcément ce qu'elle étudie, qui en change le comportement, et en fin de compte la nature même.

Nous répétons que nous ne voulons pas ici entreprendre une critique constructive de l'ouvrage en cause : les premiers chapitres en sont remarquables de lucidité et de justesse. Nous avons simplement eu besoin de rapporter une opinion qui nous aide à éclairer notre intention; or il se trouve que nous avons piqué le cœur du problème : il n'est pas concevable de distiller un élixir d'abstraction. Parce que l'homme est un tout avec son œuvre et son milieu, avec la vie et l'art. Répétons ce que nous avons toujours soutenu — et que la récente traduction d'un livre de Berdiaef vient de remettre en esprit, c'est que la plus haute fonction de l'homme, celle qui donne un sens et une efficacité à la notion de liberté, est la fonction créatrice : on ne peut ni la mutiler, ni la limiter, ni la canaliser a priori; elle est de vocation et d'exercice universelle. Édifier une esthétique de l'abstraction est une tentative qui vient à son heure, mais qui ne se peut réaliser consciemment ou non, explicitement ou

secrètement, que dans le cadre d'une phénoménologie de l'art; se priver de cette aire d'envol ferme revient à s'enliser, à perdre sa direction. Certes cela semble une faute de raisonnement et de méthode que de poser d'avance l'inutilité ou l'inanité d'une distinction entre l'art figuratif et l'art non-figuratif. C'est néanmoins indispensable pour poser les problèmes qu'il sera ensuite possible d'étudier, sinon tout à fait séparément, du moins dans des éclairages divers et sous des angles variés.

Une esthétique de l'abstraction nous semble donc justifiable comme chapitre d'une philosophie de l'art qui d'abord circonscrirait la nature de l'art, de l'activité, de la création artistiques; qui ensuite étudierait la caractérologie de l'artiste et sa situation dans le milieu social, les rapports de l'art et des formes actuelles de civilisation; alors seulement pourrait-on analyser les modalités d'exercice et les buts, les besoins de l'art et des artistes : c'est là qu'interviendrait le problème figuration et non-figuration. Il ne s'agit pas de prévoir, encore moins de légiférer, mais de constater et à la rigueur d'extrapoler. Non pas constater par simple enrégistrement, mais statistiquement, avec tout le développement d'hypothèses et de vérification que cela comporte, avec aussi l'esprit de prudence et de rigueur qui seul donnera à ces recherches une valeur de science. Si l'art abstrait existe, c'est qu'il répond à un ou des besoins; dans quels milieux ? Quelles seront alors ses formes ? Enfin il faut faire appel à une autre notion, très peu définissable celle-là, de valeur artistique; ici la déduction comme le consentement universel sont impuissants, il faut prendre ses responsabilités. On a d'ailleurs la consolation de savoir qu'il n'y a jamais un homme qui soit seul de son avis : c'est la définition même du public, de ses fluctuations. Le public le plus étendu à un moment donné est rarement — pour ainsi dire jamais, surtout depuis que l'art évolue si rapidement, — celui auquel donneront raison les générations suivantes; d'où une justification valable des audaces de jugement. Parler d'art sans référence constante à des œuvres ou à des hommes, c'est verser à nouveau dans la métaphysique que depuis Fechner tant d'esprits avertis ont voulu éviter.

ROBERT VRINAT.

LETTRES

Roman, Essai, Poésie

Francis Jeanson : *Sartre par lui-même* (éditions du Seuil).

Parmi les nombreux ouvrages suscités par la vie et l'œuvre de Jean-Paul Sartre, celui de Francis Jeanson est assurément le plus vrai, le moins passionnel, le plus profond, le plus personnel. N'était l'indéniable connaissance que doit avoir de son directeur le rédacteur en chef des *Temps modernes*, on serait tenté de craindre que ce *Sartre par lui-même* (et par Jeanson) ne soit surtout un *Jeanson à travers Sartre*. Autre danger : trop d'amitié pour le portrait ne risque-t-elle point de le fausser en l'embellissant ? Disons tout de suite que le biographe a évité le piège. Le portrait n'est pas retouché, Sartre n'est pas ennobli, ni déifié : il est ce que nous croyons qu'il est, un homme quotidien, un auteur incommode. Banal, l'homme ? Riche surtout de la conscience de sa banalité. Voilà. Notez que cette banalité est tout simplement le fait de n'être ni un « salaud » ni un héros. Quant à l'incommodité de sa littérature, eh bien! nul n'est tenu ni de la déclarer, par snobisme, inégalable, ni de la traîner, par pharisaïsme, aux gémonies. Un chrétien sait ne pas trouver chez l'auteur de *La Nausée* un défenseur de la foi, ni dans la philosophie sartrienne des résonances ou des références théologiques.

Il fallait écrire ce qui précède pour transcrire ce qui suit : la générosité, avoue Sartre à propos de Jean Genet, « je la mets assez haut, pour ma part, parce qu'elle est à l'image de la liberté... Mais il ne faut pas oublier non plus que c'est la liberté réfractée à travers le monde féodal. En un certain sens, elle place l'homme au-dessus des choses, en un autre elle le confirme dans l'illusion de posséder : on ne donne que ce qu'on a... De tel saint, de tel bienfaiteur, on dit qu'il donne tout ce qu'il a : cela est bien. Mais Simone Weil, au Puy, vivait dans un hôtel misérable et mettait sur

la cheminée l'argent dont elle disposait; la porte restait ouverte, puisait qui voulait : cela est mieux. »

Sartre, quant à lui, n'a jamais connu le sentiment de la propriété! Il a d'abord vécu chez ses grands-parents, puis, sa mère remariée, chez son beau-père. Maintenant? Chez lui, en général. Mais impossible qu'il ait l'esprit du possédant : en pleine dèche ou touchant des droits fabuleux, affirme Jeanson qui a l'air de savoir de quoi il parle, Sartre ne cessa jamais de penser sur le mode communautaire... Or, cette impression de n'avoir rien d'assuré, de n'être pas cimenté à quelque chose de stable, elle est un peu celle qu'éprouve vis-à-vis de la famille et de la société, le bâtard. Sur cette situation de bâtardise, Jeanson élabore une inattendue mais très convaincante théorie. Dès la première pièce de Sartre, *Les Mouches,* se profile une image du Bâtard : Oreste engagé par son intervention (son meurtre dans le monde en même temps que séparé de soi par toute l'épaisseur du monde. Voulant ainsi deux choses assez différentes, voire contradictoires, assis entre deux sièges, se faisant libre et contrariant cette liberté en l'affrontant à autrui... La pièce où le bâtard est le plus volontairement symbolique est *Le Diable et le bon Dieu.* Le bâtard est Goetz : un vrai, dont la mère est descendante de la lignée des Heidenstamm mais dont le père est inconnu. « Ma mère, dit-il, s'est donnée à un croquant et je suis fait de deux moitiés qui ne collent pas ensemble. » Exclu, en quelque sorte, d'une société bien organisée, « un beau petit œuf bien plein où chacun occupe la place qui lui est assignée ». Lui, il n'est pas dedans. C'est pourquoi il a choisi de faire le Mal. Et il pousse à faire le Mal, Heinrich, un prêtre voué aux pauvres, qui pourtant, lui, n'est pas né de père inconnu. Sa bâtardise n'est pas moins réelle : car il est solidaire des opprimés et membre d'une Église qui, en tant qu'Église temporelle, est tenue de compter avec les puissants. Goetz peut donc lui crier : « Salut, petit frère! Salut en bâtardise! Car toi aussi tu es bâtard. Pour t'engendrer, le clergé a couché avec la misère... Un demi-curé ajouté à un demi-pauvre, ça n'a jamais fait un homme entier. Nous ne sommes pas et nous n'avons rien. Tous les enfants légitimes peuvent jouir de la terre sans payer. Pas toi, pas moi. »

Or, la suite de l'histoire (et le commentaire de Jeanson)

montre que la bâtardise rend lucide mais, aussi, que la lucidité rend bâtard : la conscience se trouvant en porte-à-faux par rapport à l'action. Jeanson peut conclure : « Finalement, l'intellectuel-bâtard est un traître : il trahit l'action au nom de la pensée, mais, en même temps, il ne rêve que d'abolir en lui la pensée par le recours à quelque action sensationnelle. » Nous revoilà aux *Mandarins*. On sait que ces derniers ne jouent pas les héros. Et que Sartre n'hésite même pas à nous donner en exemple un pédéraste, un voleur et un traître. Il dit : « *L'homme* est pédéraste, voleur et traître. » Reconnaissez-vous donc en Jean Genet : « Il est notre vérité comme nous sommes la sienne. » A ceux à qui le propos paraît vexant, Jeanson explique : « Vous n'acceptez pas d'être — en certains de vos *semblables* — pédéraste, voleur ou traître ? Bien. Refusez donc aussi ce mouvement de fierté qui vous saisit quand vous apprenez qu'un homme a, pour la première fois, franchi le mur du son, atteint le plus haut sommet de l'Himalaya ou guéri la poliomyélite. Car il va de soi que vous n'y êtes non plus pour rien. »

Sommes-nous des bâtards ? Il y a plusieurs façons de l'être (et plusieurs, aussi, de s'ingénier à oublier qu'on l'est); mais, généreusement, Jeanson dégage la seule manière de se comporter humainement dans tous les cas de bâtardise : *mettre la bâtardise au travail,* dit-il. L'inciter à vaincre nos conflits intimes sans nous renier cependant — puisque cette bâtardise est « au dehors comme en nous, un réel déchirement de l'humain entre son abjection et sa grandeur. »

José Luis de Vilallonga : *Les gens de bien,* roman (Le Seuil).

Fils d'aristocrates catalans, José Luis de Vilallonga fit la guerre d'Espagne chez Franco, jusqu'à la victoire. Il se tient ensuite pour satisfait du régime jusqu'à ce qu'un voyage hors des frontières dessille ses paupières : l'Espagne, alors, lui apparaît telle que la considèrent les exilés. Et parce qu'il aime sa patrie, il accepte de vivre expatrié...

La vie d'un romancier n'a pas à entrer habituellement en compte dans les problèmes de la critique. Sauf si elle éclaire une part notable de l'œuvre. C'est ici le cas : non seulement l'exil et l'option de Vilallonga éclairent ses romans mais ce choix politique et ce volontaire bannissement lui

confèrent une raison d'être — si évidente, d'ailleurs, que, voici quelques mois, José Luis de Vilallonga a fait l'objet d'un attentat de la part de franquistes parisiens.

Les Gens de bien sont des Espagnols fortunés qui, sous la façade d'un catholicisme intègre, dissimulent la cupidité et la pourriture du cœur. Le héros du roman, le marquis de Santa Paz, n'a pas eu une vie exemplaire sous le rapport de la morale. Riche et même très riche, il a vécu la vie facile des amoureux à qui l'argent facilite bien des entreprises. Il a fui d'abord dans les siens un pharisaïsme qui allait à l'encontre de ses débordements. Le portrait, on le sent, eût pu être assez méprisable. Or, il ne manque pas de grandeur. Cet aristocrate est de la race des forts. Il a su se servir de l'argent. Non le servir. A la veille de sa mort (il mourra empoisonné et le sait), il peut dire à son neveu : « Je ne te donne pas davantage parce que l'argent me fait peur. Il salit et avilit les hommes. Tu n'as qu'à regarder la tête des riches et tu comprendras qu'il y a, tout de même, quelque chose qui ne va pas. Ils sont laids, apeurés, impuissants... » Lui, par quel miracle ? a su n'être ni lâche, ni laid, ni impuissant. Traître, au fond, voilà ce qu'il est pour ceux de sa famille — qu'il aura le mauvais goût de frustrer du meilleur de son héritage. Traître — on peut facilement transposer — comme s'est fait l'auteur à l'égard des siens...

Ce genre de trahison est bien sympathique. Et le roman de Vilallonga (celui-ci est son second et il a été directement composé en français) est un fort beau roman, âpre, sonnant authentique, d'une seule coulée et qu'on lit d'un trait.

Alain Bosquet : *Quel royaume oublié ?* poèmes (Mercure de France).

L'auteur de cette plaquette dit de lui :

Je ne me connais plus tant je me suis traduit.

Prenons le verbe *traduire* au sens de *livrer* et voyons comment s'allume la lanterne d'Alain Bosquet.

Ce soir j'irai me traduire en justice :
aucun poète n'a le droit de s'habiter.

Ou :

... je traduis ma chair en verbe.

Ou encore :

Moi qui promets à chaque oiseau
de le traduire en vers...

La poésie de Bosquet tout entière est dans l'acte de livraison : lui se donne aux objets, s'assimile, s'évanouit à travers leurs formes, leurs poids, leur couleur, et en retour les objets se donnent à la poésie.

Un peuplier s'élève de mon doute
Un rouge-gorge repeint ma mémoire.

Et l'univers se voit redéfini à coups d'associations. Du rapprochement de mots apparemment inassimilables naît une poésie qui n'est pas très loin du surréalisme. On songe à Reverdy, celui de *Pierre blanches,* et à certaines pages d'Apollinaire. Mais Bosquet a une façon qui n'est qu'à lui de court-circuiter les images. Sa poésie est brève, fulgurante. En notre temps, cela est de la moins contestable virtuosité.

Père, voici que l'homme, par Jean-Claude Renard (éd. du Seuil).

Si la poésie catholique est autre chose que la poésie des plats cantiques et quelque chose d'assez original pour que l'étiquette paraisse inutile malgré sa commodité; si l'écrivain catholique est celui qui réalise le tour de force de prier en créant sans se gargariser d'eau bénite, eh bien, que l'épithète d'authentique poète chrétien aille tout droit à Jean-Claude Renard! Son dernier recueil : *Père, voici que l'homme,* ne saurait être mieux défini que comme une élévation de l'âme vers Dieu pour l'adorer, le remercier, lui demander les grâces dont nous avons besoin : on a reconnu la définition même de la prière telle que la donne le catéchisme...

Prière à Dieu créateur, au dispensateur de la vie, en dix-sept poèmes dont quinze s'ouvrent sur le vocatif *Père,* sans cesse répété en litanie de strophe en strophe; longues et patientes périodes dont l'ampleur est celle des antiennes liturgiques; prosodie parfaite dans la perfection même d'hémistiches pondérés aux toniques sagacement réparties; métrique latine, en un mot, par la tissure des propositions et l'éclat du rythme. Ce caractère méditerranéen de la forme est tout ce qui reste, chez Jean-Claude Renard, du soleil dont brûlaient ses précédents recueils, particulièrement les poèmes de *Haute-Mer*, dont nous avons parlé en leur temps [1].

Le sujet ne se prêtait guère ici à la couleur locale, le « lieu » célébré n'ayant d'attache avec aucune latitude parce qu'il est, pour l'homme :

... un pays plus présent que lui-même
où tout serait unique et cependant uni.

Vu par le poète comme « la mesure du monde accompli », il n'a pas la matérialité de nos cités terrestres sans qu'on puisse le dire pour autant de nature seulement angélique. Car Renard a voulu partir de l'homme pour monter à Dieu; et parvenu à Dieu, il ne peut se retenir de jeter un regard sur l'humanité dont le salut final hante presque toutes les pages du recueil.

Père, vous n'avez pas créé le corps du monde
pour que les derniers jours le rendent au néant...

Faut-il jouer le jeu des apparentements poétiques ? Je propose *Les Cantiques spirituels* de saint Jean de la Croix — avec lesquels l'inspiration de Renard a en commun tant d'images où la vie et la mort, la lumière et la nuit sont les anneaux extrêmes d'une chaîne mystique :

... et c'est quand votre amour est là comme une nuit
où je n'entends plus rien que mon propre silence...
que commence à germer le grain surnaturel.

MAURICE CHAVARDÈS.

1. Cf. *La Vie Intellectuelle,* janvier 1953, p. 114.

SCIENCES SOCIALES

« *Révolution, dernière chance de la France* », de MAURICE LAURÉ

On a trop souvent dit du mal de la politique des inspecteurs des Finances, et trop souvent vitupéré la myopie des vues du fisc, pour qu'il ne soit pas réconfortant de voir un homme dont le bureau se situe à « l'étage noble » de la rue de Rivoli, et dont l'activité s'exerce dans le domaine des impôts, intituler un livre : *Révolution, dernière chance de la France.*

D'autant que le livre de M. Maurice Lauré est un livre très intéressant, dont on ne saurait trop conseiller la lecture.

Une analyse fort précise met d'abord en évidence le déclin de la puissance économique française, et montre le lien entre la capacité économique, la capacité fiscale, et cette « puissance collective » qui se manifeste notamment sur le terrain militaire. L'importance, à ce dernier point de vue, de la productivité marginale, est mise en lumière : avec une population quatre fois plus forte, les U.S.A. sont douze fois plus riches, seize fois plus « capables » fiscalement, et soixante fois plus « puissants » que la France.

L'auteur étudie ensuite la croissance de l'économie russe, et montre que vers 1960 le niveau de vie russe devrait atteindre le niveau occidental; il montre très pertinemment l'immense « danger pacifique » de cette évolution — pour ne rien dire du danger militaire. Le lecteur n'a pas le moyen de vérifier ces statistiques, et est obligé de les tenir pour bonnes; on peut se poser quelques questions, notamment en ce qui touche la possibilité d'atteindre rapidement une production agricole élevée; mais je crois qu'il faut faire confiance à l'auteur et tenir le résultat d'ensemble pour sensiblement exact.

Ces données ne sont pas, certes, entièrement nouvelles; mais elles sont loin d'être, autant qu'il le faudrait, répandues dans l'opinion publique, et elles sont rarement exprimées avec autant de précision.

Mais où sont les causes et où sont les remèdes ? M. Lauré montre qu'il ne convient pas d'incriminer l'insuffisance de nos ressources naturelles, ni (en première approximation au moins) l'étroitesse de notre marché : que ce sont nos méthodes de travail, au sens le plus large du mot, qui sont en cause; et qu'il ne sert de rien de faire des reproches à telle ou telle catégorie de Français. Selon lui, le mal réside dans l'absence d'un idéal collectif. Suit l'exposé d'une philosophie de l'histoire selon laquelle les manifestations de la puissance nationale auraient été liées au renouvellement des grands principes qui ont dominé la vie politique du pays, à savoir la chevalerie, les franchises bourgeoises, la monarchie, et enfin la nation — contrepied d'un marxisme élémentaire qui voit dans les idéaux une simple et presque inutile superstructure de l'économie... Sans doute de telles vues générales sont-elles toujours contestables; mais il faut dire que la démonstration est assez convaincante.

Que notre situation présente soit pré-révolutionnaire, et que nous vivions sous un « ancien régime », l'auteur l'établit facilement; et aussi bien établit-il l'absence d'un idéal commun. Et de citer V. Duruy : « Cet empire, qui avait tant de lois et pas une institution; tant de sujets et pas un citoyen; eut une administration si habile, qui finit par être une charge si écrasante... », et Malraux : « Il n'est pas d'idéal auquel nous puissions nous sacrifier, car de tous nous connaissons les mensonges, nous qui ne savons point ce qu'est la vérité. L'ombre terrestre qui s'allonge derrière les dieux de marbre suffit à nous écarter d'eux. De quelle étreinte l'homme s'est lié à lui-même! Patrie, Justice, Grandeur, Vérité, laquelle de ces statues ne porte de telles traces de mains humaines qu'elle ne soulève en nous la même ironie triste que les vieux visages, autrefois aimés! »

Reste donc à proposer aux Français un idéal collectif susceptible de provoquer les réformes nécessaires des structures et des habitudes. M. Lauré remarque avec raison qu'un tel idéal doit être latent dans le peuple : ce n'est que dans des circonstances très exceptionnelles qu'un pays peut adhérer à un idéal en quelque manière « parachuté » au beau milieu de son histoire.

L'auteur pense que l'idéal de Nation (dans le sens « nationalisme ») est en train de se transmuer en idéal de commu-

nauté; et que l'idéal de Liberté est en train de se transformer en celui de la solidarité. Il ne me semble pas défigurer sa pensée en disant que c'est ainsi vers une manière de socialisme, nourri à la fois d'un contact étroit avec la réalité économique (et sur ce point refusant les positions doctrinaires à priori) et d'un contact avec un idéal de solidarité humaine, qu'il voudrait entraîner notre pays.

Toute cette partie, fort intéressante, de la thèse de M. Lauré, mériterait la plus sérieuse réflexion de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, contribuent à l'élaboration de la pensée politique française; et mériterait une attentive discussion de leur part.

Sans doute aussi pourrait-on dire que cette « révolution » n'apparaît pas comme très révolutionnaire... On sait bien que les inspecteurs des finances ne sont pas, en principe, des techniciens des barricades; on aimerait cependant quelques vues sur les moyens concrets.

Mais il me semble qu'il est du devoir d'un lecteur de calmer les scrupules qu'expose M. Lauré dans son avant-propos (« Mon appréhension est grande à la pensée que, simple citoyen, je vais exprimer mon jugement sur un sujet sacré pour tout Français »), et de lui dire que son livre, à la fois par son analyse des causes de la décadence française et par son ébauche de solution, rend service à notre pays.

GEORGES DESFAUDÉS.

Sur le chantier social, d'HENRI ROLLET.

Ce que l'auteur et le préfacier, Joseph Folliet, appellent modestement un « petit livre » qui dresserait un « bilan provisoire » apparaît au contraire, faisait suite à l'excellent *Action sociale des catholiques en France* (1871-1901 et précèdant un nouvel ouvrage sous le même titre annoncé pour la période 1901-1914, comme une contribution importante à un ensemble qui, lorsqu'il sera achevé, constituera un instrument de travail d'une valeur exceptionnelle. On

a l'impression que, pour la période considérée (1870-1940), *Sur le chantier social*[1], s'il ne dit pas tout, évoque tout ou presque. Le scrupule de l'auteur le fait remonter aux premières initiatives de l'abbé Lowenbruck et, passant par les conférences de Saint-Vincent-de-Paul de Frédéric Ozanam, par l'action parlementaire d'Armand de Melun, par la création des premiers syndicats indépendants et de la J.O.C. de l'abbé Guérin, on en vient aux Semaines Sociales qu'on a pu appeler justement « l'École Normale Supérieure du Catholicisme Social ». Mais l'auteur recense aussi, non seulement les activités parapolitiques du Sillon et de Marc Sangnier, des premiers démocrates chrétiens, mais les dévouements spécialisés des Secrétariats Sociaux (où l'auteur a joué un rôle), de l'Action Populaire du R. P. Leroy, de l'Institut Populaire, et nous apprend tout ce que l'on doit savoir des chantiers du cardinal Verdier et des initiatives patronales, comme celle d'Eugène Dechelette auquel on doit l'introduction en France de la semaine anglaise.

Sur cet ensemble où le meilleur côtoie ce que certains contesteront aujourd'hui, mais dont la perspective générale laisse une impression de militantisme et d'esprit d'invention incroyable — le recul déjà historique fait ressortir certaines valeurs. L'œuvre de Léonie Chaptal, arrière-petite-fille du ministre de Napoléon, est de celles-là, qui jeta les premières bases de la médecine sociale et eut la hardiesse, dans les premières années du siècle, d'associer au même mouvement catholiques et incroyants. Déterminant aussi est le rôle de ces gentilshommes ruraux éclairés qui luttèrent, souvent au parlement en faisant adopter les premières dispositions législatives de l'assurance agricole, pour libérer la paysannerie de cette plaie, si répandue au XIXe siècle : l'usure.

Mais c'est au lecteur de porter son jugement sur un mouvement dont l'ampleur est trop souvent méconnue par les catholiques eux-mêmes. Henri Rollet, judicieusement et dans une touche finale, associe à l'action des écrivains sociaux, comme Maurice Vaussard, des militants patronaux, comme Joseph Sarthoulet, la pensée qui les précède ou les accompagne de Péguy à François Mauriac. Dans ce sens, recommander ce livre revient moins à faire la publicité de

1. Chronique Sociale de France.

son auteur, Henri Rollet, qu'à inciter les lecteurs catholiques à prendre la mesure du militantisme et de la pensée chrétienne au cours des cinquante dernières années.

JACQUES NANTET.

THÉATRE

M. Jean-Paul Sartre n'a pas fait la pièce que l'on attendait de lui; ce n'est pas une raison pour juger la pièce qu'il a voulu faire en fonction de celle à laquelle il n'a peut-être jamais pensé. On avait beaucoup parlé de *Nekrassov* avant les premières représentations; on avait pu croire à quelque jeu d'idées dans le cadre d'une comédie de mœurs : or il n'y a ni jeu d'idées ni comédie de mœurs, et ceci, tout simplement, ni ceci ni cela n'étaient dans l'intention de l'auteur.

On connaît l'équivoque qui sert de prétexte; c'est celle que M. Charlie Chaplin avait mise en film dans *Le Dictateur* : on nous montrait sur l'écran un homme qui s'échappait d'une clinique et que la foule prenait pour un dictateur illustre; on nous montre sur la scène du Théâtre Antoine un escroc qui échappe à la police et qui se fait passer pour un ministre de l'U.R.S.S. ayant « choisi la liberté ». Mais dans le film, si j'ai bonne mémoire, l'équivoque tenait à une erreur des masses fanatisées; dans la pièce, elle est une escroquerie répondant à un besoin et, ici, nous retrouvons le souvenir de *Donogoo,* c'est-à-dire la tradition normalienne du *canular.*

Dans la perspective du *canular,* bien des critiques tombent. M. Jean-Paul Sartre n'a jamais eu la prétention de peindre les milieux politiques et « journalistiques » de l'Occident; il serait ridicule de croire qu'il a voulu présenter là des « scènes de la vie parisienne »; il n'a sûrement pas eu l'ambition de devenir l'Édouard Bourdet du progressisme; la comédie boulevardière finement caricaturale de *Vient de paraître* n'est pas précisément son genre.

Il s'agit donc d'un *canular*, mais d'un *canular* « engagé ». Telle est la radicale nouveauté de *Nekrassov*. En racontant les aventures de M. Le Trouhadec, M. Jules Romains avait, à sa façon, dénoncé l'exploitation des actionnaires par les conseils d'administration, la fabrication de l'opinion par la presse, les compromissions de la politique avec les affaires : il s'agissait là d'un genre littéraire bien connu, la satire. L' « engagement » est une autre chose que la satire, car il introduit en art le primat de l'efficacité.

Les animateurs contemporains d'un « théâtre populaire » songent surtout à un théâtre universel qui, étant universel, sera *aussi*, de ce fait, populaire. Lorsqu'il parlent de « classes sociales », c'est pour refuser un théâtre capable de toucher ou de divertir le seul public « bourgeois » et lui opposer un théâtre digne d'intéresser tous les hommes, sans excepter les bourgeois. M. Jean Vilar, par exemple, se tourne vers Shakespeare et Molière précisément parce que leurs œuvres lui semblent douées d'une signification humaine et d'une valeur esthétique qui ont survécu aux différences d'époques et qui sont sensibles aux spectateurs de toutes conditions. Or, pour la première fois peut-être un écrivain authentique écrit une pièce pour une certaine classe sociale, prise à un certain moment de l'histoire. L'auteur de *Nekrassov* peint les capitalistes, les journalistes gouvernementaux. les hommes et les femmes du Parti tels que les voit le citoyen communisant du printemps 1955. Le canular se développe à travers une imagerie toute faite, consubstantielle, pour ainsi dire, à l'esprit de classe : il reste à l'auteur le soin d'ajouter la couleur.

M. Jean-Paul Sartre sait parfaitement qu'une œuvre de ce genre est éphémère et ne saurait devenir « classique »... La contingence est le prix de l'efficacité.

Car Nekrassov est efficace comme n'importe quel jeu de massacre quand le joueur est adroit. Les têtes de pipe sont toutes bourgeoises; une jeune journaliste progressiste représente la pureté du cœur et de l'esprit; le faux Nekrassov est un révolté, c'est-à-dire un révolutionnaire possible; il renouvelle le type du grand pécheur qui trouvera peut-être dans son péché même la voie du salut. La partie du public à laquelle l'auteur s'adresse est visiblement enchantée.

Si j'étais communiste, je penserais que de telles pièces

sont utiles, mais en préférant qu'elles ne soient pas signées d'un membre du Parti. Il est trop clair ici que « l'engagement » devient vite justification du laisser-aller, du va-comme-je-te-pousse, de l'effet-pour-l'effet. Au cours de la première partie, on note ici l'ombre fugitive d'une idée philosophique, là une survivance de l'esprit normalien, entre ici et là un coup bien placé, un mot juste, un geste qui trahit l'homme dans le pantin. La seconde partie n'est plus qu'une pénitence infligée aux comédiens.

On peut regretter que l'auteur de *Huis-clos* et des *Mains sales* cherche à devenir un Marcel Aymé des *Temps modernes*; mais on ne saurait trop insister sur la logique de son attitude. M. Jean-Paul Sartre n'est ni communiste ni marxiste : mais il constate que la classe ouvrière trouve son organe dans le Parti Communiste : qui n'est pas avec le Parti Communiste — *avec* ne signifie pas *dans* — est contre elle. En écrivant une farce « de classe », l'auteur de *Nekrassov* ne trahit nullement sa philosophie : il met sa conduite d'auteur dramatique en accord avec sa pensée de philosophe. Du même coup, son œuvre pose un grave problème : cette philosophie ne serait-elle pas un nouveau pragmatisme et ce nouveau pragmatisme ne signifierait-il pas la fin de tout art ?

Le nom de M. Jean Sarment ne dit sans doute plus grand' chose aux jeunes d'aujourd'hui. Il fut un temps où il représentait l'espoir. Il avait dix-neuf ans et il écrivait *La couronne de carton,* il n'était pas beaucoup plus vieux quand il donnait à l'Œuvre *Le pêcheur d'ombres.* Comédien, il connaissait le métier d'auteur; il était romantique et intelligent, plus sensible à la poésie des âmes qu'à la richesse du verbe; avait-il lu Tchékov ? Musset, sûrement.

Les souvenirs attendrissent, c'est bien connu. Pas au point, toutefois, de substituer le passé au présent. A aucun moment nous n'avons eu l'illusion d'être à la Maison de l'Œuvre où le jeune acteur jouait ses pièces de jeune auteur. A dire vrai, nous avons eu plutôt l'impression de nous retrouver dans l'ancien Odéon. *Le Pavillon des enfants* a tout ce qu'il faut pour plaire, c'est une pièce bien faite, en dépit de longueurs dans la seconde partie, avec des personnages assez vrais pour faire doucement vibrer la corde sensible, assez conventionnels pour nous éviter la fatigue

de la surprise; quelques propos « osés » eussent choqué les familles qui venaient jadis à l'Odéon : c'est aujourd'hui la sauce piquante indispensable.

Deux thèmes se déroulent dans ces huit tableaux. D'abord celui de la vieille demoiselle — Tante Céleste — gourmande et vipérine, la sacrifiée de la famille qui exploite avec habileté son sacrifice.... et pourtant, elle avait un cœur, elle aussi; le mari de sa sœur n'a rien vu... sa méchanceté n'est qu'un grand amour déçu. L'autre thème est l'éternel malentendu qui empêche de se rencontrer ou de se reconnaître au bon moment ceux qui s'aiment. Un très beau sujet pointe ici : comment les amours enfantines trompent les cœurs des adolescents et les conduisent sur de fausses pistes... Mais ce n'est qu'une ombre d'idée.

Il ne faut pas systématiquement mépriser ce genre de pièces. Celle-ci est d'une mélancolie distinguée; elle n'est jamais ennuyeuse; la comédie de mœurs — la vie d'une famille bourgeoise en Normandie — est même réussie. Il n'est donc pas question de refuser ce théâtre; on souhaite qu'il soit mis à sa place. Cette place est-elle la Comédie-Française ? Le triomphe des acteurs de la Maison est gênant. Ils jouent supérieurement, bien sûr. Qui peut le plus peut le moins. Mais pourquoi chercher le moins ?

HENRI GOUHIER.

Document

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ALGÉRIE

★ *En ce temps où la haine et la peur se déchaînent en Afrique du Nord, il n'est pas inutile de publier ici à titre de document, de larges extraits du rapport* (1) *sur la situation économique et sociale de l'Algérie que notre collaborateur et ami Robert Delavignette a présenté le 28 juin 1955 au nom du Conseil Économique et que cette assemblée a approuvé à une importante majorité en adoptant le projet d'avis consécutif, inséré avec le rapport dans le Journal Officiel du Conseil Économique en date du 5 juillet 1955.*

INTRODUCTION

1. — *Les réalités géographiques algériennes*

L'OPINION publique dans la métropole se fait souvent de l'Algérie une idée très simpliste qui est sans aucun rapport avec la complexité des réalités algériennes. Aussi avons-nous tenu à mettre d'abord l'accent sur cette complexité, qui apparaît dans la géographie physique, dans l'histoire et dans le peuplement des pays algériens et qui se retrouve évidemment dans leur

1. Ce rapport comprend trente-quatre pages du *Journal Officiel*. On n'en donnera que les passages les plus significatifs, certains chapitres étant résumés en quelques lignes.

économie et dans leur sociologie. Le rapport du Conseil économique ne pourra pas toujours rendre compte d'une telle complexité, il est bien forcé de la réduire à des schémas où elle risque d'être perdue de vue, mais on souhaite qu'elle leur soit toujours sous-jacente.

En ce qui concerne les données géographiques, nous voudrions dégager celles qui éclairent le mieux la conjoncture actuelle comme les constantes de l'économie algérienne. Ce sont :

a) L'irrégularité de la pluviométrie et du régime des eaux. Il y a là une notion de base, faute de laquelle il est impossible d'apprécier correctement les nécessités de l'agriculture et aussi les possibilités de l'énergie hydro-électrique en vue de l'industrialisation.

b) Le caractère improductif d'une énorme portion du territoire. Grande comme trente-cinq départements métropolitains avec ses 220.487.000 hectares, l'Algérie ne dispose en réalité que de 50.120.000 hectares réputés utiles dont 4.130.000 seulement sont en champs, vignobles, olivaies et vergers. Et c'est cette surface égale à dix départements métropolitains qu'elle doit cultiver pour nourrir une population croissante qui, de 1955 à 1973 passera de 9.500.000 habitants à 14.000.000. Encore faut-il ajouter que le sol arable est fragile. Un million d'hectares sont à restaurer en première urgence.

c) Etendue sur un littoral méditerranéen de près d'un millier de kilomètres, l'Algérie est morcelée par son relief qui est orienté à contre-sens du couloir côtier. Aucune transversale naturelle de circulation d'Est en Ouest ne relie entre eux ces massifs et entre elles ces hautes plaines dont les cantons surmontent la lisière maritime.

En ce qui concerne les facteurs historiques du peuplement algérien, il est commode de les examiner par rapport aux deux grands blocs humains qui coexistent en Algérie : le bloc européen et le bloc arabo-berbère et musulman. Mais à l'analyse, on découvre vite que

chaque bloc est disparate et plein de fissures et qu'ils concourent tous deux à la création d'un ensemble composite où la langue elle-même, par son vocabulaire et sa syntaxe, reflète la diversité et le brassage des apports. Le bloc européen s'édifie sur des Français venus de la métropole depuis le XIXe siècle, sur d'autres Français originaires d'Espagne, d'Italie, de Malte, sur d'autres Français encore qui étaient avant le décret Crémieux de 1871 des juifs algériens. Le bloc arabo-berbère n'est pas moins varié en éléments constitutifs. Quoi de commun entre le Kabyle, le Mozabite et le nomade berger ou chamelier ? Berbères blonds, Berbères bruns, Berbères noirs composent une mosaïque ethnique. Quant aux Arabes proprement dits, ils sont rares à garder le type des cavaliers de la grande chevauchée musulmane qui est à l'origine de l'Islam Maghrebin. L'Islam, voilà en effet le véritable lien de l'agrégat arabo-berbère. Mais là encore la chose n'est pas simple. C'est un Islam qui évolue et dont le comportement cherche aujourd'hui à se définir, non plus uniquement selon les anciennes lignes de force, mais autour de centres nouveaux comme le syndicat et la fonction publique.

Telles sont les considérations très sommaires qui devront néanmoins être présentes à l'esprit pendant l'étude qui va suivre sur les problèmes économiques et sociaux de la conjoncture algérienne — problèmes interférents, où facteurs psycho-sociologiques ont au moins autant d'importance que les facteurs économiques et techniques.

2. — *Structures constitutionnelle et administrative de l'Algérie*

L'Algérie offre la singularité de posséder à la fois les caractéristiques politiques et administratives d'un dé-

partement français et d'avoir en propre un régime spécial dont certains aspects rappellent la législation et la réglementation qui régissaient les rapports entre la France et ses colonies, tandis que d'autres aspects reflètent des particularités géographiques et humaines.

En d'autres termes, l'Algérie, légalement, c'est la France, mais c'est aussi tout autre chose que la France métropolitaine.

On a pu dire que le statut de l'Algérie procède de tendances contradictoires où l'assimilation le dispute à l'association, et la centralisation à la décentralisation, mais ce que nous pouvons retenir pour cette étude, c'est que l'Algérie possède son propre budget, et qu'elle est susceptible d'établir sa propre fiscalité, tandis que le régime douanier reste déterminé par la loi.

I. La démographie, ses conséquences sociales et économiques

1. — *Démographie en crue*

L'accroissement accéléré de la population constitue en soi le problème fondamental de l'Algérie et domine toutes les questions économiques et sociales. L'Algérie qui représente moins de trois pour mille de la population mondiale, s'accroît annuellement dans une proportion qui est de un pour cent de l'accroissement de la population mondiale.

De 1872 à 1948, soit en trois quarts de siècle, la population est devenue trois fois et demie plus forte.

Mais cette cadence, déjà rapide, s'est encore considérablement accrue au cours des dernières années.

Ce chiffre élevé de naissances — ce sont 320.000 enfants qui naissent chaque année — a cette conséquence que la population musulmane est composée dans une

forte proportion d'éléments jeunes : plus de la moitié de la population a moins de vingt ans (3.279.000 adultes pour 3.502.000 enfants de un à quatorze ans). *Elle comporte donc 94 adultes pour 100 enfants de un à quatorze ans.* Cela pose le très grave problème de prévoir d'abord les ressources nécessaires à la formation professionnelle et civique de toute une jeunesse dont l'entretien sous ce rapport est entièrement à la charge de la collectivité — et de prévoir ensuite l'incorporation de cette jeunesse à la vie économique et sociale.

En face de cette charge croissante pour la collectivité, la production agricole demeure sensiblement constante depuis l'avant-guerre et la production industrielle ne croît que très légèrement.

Rien ne semble devoir venir modifier l'accroissement massif de la population algérienne dans les années à venir.

Dès maintenant, nous devons faire face à un avenir qui peut être concrétisé par ces chiffres :

Dans vingt ans, en 1975, l'Algérie devra nourrir 15 millions d'habitants, soit quarante-sept pour cent de plus qu'actuellement, alors qu'elle parvient difficilement à nourrir sa population actuelle.

Ainsi est posé de façon aiguë le triple problème de la subsistance, de l'emploi, de l'éducation.

2. — *Sous-emploi. Non-emploi. Chomâge*

La population active musulmane comprend, sans les émigrés, 2.300.000 hommes, dont 1.850.000 dans le secteur rural et 450.000 dans le secteur urbain.

Le nombre des inemployés pour toute l'Algérie urbaine et rurale serait au bas mot de 300.000 et pourrait s'élever jusqu'à 400.000.

Répartition des inemployés. Gravité de la situation dans le Constantinois.

D'après M. Champ, c'est incontestablement le département de Constantine qui est le plus touché, le plus pauvre et où les exploitations européennes sont les moins nombreuses. On compte 64.000 inemployés dans les villes et 175.000 dans les campagnes. Les arrondissements du Sud du département, celui de Batna et celui de Constantine, déshérités par la qualité des terres, sont les plus atteints. On a pu évaluer, dans une commune, à trente-cinq pour cent de la population totale le nombre des inemployés, c'est le chiffre maximum.

3. — *L'émigration*

L'émigration algérienne en métropole date de cinquante ans, mais elle a pris une ampleur particulière depuis 1947. Elle est la conséquence directe de la pression démographique. Mais l'émigration est également la conséquence de la structure de l'agriculture de l'Algérie, et de l'insuffisance du développement industriel.

300.000 Algériens se trouvent actuellement en France. On peut estimer qu'un septième des hommes adultes algériens en âge de travailler vit dans la métropole.

La Kabylie fournit la moitié des émigrants.

Est-il souhaitable de freiner la venue des travailleurs algériens ?

L'émigration algérienne constitue un phénomène spontané qui se produit sous l'empire d'une nécessité économique.

Légalement, on ne peut limiter l'émigration, les Algériens en leur qualité de citoyens français jouissant sur

tout le territoire métropolitain de la liberté de circulation.

D'autre part, l'émigration constitue une source de revenus non négligeable pour l'Algérie.

Un million et demi de personnes demeurées dans les douars vivent de l'argent gagné dans la métropole. Sur les 60 milliards de salaires touchés dans la métropole, 35 milliards ont été envoyés en mandats en Algérie au cours de 1954. Si l'on doit compter en plus l'argent ramené par chacun des travailleurs, c'est un apport financier égal à celui que la métropole verse au budget algérien, qui profite directement à la population, en élevant le niveau de vie et apportant un mieux-être.

« Cet apport financier équivaut également au quart des salaires payés en Algérie par le secteur non agricole et au montant global des salaires versés par l'agriculture. »

4. — *Niveau de vie*

Le revenu national.

Chacun sait que des études ont été entreprises pour déterminer le revenu national de l'Algérie. Ces études n'ont pu être communiquées au Conseil économique malgré les demandes qu'il a formulées. Cependant, la presse en a publié certains extraits, que nous reproduisons à titre d'information et avec les réserves d'usage.

C'est ainsi que l'*Algérie industrielle et commerciale* du 13 janvier 1955 écrivait :

« Le revenu national moyen de l'Algérie est de 40.000 fr. environ par an, le cinquième de celui de la métropole.

« L'agriculture qui groupe les trois quarts de la

population ne dispose que du tiers du revenu national, et encore ce tiers est-il inégalement réparti.

« Le revenu moyen qui représente moins de 20.000 fr. est à peine supérieur à celui de l'Hindou.

« Il faut noter dans le même ordre d'idées que les revenus les plus élevés peuvent atteindre un milliard (catégorie des propriétaires exploitants non musulmans).

« Les autres activités, après avoir payé 50 milliards environ d'impôts, se partagent 200 milliards environ, soit 100.000 fr. par personne et par an.

« Une première conclusion est donc que le rural a un revenu moyen égal au cinquième de celui du citadin.

« L'inégale répartition du revenu national dans le secteur agricole apparaît principalement dans les quelques estimations approximatives suivantes : il existe 25.795 propriétaires européens, possédant 2.400.000 hectares, répartis ainsi :

Petites propriétés.....	1,81 %
Moyennes propriétés.....	24,72 %
Grandes propriétés.....	73,47 % »

Ressources alimentaires et niveau de vie.

Il n'existe pas d'étude générale sur le niveau de vie en Algérie. Elle ne pourrait être d'ailleurs qu'une somme ou une moyenne d'un certain nombre de niveaux de vie fort différents. On pourrait en effet distinguer :

La population européenne.

La population musulmane des villes.

La population évoluée des campagnes.

La population du secteur traditionnel (pasteurs et fellahs).

La population des oasis.

Toutefois en 1948 un rapport sur l'état de l'alimen-

tation et de l'agriculture établi par la F.A.O. a ét
publié par les soins du comité ministériel de l'alimenta
tion et de l'agriculture.

Plus récemment une nouvelle enquête a été entre
prise par le même organisme mais ses résultats n'e
ont pas été publiés.

Dans leur *Economie alimentaire du Globe*, Cépèd
et Lengellé avancent le chiffre suivant sur le niveau d
vie alimentaire algérien exprimé en calories : 1.80
celui de la métropole étant de 2.979.

5. — *Le budget*

L'examen, même rapide, du budget de l'Algérie sou
ligne les difficultés qu'elle aura à résoudre.

Il existe, chacun le sait, un budget ordinaire et u
budget extraordinaire, ce dernier destiné à l'équipe
ment économique, social et culturel.

L'ensemble des deux budgets s'élève à un montan
légèrement supérieur à 150 milliards. *La France métro
politaine fournit environ le tiers de cette somme.*

6. — *Enseignement*

A raison de la forte natalité dont elle fait preuve,
population algérienne est composée dans une très for
proportion d'éléments jeunes : plus de la moitié de
population de moins de vingt ans ; ce qui réduit d'au
tant la population active tout en augmentant les cha
ges, et particulièrement les charges scolaires.

II.— Le choix des investissements (agriculture et industrie)

1. — *La terre, l'agriculture et l'élevage en Algérie*
La terre

1° *Situation.*

a) Le régime des terres

Le régime des terres en Algérie partage celles-ci en deux grandes catégories : les terres dites francisées parce qu'elles sont soumises à la loi française et les terres qui relèvent du droit coutumier.

Une importante partie du sol algérien a été francisée : environ 5.800.000 hectares. Elle couvre la quasi-totalité du Tell et s'étend de plus en plus à d'autres régions. Elle a abrité au cours du XIXe siècle les deux types de colonisation agraire qui furent mis en œuvre : la colonisation officielle, qui a porté sur 1.700.000 hectares; et la colonisation privée qui a porté sur 1.000.000 d'hectares. Enfin, la partie francisée du sol algérien comprend les différents domaines de l'Etat, de l'Algérie, des départements, des communes.

Les terres non francisées contiennent environ 5.600.000 hectares. Elles restent sous un droit coutumier d'origine coranique mais qui offre des variantes locales. En gros, elles se subdivisent en habou, en melk et en arch.

Le bien habou tend à disparaître.

La terre melk, qui renferme 3.400.000 hectares, peut appartenir en pleine propriété à son détenteur individuel ou collectif. Même si elle est indivise, elle est mobilisable.

La terre arch, au contraire, ne connaît d'autres droits fonciers que des droits de jouissance qui la rendent pratiquement inaliénable.

Le principe de l'inaliénabilité a été entamé par l'évolution vers la propriété individuelle qui se précise en milieu traditionnel, mais qui pose des problèmes délicats. Il s'agit de doter la terre arch — comme aussi la terre melk — d'un statut qui la munisse de titres certains et d'édicter une procédure simple, souple et peu onéreuse, qui protège les usagers contre les spéculateurs.

b) La répartition des terres

Il est assez délicat de connaître la répartition des terres — les annuaires statistiques faisant preuve d'une grande discrétion à ce sujet — surtout lorsqu'il s'agit de la propriété du sol plus que de son utilisation.

Le tableau suivant montre la répartition des terres cultivables (6.000.000 d'hectares) :

Agriculture évoluée et agriculture traditionnelle.

	NOMBRE D'EXPLOITANTS		SUPERFICIE
			Hectares
Agriculture évoluée	Européens	(25.000)[2]	750.000
	Musulmans	(15.)[3]	2.750.000
Agriculture traditionnelle...	Musulmans	(500 000)[4]	2.500.000

En ce qui concerne les exploitations de moins de 10 hectares, au nombre de 391.021 en milieu musul-

2. Moyenne par exploitation : Européens, 110 hectares.
3. Moyenne par exploitation : musulmans, 60 hectares.
4. Moyenne par exploitation : sociétaires S.A.P., 5 hectares. Origine : Union algérienne des S.A.P.

man (microfundia pour la plupart) il convient de remarquer qu'une aussi faible superficie en « terre sèche » s'oppose à l'équipement individuel de chaque exploitant. C'est dans cette constatation que réside la cause essentielle du sous-équipement qui provoque le sous-développement.

2° Remèdes.

Recréer la terre par la défense et la restauration des sols.

Le sol algérien est lentement et sûrement détérioré par l'érosion — surtout l'érosion pluviale.

Chaque année, cent millions de mètres cubes de terre arable sont définitivement perdus pour l'agriculture.

L'action contre l'érosion consiste en la construction de réseaux de banquettes parallèles aux courbes de niveaux.

C'est le service de la défense et de la restauration des sols qui en est chargé.

Depuis la création de ce service (1942) et surtout depuis que des crédits importants lui ont été attribués (4 milliards en quatre ans) dans le cadre du plan, près de 130.000 hectares ont été traités. Au cours des années 1953 et 1954, 30.000 hectares ont été traités annuellement.

Ce chiffre est manifestement insuffisant : le plan donne comme objectif un chiffre annuel de 50.000 hectares, la priorité étant donnée aux terres susceptibles de la plus grande production.

Il s'agit de 1 million d'hectares à traiter en première urgence.

Rachat des grands domaines

Il existe certains domaines qui ont pris le caractère de latifundia insuffisamment mises en valeur ou dont le cahier des charges n'a pas été respecté.

Ces domaines sont loués parfois, et à des prix élevés, à une multitude de petits fellahs.

On peut penser qu'il serait opportun de procéder au rachat de ces domaines, de les morceler et de les vendre à ceux qui les travaillent. Des crédits à long terme devraient être mis à la disposition de ces paysans de façon à leur permettre d'acquérir sans une difficulté insurmontable — le manque d'argent — la propriété.

2. — *Le volume des investissements à prévoir dans le cadre d'un plan élargi et prolongé : mille milliards en dix ans, cent milliards par an*

La nécessité de réaliser, *en priorité,* tous les investissements dont l'influence sur les conditions d'existence et de travail de la population, pour être à la fois importante et rapide, réclame, dès l'origine, un apport plus substantiel de fonds publics que l'on peut forfaitairement évaluer à un montant annuel appelé à varier entre 100 et 150 milliards, montant qui nous paraît avoir pour corollaire un accroissement par an de cin pour cent du niveau de vie. Il faut également admettre et poser pour principe que cet effort, qui ne saurait se ralentir, doit être envisagé sur une assez longue durée et implique, d'ores et déjà, la notion d'un programme décennal permettant une application, à la fois mesurée et plus rigoureuse, des mesures envisagées.

Tel est, après un examen approfondi des réalités, l'effort financier qui devra être consenti au cours de la prochaine décade, si l'on veut apporter une solution vraiment effective à l'angoissant problème que pose l'accroissement démographique de l'Algérie et le relèvement progressif du standard de vie de sa population

En réalité, nous devons admettre que, par sa position-clé au seuil de territoires africains, dont elle commande l'accès, l'Algérie justifie, désormais, un effort in-

comparablement supérieur. La France métropolitaine ne saurait laisser plus longtemps végéter à sa porte un territoire économiquement faible et, de ce fait, vulnérable.

Si lourd qu'il puisse apparaître, à première vue, cet effort financier n'est nullement disproportionné aux intérêts en jeu, dès lors qu'il s'agit d'équiper, matériellement et moralement, trois départements qui nous ouvrent les confins sahariens et assurent la liaison de la métropole avec les éléments africains de la République.

Conclusions générales

Quand la terre manque, quand les travailleurs chôment, quand l'espoir fait défaut à la jeunesse, alors l'autorité publique n'est plus qu'une cuirasse vide.

Les mesures que nous préconisons sont inspirées par deux idées directrices et interdépendantes, qui naissent elles-mêmes des faits.

Première idée : c'est sur l'économie algérienne et sur le plan social algérien qu'il faut agir — et agir vite et bien.

Dans l'économie algérienne, nous ne séparons pas l'agriculture de l'industrialisation. Nous estimons, au contraire, qu'il y a là deux activités complémentaires, et que l'une n'est pas à opposer ou à sacrifier à l'autre. Mais nous avons le souci de l'urgence, et même de l'immédiat. Aussi disons-nous que, pour ce qui est des priorités, le service de défense et de restauration des sols existe déjà, fonctionne déjà et peut appeler tout de suite des travailleurs pour les sauver du chômage, tout en sauvant un million d'hectares qui sont à traiter en première urgence. De même, disons-nous que les Sociétés agricoles de Prévoyance et les Secteurs d'Amélioration Rurale existent déjà, fonctionnent déjà, ont

déjà fait la preuve qu'une politique de crédit leur permettra de mieux remplir leur tâche qui est de valoriser les rendements — et aussi l'environnement social — de la culture traditionnelle et de donner au fellah le sentiment qu'on s'occupe de lui au niveau de son douar. Enfin nous disons que dans cet environnement social si nécessaire, l'artisanat de service sera rapidement prêt à attirer des travailleurs. La politique que l'on appelle « grande politique de petits travaux » ne consiste pas dans une distribution démagogique de chantiers municipaux, mais dans la création de biens neufs pour les collectivités de base : un puits avec sa pompe, un abreuvoir, un lavoir, un marché couvert, un silo coopératif, un groupe électrogène, une pépinière communale, petites choses prises isolément, mais dont l'ensemble aide un pays à vivre en confiance, petites choses, mais qui ne sont pas tellement faciles à introduire à bon escient, et sans lesquelles pourtant le fellah algérien ne croit pas que de grandes choses seront faites pour lui.

L'industrialisation est une œuvre de réelle importance et qui est indispensable à l'avenir algérien. Réalisons sans tarder les conditions auxquelles elle est subordonnée : étude de la nature des industries à installer ; recherche de débouchés sur le marché intérieur algérien comme sur les marchés extérieurs, appel de capitaux pour les investissements, mesures de soutien pour lutter contre le dumping, formation professionnelle des ouvriers et des cadres. Aucune de ces conditions qui puisse être négligée sans danger ou qui puisse faire l'objet d'improvisation.

Seconde idée : qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrialisation, ou plus exactement des deux, et quel que soit le volume du concours financier algérien, c'est à la France métropolitaine qu'il échoit de fournir le principal des ressources en crédit. C'est donc sur le revenu national métropolitain et en dernier ressort par

l'impôt direct ou indirect que seront, en définitive, prélevés pour la plus grande part les subventions, les emprunts qui mettront l'Algérie em ordre de marche sur le plan économique et sur le plan social.

Il ne nous appartient pas de tirer ici les conséquences politiques de ce principe de solidarité entre la Métropole et l'Algérie. Mais notre Conseil doit demander que l'aide métropolitaine ait bien sa juste destination et son efficace application dans l'ordre économique et social des départements algériens. Il serait abusif et funeste que la quote-part du citoyen métropolitain au relèvement de ses concitoyens d'outre-Méditerranée fût réservée à des constructions somptuaires, à des entreprises spectaculaires, et confisquée au profit d'intermédiaires, de prébendiers ou de privilégiés, tandis que le fellah n'en aurait que des miettes. Ce serait subventionner indirectement le terrorisme que d'aggraver la disproportion qui existe entre certains aménagements aussi luxueux que peu rentables et le dénuement de la masse en habitat, en outillage, en vêtements et en aliments. Ce serait mettre le comble au désordre que de faire payer le contribuable métropolitain pour que soit bafouée la solidarité qu'il manifeste envers les Algériens de toute condition et de toute religion.

Nous voudrions être assurés que le plan quadriennal trouvera en Algérie le personnel — et l'esprit — dont il a besoin pour être mené à bien. Qu'on ne voie dans notre demande aucune critique à l'égard des services qui ont élaboré le plan. Il nous plaît au contraire de saisir cette occasion de leur rendre hommage. Mais nous savons par l'expérience du plan précédent, en Algérie comme en d'autres régions d'outre-mer que les résultats n'ont pas toujours correspondu aux prévisions. La valeur d'un plan se mesure, non seulement à la supériorité des techniques qu'il fait jouer et à l'exactitude des données qu'il entend développer, mais aussi au degré d'adhésion qu'il suscite chez ceux qui le réa-

lisent, comme chez ceux pour qui il doit être réalisé. Qu'il soit générateur de barrages en vue de l'irrigation ou d'usines ou encore d'œuvres sociales, dont il semble pourtant qu'elles devraient s'imposer d'elles-mêmes, le plan ne remplira son rôle économique et social que s'il est popularisé. Les techniciens sont nécessaires de toute évidence, mais ils ne suffiront pas s'il leur manque la psycho-sociologie du milieu humain où le plan est appliqué. Il ne faut pas que le plan soit « sous-administré », c'est-à-dire dépourvu des agents qui sont capables d'entrer en contact avec les populations. Dans les milieux humains d'Algérie, la prise de contact exige de l'agent qui en est chargé tout autre chose qu'une routine ou une caricature de commandement. Plus que jamais, il faut à l'Algérie, comme aux territoires d'outre-mer, une administration qui ait le sens des problèmes humains, le goût des contacts humains, l'art des relations humaines. Et c'est à propos du plan, pour l'implantation psycho-sociologique du plan, que l'administration doit posséder un personnel formé à la connaissance des pays algériens. De même qu'on ne comprendrait pas qu'une société agricole de prévoyance et un secteur d'amélioration rurale n'aît pas de moniteurs sachant l'arabe, ainsi ne concevra-t-on pas le plan sans un personnel apte à le servir, à l'adapter, à le traduire, à l'expliquer. Pourquoi n'y aurait-il pas là un débouché pour des musulmans qui pourraient être rapidement préparés à ces tâches d'implantation psycho-sociologique, dont l'accomplissement garantira au plan des chances de succès, en le rapprochant de la population. Et l'autorité supérieure pourra, de son côté, confronter le plan avec les réalités, le vérifier par rapport à elles et le rectifier en cours d'exécution.

Là encore, les crédits de la métropole n'auront pas leur plein emploi si les sciences de l'homme ne concourent pas à la grande synthèse d'activités novatrices que doit être le plan d'équipement économique et social.

Telles sont les deux idées maîtresses, étroitement associées, qui nous conduisent maintenant à préciser les trois points suivants, en ce qui concerne la création d'un marché intérieur algérien.

1° *Création d'un marché intérieur.*

L'économie algérienne a un caractère *dualiste* prononcé. Nous voulons dire par là qu'elle est animée par deux groupes humains différents du point de vue économique et social. L'un, que nous désignerons par la lettre A, comprend des Européens d'origine — non pas tous les Européens — et des autochtones. Ils représentent l'esprit pionnier. Ils recherchent le perfectionnement de l'outillage et l'intensification de la production, mais surtout en vue de marchés extérieurs. L'autre groupe, désigné par la lettre B, est en majorité autochtone, il végète dans l'archaïsme de l'agriculture, dans le sous-emploi, et il manque de pouvoir d'achat pour soutenir un puissant marché intérieur.

Or, c'est à la constitution de ce puissant marché intérieur que se trouvent liées aussi bien les formules du relèvement de niveau de vie dans le groupe B que les mesures propres à redresser sur tous les plans la situation générale de l'Algérie.

Le dualisme de l'économie algérienne devrait pouvoir être utilisé dans ce but. Il ne suffit pas d'agir uniquement sur le groupe B, mais aussi sur le groupe A. Pourquoi l'esprit pionnier, sans se laisser détourner des positions qu'il a déjà conquises dans l'exportation, ne s'intéresserait-il pas aux débouchés que la constitution d'un marché intérieur algérien peut lui offrir ?

2° *Nécessité d'un plan d'ensemble pour la constitution du marché intérieur.*

C'est là que le jumelage de l'agriculture et de l'industrialisation doit être étudié et réalisé dans les meilleurs délais.

Une premiêre industrialisation peut s'appuyer sur l'agriculture, dans la mesure même où l'agriculture traditionnelle sera valorisée par l'action des S.A.P. et des S.A.R. La meunerie, la semoulerie, la conserverie, pourront fonctionner en étant assurées de débouchés plus larges dans une masse autochtone qui jouira d'une production vivrière plus abondante et qui aura travaillé davantage parce qu'elle aura été mieux nourrie par son propre travail. Les industries de l'habitat (cimenterie, briqueterie, menuiserie, plomberie, mécanique) pourront tourner. Une population mieux alimentée a des besoins croissants dans tous les domaines. Elle se loge mieux, elle s'habille mieux. L'action en faveur du fellah, si elle ne s'exprime pas toujours en distribution de salaires, sert néanmoins de levier pour créer une première branche d'industrialisation et pour régénérer l'artisanat de service.

Mais il faut un plan d'ensemble, fondé sur l'analyse des possibilités régionales.

Le même plan d'ensemble sera orienté vers les possibilités d'une plus grande industrialisation, allant jusqu'à l'industrie lourde, autour des sources énergétiques locales. Nous retrouvons, ici, l'urgence d'étudier le régime des transports, le régime du crédit, le régime de la protection indispensable, tout au moins au début.

Nous ne nous dissimulons pas que, faute d'avoir pu dresser un plan d'ensemble pour la constitution du marché intérieur algérien, la plupart des mesures que nous préconisons dans le présent rapport ne sont guère que des palliatifs ou bien des essais de démarrage.

Mais le rapport n'aura pas été inutile s'il aboutit à répandre, aussi bien dans le groupe A que dans le groupe B de l'économie algérienne, la notion de plan d'ensemble pour le marché intérieur algérien.

3° *Le rôle de la métropole est d'amorcer financièrement le démarrage du marché intérieur algérien.*

L'intérêt supérieur de la métropole est de rencontrer outre-Méditerranée une solide communauté algérienne disposant d'un bon marché intérieur. Mais il est impossible, et il serait au fond inefficace, de considérer la métropole comme un bureau d'assistance à l'Algérie. Ce que la métropole peut faire et doit faire, ce n'est pas de subventionner les palliatifs ni de prêter à fonds perdus pour des essais mal préparés, c'est d'ouvrir financièrement le démarrage d'un véritable plan d'ensemble pour le marché intérieur.

Dans ce démarrage, il est possible que la métropole doive imposer certaines conditions qui, à première vue, sembleront contraires à l'esprit pionnier du groupe A, et à la notion même de progrès technique. Le problème du sous-emploi est si grave en Algérie, l'industrialisation est encore soumise à de telles conditions que, dans l'immédiat, il sera peut-être nécessaire de prendre comme un impératif provisoire les modes d'emploi qui permettront d'engager le plus grand nombre possible de travailleurs.

ROBERT DELAVIGNETTE.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 3e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER. N.M.P.P.

DOCUMENTS

REVUE MENSUELLE DES QUESTIONS ALLEMANDES

10e ANNÉE. AOÛT 1955.

AU SOMMAIRE

DES GARDES-FRONTIÈRES AUX « STREITKRAFTE »

Karl Wilhel Böttcher : **Les gardes-frontières.**

Karl Arnold : **Pour une « Wehrpolitik ».**

Theodor Blank : **Déclaration du nouveau Ministre de la Défense.**

Karl Heinrich Helfer : **La fabrique du soldat allemand.**

Adelber Weinstein : **L'opération « Carte Blanche », un signal d'alarme.**

Témoignage : **Il y a dix ans, dans une gare.**

A. Wiss-Verdier : **L'Allemagne et la détente**

Bruno Gleitze : **Renforcement de l'industrialisation en Allemagne occidentale.**

Habib Bourguiba : **Une interview du Leader Néo-Destourien.**

XXX. : **Les étudiants noirs en Allemagne**

Alfred Andersch : **Thomas Mann et la politique.**

Albert Bettex : **La littérature émigrée.**

Martin Walzer : **Histoire d'un vieil homme** (nouvelle, Prix 1955 du Groupe 47).

Le numéro : **150** fr.

En vente chez les dépositaires des Messageries de Presse des principales villes de France et d'Afrique du Nord.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

France et Union Française : six mois, **800** fr. - un an, **1 500** fr
Autres Pays six mois, **1.000** fr. - un an, **1.800** fr
Etudiants (France seulement) : un an, **1 000** fr.

ENVOI GRATUIT D'UN NUMÉRO RÉCENT COMME SPÉCIMEN

REVUE DOCUMENTS, S. P. 81.528, par B.C.M. « C » - PARIS